





# Combat ou capitulation ?

***Pour lutter contre la consommation croissante des stupéfiants, des mesures nouvelles ont été utilisées avec succès au Japon et à Singapour***

# La tête ou le cœur ?

par PHILIPPE MEYER (\*)

**le pathologique, ébauche du médicament.**

Les dernières classes de thérapeutiques actives ont souvent procédé de cet enchaînement logique. Il en est ainsi par exemple des bêta-bloquants (médicaments de l'angine de poitrine, de l'infarctus, de l'hypertension, de l'anxiété et de la migraine), des bloquants de l'histamine (médicaments de l'estomac), ou des inhibiteurs d'enzymes (remèdes de certaines dépressions ou hypertension).

Les médicaments de demain précéderont aussi de la raison. Les stupéfiantes découvertes concernant le mécanisme des deux maladies qui provoquent deux tiers des morts du monde industrialisé, le cancer et la sclérose artérielle, permettent dès aujourd'hui d'imaginer de nouvelles thérapies dans ces domaines. La connaissance de l'activité transformante des protéines codées par les gènes oncogènes, par exemple, permettra d'identifier la voie à laquelle les cellules spécifiques sont cancérisées. De même, la découverte de l'activité dilatatrice des cellules endothéliales des vaisseaux et la perception qu'elle est secondaire à une substance chimique spécifique permettront d'espérer de prochaines victoires sur l'athérosclérose.

ment que l'action de ces produits ne peut être entièrement expliquée par leur action sur l'organique; ils interviennent aussi par une modification de notre psychisme inconscient, de l'activité la plus mystérieuse de notre cerveau.

Deux des plus grandes contributions de la pharmacologie clinique contemporaine ont précisément été la démonstration de l'effet placebo des médicaments et la mise au point de méthodes pour le quantifier. Certaines médications « lourdes » — la chimiothérapie anticancéreuse — agissent beaucoup plus par une action chimique quantifiable que par l'effet placebo. Les médications du cœur et des artères agissent beaucoup selon les deux modalités, comme le démontrent de grandes statistiques internationales récentes. Les médications dites « de confort », qui visent plus à soulager des petits maux gênants qu'à guérir des maux violents, mettent souvent en jeu l'effet psychique. La pharmacologie contemporaine ne pourra donc reconnaître l'efficacité de « magie » des médications dont on dispose.

Aucune des grandes spécialités de ce qu'on appelle aujourd'hui la « médecine douce » — l'homéopathie, la mésothérapie, l'iridologie, l'aromathérapie, l'auriculothérapie, la médecine manuelle — n'agissent en modifiant l'organique. L'homéopathie en témoigne particulièrement puisque, au-delà d'une certaine dilution, aucune molécule autre que

(\*) Professeur, U7 INSERM, département de pharmacologie, hôpital Necker.

celle du solvant ne persiste dans l'échantillon. Les médecines douces ne sont autres, comme nous l'avons appris en pharmacologie contemporaine, que de gigantesques placebos.

**Le rôle des médicaments dans la médecine du futur** est trop souvent celui de manœuvre superficielle, sans tenir compte de l'impact des produits. Le succès des médecines, donc, de l'euchémopathie surtout, ouvre des recherches fascinantes sur le rôle du subconscient dans la tolérance des symptômes d'une maladie. Mais il est clair que ce genre de médecine dépourvue de toute signification organique ne peut rien faire contre la maladie proprement dite. Financer ce type de thérapeutique relève d'une politique visant davantage à satisfaire la santé idéologique. Les médecins qui acceptent doivent savoir qu'il s'agit d'une conduite génésique mais non indispensable, d'une pratique de luxe et non de rigueur.

L'enjeu des médicaments de l'organique est double. Leurs possibilités d'action qui ne dépendent que des progrès objectifs de la science sont considérables, ainsi qu'il a été dit. Mais aussi, ce que l'on sait moins bien, les médicaments sont sources d'économies. En restaurant la santé, ils entretiennent les sources de productivité. En guérissant, ils réduisent l'obligation de l'hospitalisation, la dépense la plus forte en matière de santé.

Investir dans leur recherche est obligatoirement prometteur. Investir dans celle des médecines douces est obligatoirement dépensier. Les grands argentiers qui en décident ne doivent pas confondre la tête et le cœur.

**L**a commission des stupéfiants des Nations unies a déclaré, dans son rapport de 1985 que le trafic illégal et la consommation des stupéfiants se sont sensiblement accrus dans les principaux pays consommateurs de l'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, en Australie et dans les pays producteurs d'Afrique, d'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, du Sud-Ouest. Les saisies d'héroïne, de cocaïne et de cannabis ont encore augmenté.

Ces prises peuvent être considérées comme un indice de la pénétration croissante de ces drogues illicites dans les pays consommateurs, qui continuent à offrir un marché en pleine expansion. A l'opposé, l'URSS et ses alliés, tout comme la Chine, ont pu réaliser l'impensable de combattre avec de lourdes méthodes punitives, dirigées à la fois contre trafiquants et consommateurs.

En concluant son rapport, la Commission des stupéfiants lance un appel pour de nouvelles solutions qui : *diminuerait la production aussi bien que la demande des stupéfiants bannis par la loi.* Les solutions « nouvelles » ne se réfèrent pas exclusivement à des questions de santé, de quoi, fait, sont plutôt axées sur la demande, et déjà en vigueur dans les pays communistes, mais plutôt à des méthodes plus récentes formulées par l'Organisation mondiale de la santé. De telles solutions ont été appliquées avec succès au Japon, à Formose et à Singapour, où une volonté politique soutient par une opinion quasi unanime a pu maintenir un tabou social contre l'usage des drogues. Elles incluent : la réduction de la production unique sur les stupéfiants des Nations unies (1961) (cannabis, cocaïne, opiacés) et par la convention de Vienne (1971) sur les drogues psychotropes (LSD, barbituriques, amphétamines).

Ces mesures ont permis au Japon et à Singapour de faire reculer des épidémies majeures de toxicomanies à l'héroïne et aux amphétamines. On peut décaler les deux enseignements suivants de ces expériences faites dans des pays dont on admire aujourd'hui la croissance économique :

— pour diminuer l'offre, le trafic des stupéfiants peut être combattu par la stricte application des lois nationales et internationales en vigueur dans le monde visant à limiter l'emploi de la cocaïne, des opiacés et du cannabis à des fins scientifiques ou médicales. Leur application peut pa-

raître exagérément répressive à l'usage « occasionnel », mais il en a maintenant prouvé que des millions d'usagers sont aussi de petits trafiquants qui se livrent à un trafic de fourmis et sont les pourvoyeurs de la drogue qu'ils consomment eux-mêmes. La distinction entre l'usage et le trafic devient impossible mais ce dernier est très sévèrement châtié :

2) la réduction de l'offre doit s'accompagner d'une diminution de la demande sur le marché des stupéfiants, qui peut être réduite par un programme de prévention primaire et de réhabilitation des drogués invétérés. La prévention primaire s'accomplit grâce à un programme d'éducation publique. Ce programme, basé sur les données scientifiques, historiques et littéraires s'intègre dans toutes les matières enseignées. La coopération des médias permet d'obtenir un consensus de l'opinion publique. Toutefois, la prévention primaire a peu d'effets sur les drogués invétérés, qui doivent se soumettre à un régime prolongé de réhabilitation pour se libérer de la drogue.

La réhabilitation des toxicomanes investit le passe d'abord par leur identification par analyses des urines et ensuite par leur envoi obligatoire dans des centres de réhabilitation qui se fait en dehors des tribunaux. Le séjour de dix mois à un an est destiné à aider le drogué à adopter une discipline personnelle et des habitudes régulières de travail.

Les solutions préconisées par le Japon ou Singapour peuvent paraître peu réalistes dans les pays occidentaux aux théories politiques exprimées par les adeptes d'une sorte de "tolérance" qui ne s'applique souvent que l'apôtre volontariste de l'acceptation sociale de la drogue. Mais ces solutions se réclament de la science et de l'histoire. Elles sont conformes au bon sens et aux principes de ceux qui foudroient ou amonècent toutes les grandes démocraties de ce monde. Elles sont conformes à Montaigne, et au système de gouvernement qui nécessite le plus de vertu. Cela revient à déclarer que l'exercice de la liberté requiert de la part de chaque citoyen un certain nombre de contraintes individuelles ou part de contraintes individuelles ou collectives qui ne peuvent être que le respect de l'esprit public et de l'entraide par les suppléments.

(\*) Professeur à l'université Columbia et directeur de recherche à l'INSERM.

## L'amour puri

Au cours d'un déplacement dans les pays arabes du golfe Persique, j'ai été particulièrement révolté du sort réservé à deux couples illégitimes d'Indiens pour relations sexuelles « coupables ». Les hommes en particulier ont été condamnés à mort par lapidation, et ce dans l'indifférence totale. Leur employeurs, prompts à dénoncer leurs « crimes », doivent avoir la conscience nette du devoir accompli.

« Qu'en est-il de nos journalistes français ? A une époque où il ne fait pas bon critiquer certains « potes », en particulier les musulmans, on aimerait voir la presse défendre les droits de l'homme partout où ils sont violés. A une époque où les musulmans de France exigent, pour protéger leur foi, le respect intégral de leurs traditions, on aimerait savoir pourquoi pas, le loi islamique, que beaucoup de pays musulmans imposent à tous leurs nationaux, même non musulmans ?), il serait bon dans les pays les plus riches du monde, aux gens complices de s'indigner. Étrange silence du monde, de l'Europe en particulier, qui s'ose à peine suggérer à ces régimes autoritaires un minimum de respect humain.

**JEAN SEVEYRAT.**  
(Paris-11<sup>e</sup>.)

## Adieu au château de Suresnes

Il y a encore quelques années, l'automobiliste stupé par les embouteillages sur le quai de Surannes essayait de deviner ce que pouvait cacher la longue grille surmontée d'arbres qui bordait la voie. Propriété de plus de 5 hectares, qui s'était autre que le château de Surannes et se tint en 1893 les fameuses conférences qui préparèrent l'édit de Nantes. Au dix-septième siècle, le domaine appartenait à Toussaint Rose, secrétaire de Louis XIV, « secrétaire de la main », disait-on, car sa principale tâche était de signer Louis au bas de certains actes. D'une façon si sim-

blable au modèle que les épigraphistes d'aujourd'hui y perdent... leur français. Au début du dix-huitième siècle, c'est là que se réfugia l'électeur de Bavière chassé de ses Etats, lequel se consolait en donnant ici des fêtes et des bals dont des gravures ont gardé le souvenir. Puis, en 1875, l'édifice devint maison de

Celle-ci a fermé ses portes il y a quatre ou cinq ans, et l'on a vu peu à peu se former des brèches dans les grilles et abattre de grands arbres, laissant apparaître la demeure, long édifice du dix-huitième siècle, couvert en ardoise et flanqué d'un pavillon plus haut. Bâtimen qui, processus habituel, s'est vu visiter, piller, dégrader, mettre en ruine. Ces jours-ci les démolisseurs officiels sont à l'œuvre pour parachever la destruction.

L'histoire de la demeure s'était pourtant poursuivie du temps de la maison de santé, qui accueillit des pensionnaires illustres : le comédien Coquelin cadet y mourut en 1909, et Adèle Hugo, la triste Adèle, dernière fille du poète, y vécut jusqu'à sa mort en 1915. On a attendu les premiers jours de janvier pour mettre à bas les murs qui avaient abrité sa vie au ralenti. L'année Hugo est venue finie.

**GEORGES POISSON,**  
*conservateur en chef du Musée  
de l'Île-de-France.*

## Les droits des « dhimmis »

Réagissant à mes propos sur les trois des « dhimmi » (*le Monde du 28 janvier*), un de vos lecteurs évoque l'image d'Épinal d'un islam tolérant la multiconfessionnalité (*le Monde du 11 février*). C'est contraire à la Coran triomphant à Médine : *Quiconque désire une autre religion que l'islam, ceci ne sera point accepté de lui et il sera dans l'au-delà parmi les perdants* » (3.85) et inconciliable l'ultime parole du prophète : « Deux religions ne doivent coexister dans la péninsule arabe. »

MAGDI SAMI ZAKI,  
universitaire (Paris).

# Le Monde

---

**7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09**  
**TEX MONDAPAR 650572 F**  
**Téléphone: (1) 45-23-06-81**  
**Tél.: (1) 42-47-97-27**

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*  
Gérant:  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs:  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:  
const. aux 15 janvier et  
10 décembre 1944.

Capital social:  
370 000 F

Principaux associés de la société:  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des auteurs du *Monde*,  
Mme André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:  
Bernard Wotta.

Rédacteur en chef:  
Daniel Vernet.

Cordécateur en chef:  
Claude Sals.

**ABONNEMENTS**  
**BF 507 09**  
**75422 PARIS CEDEX 09**

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS**  
**PAR VOIE NORMALE**  
**687 F 1 337 F 1 923 F 2 530 F**  
**ÉTRANGER (par airmail)**


**L - BELGIQUE-LUXEMBOURG**  
**PAYS-BAS**  
399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

**IL - SUISSE, TURQUIE**  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F


Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: déclarations ou  
provisions (deux semaines au plus); nos  
abonnés sont invités à formuler leur  
demande sur coupon ou au moins avant  
leur départ. Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.



Imprimé  
au « Monde »  
7, rue de la Harpe  
75005 P.



1985

**Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration**

**Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437**  
**ISSN: 0395 - 2037**

---

## Le Monde

### PUBLICITE

---

**5, rue de Montmarty, 75007 PARIS**  
**Tél.: (1) 45-25-91-82 ou 45-25-91-71**  
**(Tlx) MONDOPUB 206 136 F**

**PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dh; Tunisie, 400 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.;  
Belgique, 20 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 210 F CFA; Danemark, 120 kr.; Espagne, 120 p.; Grèce, 250 dr.; Hongrie, 80 \$; Italie, 7 700 L.; Japon,  
6 300 ¥; Liban, 1 200 L.L.; Luxembourg, 9 fr.; Norvège, 20 kr.; Pays-Bas, 110 guilder; Portugal, 110 esc.; Roumanie,  
336 F CFA; Suède, 8 kr.; Suisse, 1,80 S.; Tchécoslovaquie, 120 Kčs; Turquie, 100 liras; Union Sov. et Républ. G.D., 100 r.

[illegible]





كذا من الأصل

# DEMANDEZ E PRO

**J**e remercie les responsables des formations politiques que nous avons interrogés d'avoir bien voulu répondre à nos questions. Je laisse les lecteurs juges des réponses. Celles-ci montrent en tout cas l'intérêt que les principaux mouvements politiques portent à l'équipement de la France et aux moyens les plus aptes à le promouvoir. Je souhaite, pour l'avenir, et ces réponses sont à cet égard encourageantes, qu'au delà des clivages politiques un consensus se dégage à propos des décisions que les uns ou les autres seront amenés à prendre pour moderniser la France et améliorer le bien-être des Français.

Jean-Louis GIRAL  
Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics



JACQUES CHIRAC



LIONEL JOSPIN



FRANÇOIS MUR

**1** La modernisation de l'industrie française peut-elle être efficace sans être accompagnée de la modernisation des infrastructures? (routes, voies ferrées, assainissement, canaux, ponts, tunnels, etc.).

«La modernisation des grandes infrastructures permet d'améliorer dans le pays la circulation des hommes, des idées et des richesses, elle profite en définitive à chacun. Je crois que sans elle aucun progrès durable, notamment de notre industrie, n'est possible.

«Les travaux publics ont été un des axes de la politique de modernisation menée par le Gouvernement depuis 1981. Aucun gouvernement, depuis ces dix dernières années, ne peut présenter un bilan aussi flatteur en matière de grandes infrastructures. Les Grands Travaux comme le tunnel sous la Manche, les TGV Ouest, Nord et Est, l'aménagement routier et ferroviaire de la Tarentaise, sont autant de preuves de cette volonté.

**2** L'activité des Travaux Publics a chuté entre 1980 et 1985 de 22 %. 80 000 emplois ont été supprimés. La raison en est-elle la saturation des besoins ou est-ce la conséquence de choix budgétaires?

Malgré l'effort fait en matière d'équipement pendant les 30 années de l'après-guerre, l'œuvre de modernisation à accomplir reste importante. La chute récente de l'activité des travaux publics relève du choix fait par le Gouvernement de privilégier le court terme à l'avenir, c'est-à-dire les dépenses de fonctionnement à celles d'investissement.

L'activité des travaux publics subit depuis 1979 les conséquences de l'achèvement de la période d'équipement intensif du pays qui a commencé dans les années 60. Depuis 1981, le Gouvernement a pris des dispositions pour soutenir l'activité des TP: création du Fonds Spécial de Grands Travaux, maintien des crédits publics après 7 ans de baisse ininterrompue, lancement de grands projets, aides à l'exportation.

**3** Pensez-vous qu'une politique ambitieuse de travaux serait créatrice d'emplois, non inflationniste et facteur de croissance économique?

Les travaux publics sont parmi les industries qui emploient le plus de main-d'œuvre, par ailleurs elles utilisent essentiellement des matériaux fabriqués en France. Leur développement est favorable à la croissance de notre économie, et à la création d'emplois sans mettre en cause l'équilibre de la balance commerciale.

La politique menée depuis 1981 est ambitieuse pour les infrastructures de la France et de l'Europe. Elle a donné ses premiers résultats en 1985 où l'activité des TP s'est améliorée. Elle va permettre aux entreprises françaises de réaliser de grandes infrastructures européennes à partir de 1986.

**4** Êtes-vous favorable, en complément des financements publics et pour permettre et accélérer la réalisation de certains équipements (autoroutes urbaines, ponts, tunnels) au paiement par l'utilisateur (péage) plutôt que par le contribuable (impôt) du service rendu?

Je pense que les Français ne sont pas hostiles à payer l'usage d'équipements qui leur procurent un avantage réel en gain de temps ou en économie d'énergie. Si des industries privées acceptent de parier sur la rentabilité d'un ouvrage et assurent le risque d'investir, pourquoi n'être pas d'accord? Cela n'empêche que l'équipement du pays reste de la responsabilité de l'État et des collectivités locales.

Le Gouvernement a largement innové depuis 1981 dans la recherche de mécanismes nouveaux pour le financement de grandes infrastructures. L'appel aux financements privés, avec ou sans garantie de l'État, le co-financement entre l'État, les collectivités ad hoc (caisse de financement des TGV européens par exemple) ont été étudiés en concertation avec la profession.

**5** Sous prétexte des risques encourus, faut-il laisser la place à nos concurrents étrangers et démanteler le système d'incitation à la réalisation de travaux publics sur le marché international qui a fait ses preuves depuis 25 ans?

Non! Les entreprises françaises doivent pouvoir concourir à égalité de chance avec les entreprises étrangères sur le marché international. En exportant notre savoir-faire elles participent au développement de notre économie. Il convient de les aider à obtenir des commandes à l'étranger, et, dans certains cas précis, de partager avec elles, les risques de paiement encourus.

Le système de garantie et de financement français pour les exportations de BTP est l'un des plus ouverts et des plus avantageux existant actuellement. Il a permis à nos entreprises de passer de 28 milliards d'exportation en 1981 à 64 milliards en 1984.

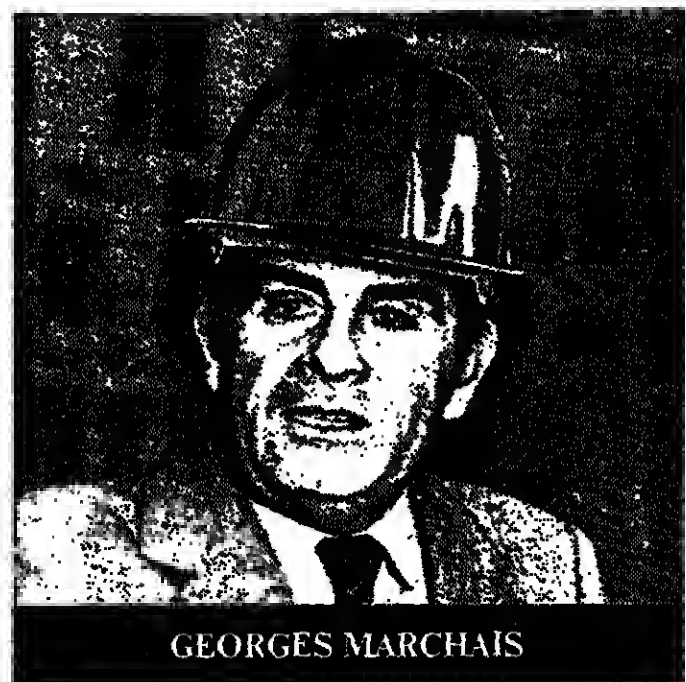
## LES ENTREPRISES FRANÇAISES

TRAVAUX



## ÉQUIPEMENT DE LA FRANCE:

# DE LE PROGRAMME!



« Les entreprises de travaux publics ont pour vocation de construire et entretenir les infrastructures indispensables à la modernisation du pays et de doter la France d'entreprises performantes sur les marchés intérieurs et à l'exportation. Le recensement des besoins fait par le Sous-Groupe "Travaux Publics" du Plan a permis de dégager de larges secteurs d'intervention pour l'avenir.

Au terme de cette législature, un constat s'impose : la régression de l'activité des Travaux Publics s'est amplifiée depuis 5 ans. Les choix économiques et budgétaires de l'actuelle majorité ont eu un effet direct sur cette crise, même si certaines mesures ponctuelles (Fonds Spécial de Grands Travaux) ont pu quelque peu en corriger les effets.

A côté d'autres mesures prévues par la plateforme commune de l'opposition, le développement de l'activité des entreprises de Travaux Publics doit apporter un soutien certain à la croissance économique, sans pour autant être générateur d'effets négatifs sur les prix ou sur l'équilibre de notre balance des paiements.

Dans une période de rigueur budgétaire et pour le cas où l'insuffisance des crédits publics pourrait retarder ou compromettre la réalisation d'équipements ou d'infrastructures nécessaires aux besoins de notre pays, il est souhaitable de n'écarter aucun mode de financement susceptible de valoriser un projet déterminé.

L'amélioration du dispositif de soutien aux exportations est nécessaire pour faire face à la concurrence internationale. L'élaboration de mesures nouvelles en matière d'assurance-export, doit passer par une concertation réelle et permanente entre les Pouvoirs Publics, les entreprises et les banques, portant sur l'ensemble des garanties et des financements à mettre en œuvre. Ces mesures s'inscrivent d'ailleurs dans l'un des axes retenus par la plateforme commune de l'UDF et du RPR "Pour gouverner ensemble" dont l'objectif est de libérer l'économie pour retrouver la croissance. »

« La modernisation ne se divise pas. Des infrastructures modernes sont indispensables pour amplifier les efforts d'investissements des entreprises et assurer leur compétitivité vis-à-vis de leurs concurrents européens.

La baisse d'activité des Travaux Publics résulte de mauvais choix budgétaires. Les socialistes ont accru le poids des dépenses de fonctionnement de l'État au détriment de sa capacité d'investissement.

Une politique ambitieuse de travaux ne serait pas un luxe. Elle créerait des emplois pour de jeunes Français et favoriserait la croissance. Elle ne serait pas inflationniste car elle contribuerait à diminuer les coûts notamment de transport des matières premières et des produits finis.

Oui. L'exemple du tunnel sous la Manche montre la voie à suivre pour d'autres investissements. L'appel à des financements privés est une solution moderne. Elle ne doit cependant pas inciter l'État à ne plus faire son devoir en matière d'équipement.

Non. Le marché international est un marché difficile. Les risques politiques ne peuvent évidemment pas être supportés par les seules entreprises. La collectivité nationale défend son drapeau en prenant une part du risque comme le font nos concurrents. »

« Un tissu industriel régional ou national ne peut exister sans un réseau de transport adéquat permettant le déplacement efficace des biens et des personnes. Cet effort d'équipement doit être orienté en priorité pour le développement du pays et pour en faire une voie de transit nord-sud, ou pour canaliser le flot touristique européen vers nos façades maritimes. Pas d'étoiles filantes dans un désert français.

Il n'y a pas de saturation des besoins en matière de Travaux Publics. Actuellement, l'investissement productif est sacrifié au profit de la spéculation financière. Celle-ci représente 70% des ressources tirées des entreprises ou provenant des banques et des pouvoirs publics. Nous proposons une réforme financière et fiscale qui oriente cet argent vers la création de richesses et d'emplois.

Nous ne sortirons pas la France du chômage seulement par une politique de grands travaux. Ces travaux doivent s'accompagner de la reconstruction industrielle de la France. C'est pourquoi il faut veiller à ce que le financement des travaux d'infrastructure ne génère pas de frais financiers excessifs.

Nous sommes pour la suppression à terme de tous les péages sur quelque infrastructure que ce soit. La fiscalité qui permet de financer en partie ces infrastructures doit être réformée, pour mettre à contribution les entreprises à un niveau en rapport avec l'utilisation qu'elles font de ces infrastructures.

Les pays du Tiers-Monde peuvent devenir solvables si on garantit les prix des matières premières et des produits qu'ils exportent ; si on supprime les intérêts, voire les dettes de certains ; si on finance des accords de coopération qui leur permettent de développer leurs productions tout en augmentant leurs achats de nos produits et de nos infrastructures. »

La réponse du P.C.F. a été transmise par M. Gaston Pissoneiro, Secrétaire du Comité Central.

ANÇAISES

DE TRAVAUX PUBLICS

C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AMÉNAGER LA FRANCE.

مكتبة من الأصل



هكذا من الأصل

# AFRIQUE

## LE DISCOURS DU PRÉSIDENT PIETER BOTHA

- Levée de l'état d'urgence en Afrique du Sud
- Indépendance de la Namibie contre un retrait cubain d'Angola

De notre correspondant

Johannesbourg. — Devant les trois chambres du Parlement réunies en session conjointe, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, a annoncé, mardi 4 mars, que l'état d'urgence serait levé « très bientôt, vraisemblablement vendredi prochain ». Il a par ailleurs proposé la date du 1<sup>er</sup> août pour la mise en application de la résolution 435 des Nations Unies sur l'accession de la Namibie à l'indépendance. Deux décisions majeures si elles n'étaient assorties de restrictions.

En ce qui concerne la Namibie, le président réaffirme que le peuple de ce pays a déjà attendu assez longtemps l'indépendance mais que la résolution 435 — qui date de 1978 — ne pourra entrer en vigueur que lorsque « le gouvernement angolais aura adopté

un calendrier satisfaisant pour le retrait des troupes cubaines ». Or les négociations entre Lusanda et Pretoria ont été rompues en novembre 1984 en raison de sérieux désaccords sur le calendrier et les modalités du retrait des quelque 25 000 à 30 000 cubains stationnés en Angola.

Depuis, malgré les efforts des Américains, et notamment de M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines — qui a encore rencontré M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères le mois dernier à Genève, — aucun progrès notable n'a été accompli. La résolution 435, qui prévoit, outre l'arrêt des hostilités, le départ des troupes de Pretoria et l'organisation d'élections sous le contrôle des Nations unies, ne peut, pour M. Botha, être mise en



pratique « en raison de la menace persistante pour la Namibie et la région » constituée par la présence des soldats de M. Castro. Le chef de l'Etat a beau fixer une date, cela ne supprime pas ce qu'il qualifie de « dernier obstacle ». Une fois de plus, le dossier namibien tourne en rond.

n'a été donnée sur la teneur des moyens, pourtant déjà considérables, dont le gouvernement entend se doter.

A l'occasion de cette double annonce, M. Botha a relancé un appel à la négociation à tous les Sud-Africains qui « dénoncent la violence », ajoutant que le 31 janvier il avait proposé « une base claire pour négocier une nouvelle Constitution pour le pays ».

### Renforcer la sécurité

En ce qui concerne l'état d'urgence, M. Botha, là aussi, fait un pas en avant puis un autre en arrière. Le régime d'exception mis en place le 21 juillet dernier et toujours en vigueur dans vingt-trois circonscriptions judiciaires sera probablement levé le 7 mars, soit au bout de sept mois et demi, mais il sera remplacé en quelque sorte par une nouvelle législation. Reconnaissant que l'agitation persistait dans de « nombreuses parties du pays », le président de la République a annoncé que « la législation existante serait revue et amendée au cours de l'actuelle session parlementaire pour fournir aux autorités les pouvoirs légaux nécessaires afin de protéger les vies et les biens efficacement ».

Il a ajouté qu'en attendant, « les forces de sécurité continueront d'assurer l'ordre et de protéger les communautés en application des lois existantes ».

Ce qui signifie que l'Afrique du Sud va très prochainement renforcer son arsenal de répression pour contenir l'agitation. Le remède de ce qui s'est passé en 1960 après la levée de la première instauration de l'état d'urgence, qui avait duré cent cinquante-huit jours à la suite de la tuerie de Sharpeville. Pretoria avait immédiatement adopté une série de mesures répressives qui, vingt-cinq ans plus tard, se révèlent encore insuffisantes. Pour l'instant, aucune précision

suivait : la destruction des ressources du pays et une brutalisation encore plus grande de notre société. M. Van Zyl Slabbert propose, dans l'ordre : l'abolition de l'apartheid, la libération d'organisation (donc, notamment, la levée de l'interdiction du Congrès national africain) et la libération des détenus politiques, y compris M. Nelson Mandela. « Après, on pourra négocier, mais pas avant, car, tant que ces mesures ne seront pas prises, il n'y aura pas de bases pour une négociation. »

M. Van Zyl Slabbert avoue sa propre « confusion » devant l'attitude actuelle de son gouvernement. « Comment peut-il, dit-il, parler de libérer Mandela pour des raisons humanitaires, alors que le problème est politique ? D'un autre côté, libérer Mandela sans abolir l'apartheid, cela n'a aucun sens. Botha ne sait pas ce qu'il veut. » L'homme se dit dans une phase d'« exploration ». De passage à Paris, il regagne l'Afrique du Sud après s'être rendu à Londres. Il ne renonce à rien, ni à ses idées, ni à ses amis, ni à son combat, mais le temps presse, ajoute-t-il, car les options se réduisent rapidement. JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Publié)

## UNIVERSITÉ PARIS-NORD IUT de VILLETANEUSE FORMATION CONTINUE

Séances de novembre 1986 stages ouverts aux salariés et aux demandeurs d'emploi

### DUT INFORMATIQUE

Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 2 ans à temps partiel

### DUT GESTION - option Personnel

Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 2, 3, 4 ans à temps partiel

### DUT GESTION - option Gestion Appliquée aux petites et moyennes entreprises

Stage en 1 an à temps complet

### DUT CARRIÈRES JURIDIQUES et JUDICIAIRES

Stage en 1 an à temps complet  
Stage en 2 ou 3 ans à temps partiel

### DIPLOME d'Université en techniques de la bureautique

Stage en 1 an à temps complet

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le Conseil régional Ile-de-France, par les entreprises, par un fond de gestion du congé individuel de formation

### OUVERTURE DES INSCRIPTIONS le 17 février 1986

REINSCRIPTIONS :  
CENTRE DE FORMATION CONTINUE  
IUT de VILLETANEUSE - Av. J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse  
Téléphone : 48-21-61-70 poste 4840/48-26-90-48

## AMNESTY INTERNATIONAL LANCE UNE CAMPAGNE CONTRE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Londres. — L'organisation humanitaire Amnesty International a lancé, mercredi 3 mars, une campagne internationale pour exiger la fin des emprisonnements arbitraires, de la torture et des autres violations des droits de l'homme en Afrique du Sud. Dans une lettre ouverte adressée au président P. W. Botha, Amnesty International établit une série de dix mesures « à prendre de façon urgente ».

Parmi les mesures préconisées, Amnesty enjoint le régime de Pretoria d'instituer des commissions d'enquêtes indépendantes sur les allégations d'assassinats, d'enlèvements et d'agressions d'opposants perpétrés par la police à l'encontre de personnes ayant manifesté contre l'apartheid.

Amnesty exige la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées en raison de leurs convictions ou de leur appartenance ethnique, la fin des détentions arbitraires et l'abrogation de l'immunité accordée aux policiers accusés de torture des prisonniers.

Amnesty International demande d'autre part l'abolition immédiate des lois de répression, de la ségrégation raciale, et de « toute législation qui permet la détention sur la base de la race ».

Amnesty International a par ailleurs demandé au gouvernement sud-africain de garantir que tous les procès de détenus politiques répondent « aux procédures internationalement reconnues ». — (A.P.)

## AFFLUANT EN SOMALIE

### Des milliers de paysans éthiopiens fuient les nouveaux villages collectifs

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Entre 500 et un million d'Éthiopiens se réfugient, chaque jour, en Somalie. Au cours des dix dernières semaines, environ 27 000 ont été accueillis dans le camp de Taguagale, près d'Hargeisa, dans le nord-ouest du pays, vient de préciser un responsable local du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR). Ces familles de paysans plutôt aisés, en majorité d'ethnie oromo et pour beaucoup originaires de la région de Harar et de Jijiga, ont préféré franchir la frontière plutôt que de se grouper en villages, comme les autorités d'Addis-Abeba les y « invitaient ».

Ces hommes — le HCR en attend encore plusieurs dizaines de milliers dans les mois à venir — sont des « réfugiés politiques », fait-on remarquer et non plus des victimes de la famine. « La plupart sont en bonne santé », ajoute-t-on, bien que certains soient porteurs du choléra. Situation d'autant plus critique qu'une nouvelle épidémie semble gagner du terrain en Somalie, qui accueille officiellement quelque huit cent trente-sept mille réfugiés. Il y a quelques jours, on décomptait déjà 17 morts et 520 cas suspects.

La réforme agraire de mars 1975 portait en elle le germe de la politique dite de « villagisation ». L'objectif, dès les premières heures de la révolution, n'était-il pas d'organiser un monde paysan sans cohésion, notamment à travers des associations, afin de l'intégrer, en douceur, dans un système socialiste de production ? La dispersion de l'habitat était un obstacle sur le chemin de la collectivisation.

A la fin de 1984, le gouvernement avait approuvé un plan de dix ans qui prévoyait le déplacement de millions de paysans. La famine aidant,

près de 600 000 familles, qui vivaient dans des zones touchées par la sécheresse, furent réinstallées dans des régions moins inhospitalières. Pris avec une égale précipitation, fut lancé le programme de « villagisation » : en 1985, plus d'un million de ruraux, originaires des provinces de l'Arusi et du Hararge, ont ainsi été groupés sur de nouveaux sites, en général près des routes et des points d'eau.

### Un but insensé

Selon les responsables éthiopiens, cette politique vise à faciliter l'existence de ces « nouveaux villages » qui auront plus facilement accès aux commodités de la vie moderne : école, dispensaire, eau, route, emploi aussi. Ce qui, à la longue, devrait dissuader ces ruraux de s'en aller en ville chercher du travail. Au-delà de ces mêmes considérations, il y a eu d'autres qui paraissent contestables. Il n'est pas douteux, en effet, qu'une telle politique a pour but insensé d'exterminer des contraintes idéologiques et économiques sur un monde paysan, ici comme ailleurs, rebelle à toute forme d'embarquement et jaloux de son indépendance.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants d'Addis-Abeba, le principe du libre choix des intérêts n'est guère respecté : les réfugiés sont là pour témoigner des pressions, voire des violences qu'ils ont subies. Pourtant, les exemples ne manquent pas, celui de la Tanzanie notamment, de « bonne » politique qui se solde par un échec faute d'un minimum de consensus. An démentant, cet empiètement à bouleverser des formes de vie traditionnelle semble d'autant plus inopportun que l'Éthiopie souffre encore de la famine.

JACQUES DE BARRIN.



## Prix international du roi Faïçal

INVITATION EN VUE DE L'ATTRIBUTION DU PRIX INTERNATIONAL DE MÉDECINE DU ROI FAÏÇAL ET DU PRIX INTERNATIONAL DE SCIENCE DU ROI FAÏÇAL

Le secrétariat général du Prix international du roi Faïçal à Riyad, royaume d'Arabie Saoudite, a l'honneur d'inviter les universités, académies et institutions d'éducation ainsi que centres de recherches du monde entier à désigner des candidats qualifiés pour :

1. Le Prix international de médecine du roi Faïçal. Thème : « PRÉVENTION DE LA CÉCITÉ » ;
2. Le prix international de sciences du roi Faïçal. Thème : « MATHÉMATIQUES » ;

qui seront attribués pour l'année 1407 de l'Hégire, c'est-à-dire l'année 1987 après J.-C.

a) La sélection sera effectuée par un comité composé d'assesseurs nationaux et internationaux choisis par le bureau du Prix international du roi Faïçal.

b) Le prix peut être attribué à plus d'une personne.

c) Les noms des lauréats seront proclamés en décembre 1986, et le prix sera remis lors d'une cérémonie officielle qui se tiendra à cette fin à Riyad, royaume d'Arabie Saoudite.

d) Chaque prix se composera de :

- 1) un certificat au nom du gagnant comportant un résumé de l'œuvre qui lui a valu de se voir attribuer le prix ;
- 2) une médaille précieuse ;
- 3) une somme de trois cent cinquante mille riyals saoudiens (S.R. 350 000).

e) Les conditions suivantes doivent être satisfaites :

1. Un nommé doit avoir réalisé une œuvre académique exceptionnelle sur le thème du prix au bénéfice de l'humanité et de l'enrichissement de la pensée humaine.
2. Le prix sera attribué pour des recherches originales spécifiques mais il sera tenu compte de l'œuvre complète du nommé.
3. L'œuvre soumise avec les nominations devra avoir été publiée.
4. L'œuvre spécifique soumise ne doit pas s'être vu attribuer de prix par quelque institution internationale d'éducation, organisation scientifique ou fondation que ce soit.
5. Les candidatures doivent être soumises par des responsables d'institutions d'éducation reconnues et de renommée mondiale telles qu'universités, académies et centres de recherches. Les candidatures émanant d'autres particuliers et de partis politiques ne seront pas retenues.
6. Les candidatures doivent préciser tous détails utiles sur le passé académique, l'expérience et les publications du candidat ainsi qu'éventuellement être accompagnées de copies de ses certificats universitaires, s'il en existe. Il sera également demandé trois photocopies de 6 X 9 cm, l'adresse complète et le numéro de téléphone du candidat.
7. Les candidatures et les publications sélectionnées (dix exemplaires) doivent être envoyées par courrier avion recommandé à l'adresse indiquée au paragraphe 10 ci-après.
8. La date limite de réception des candidatures complètes ainsi que des copies des publications respectives est le 4 de Dhu Al-Hijjah de l'année de l'Hégire, c'est-à-dire le 9 août 1986. Les dossiers de candidature reçus après cette date ne seront pas examinés à moins que le thème du prix ne soit reporté à l'année suivante.
9. Aucun dossier de candidature, ni aucune publication, ne sera renvoyé aux expéditeurs.
10. Toute demande de renseignement et/ou candidature doit être adressée au Secrétariat général du Prix international du roi Faïçal, PO Box 22476, Riyad 11495, royaume d'Arabie Saoudite. Tél : 204667 PRIZE SJ.

A la recherche

Nous avons



(Publicité)



Françoise Delafosse et Pierre Homsy

## A la recherche de l'excellence en publicité.

**L**e monde de la publicité évolue. Les agences se différencient de plus en plus. Comme les banques ou les restaurants, elles n'offrent pas toutes le même service ni la même qualité. Il nous a semblé utile pour les annonceurs et pour ceux qui ne nous connaissent pas encore très bien de préciser notre philosophie.

La perfection n'existe pas en publicité. On ne peut que l'approcher au plus près. Cette approche constante de la perfection, nous l'appelons l'excellence. Pour nous, elle tient en quelques points principaux.

### 1 - Créer des campagnes qui durent.

Une image de marque, ça se construit. Avec du talent mais aussi avec de la persévérance et du temps. Pas en faisant des "coups publicitaires" qui sont souvent dangereux et trompeurs. Nos campagnes durent plusieurs années parce qu'elles reposent sur des concepts qui positionnent fortement les produits et en définitive font les marques vedettes. Nos annonceurs y gagnent doublement. Leurs marques s'implantent solidement et ils réalisent souvent une économie importante sur les frais techniques en années 2, 3, 4, comme ce fut le cas pour les campagnes Marie Brizard, "33" Export, Camel, etc.

### 2 - Faire du sur-mesure à partir des produits.

Chez nous, c'est le produit qui est toujours la vedette de la campagne. La publicité que nous créons ne comporte rien de gratuit. Quand nous utilisons l'humour, le comparatif ou le suggestif, c'est toujours au bénéfice de la marque ou du produit.

### 3 - Aider les annonceurs à gagner de l'argent.

La publicité doit permettre aux annonceurs de valoriser fortement leur image de marque. Une publicité bien faite permet à l'annonceur de rentabiliser son investissement en donnant une "valeur ajoutée" à ses services ou à ses produits.

### 4 - Mettre en face des annonceurs des publicitaires professionnels qui ont fait leurs preuves.

Le rôle d'une agence de publicité est avant tout de faire de la bonne création. C'est pourquoi nous avons fortement investi dans ce domaine. La création est placée sous la supervision de François Delafosse. Les équipes créatives de très haut niveau constituent un potentiel capable de diriger 3 agences de notre taille. Quelle que soit la taille de leurs budgets ou le service qu'ils demandent, nos clients sont assurés de trouver à l'agence, outre la Direction, des seniors qui sont des professionnels de talent. C'est pour tout annonceur un gain de temps et une sécurité.

### 5 - Créer des campagnes qui obtiennent des résultats commerciaux. Et pas seulement des prix publicitaires.

Nous n'envoyons nos travaux à aucun de ces "concours" car nous croyons avant tout au score d'impact des campagnes objectivement établi ainsi qu'aux résultats obtenus par les produits que nous défendons : progression de leur image, augmentation de leur demande par les consommateurs.

### 6 - Acheter l'espace au meilleur prix.

Notre agence est unanimement reconnue pour la qualité de son media planning et de son achat d'espace. Dans ce domaine, les besoins des annonceurs sont différents. Certains veulent les prix les plus bas. D'autres souhaitent le meilleur rapport qualité/prix, ou recherchent du rédactionnel. D'autres encore sont sensibles à la créativité media.

Or, nous sommes la seule agence en France qui réalise la quasi totalité de l'achat d'espace de ses clients. De grands groupes, qui ne sont pas nos clients en création, nous confient leur achat d'espace. Pourquoi ? Parce que nous sommes compétitifs quel que soit le problème média d'un annonceur.

### 7 - Refuser les campagnes spéculatives qui sont faites au détriment des clients acquis.

Refuser les campagnes spéculatives n'est pas une position facile à tenir, mais c'est pour nous avant tout une question de principe et de logique. Nous pensons que la publicité est aujourd'hui adulte. Alors, pourquoi choisir une agence sur une campagne spéculative quand on choisit un avocat ou un chirurgien sur ses succès et sa réputation ?

Lorsque les agences acceptent de faire des campagnes spéculatives, elles y consacrent leurs meilleures équipes. Cela au détriment des clients acquis.

### 8 - Proposer un système unique qui fait de notre agence une agence unique.

Est-ce qu'une agence qui appliquerait nos méthodes avec rigueur, qui déboucherait certains de nos collaborateurs, pourrait réaliser d'aussi bonnes performances ?

Nous ne le pensons pas. Le succès de notre agence est basé sur la fidélité de nos clients qui apprécient un système, un conseil de haut niveau, et aussi une ambiance de travail.

Notre objectif est d'attirer les meilleurs annonceurs, ceux qui comprennent la publicité, qui travaillent avec leur agence en partenaires et qui exigent la très haute qualité. Nous savons qu'avec de tels annonceurs, nous aurons des campagnes efficaces, de bons résultats financiers et une croissance assurée.

Enfin, nous voudrions répéter ici un principe à ne jamais perdre de vue : la compétence régulière et sûre d'une agence ne doit pas se mesurer à 3 ou 4 campagnes réussies mais à l'ensemble de sa production.

Pour recevoir la brochure qui contient la totalité de notre production, adressez simplement votre carte de visite à l'Agence Homsy Delafosse et Associés S.A. 216 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris ou bien téléphonez à Pierre Homsy, au (1) 45 44 38 67.

Nous avons 50 produits à défendre. Nous avons 50 campagnes à montrer.

*Homsy Delafosse & Associés S.A.*

مركزنا من الأصل



هكذا من الأصل

## ASIE

### Philippines

#### Les quatre dirigeants communistes ont été libérés à leur tour

Le gouvernement philippin a annoncé, ce mercredi 5 mars, la libération immédiate des quatre dirigeants communistes détenus en prison : MM. José Maria Sison (fondateur du PC, interdit), Bernabé Buscayon (chef prénommé de la NPA, Nouvelle Armée du peuple, branche armée du PC), Alexander Biondo et Ruben Alegre. « Ils sont totalement libres, il n'y a pas de restrictions », a déclaré M. Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense.

Selon le général Ramos, chef d'état-major général, la décision de les libérer a été prise pour faciliter la négociation d'un cessez-le-feu avec la guérilla.

Ces libérations semblent susciter de sérieuses réserves, notamment au sein de l'armée. La présidente Aquino doit également faire face aux réactions hostiles de certains milieux à la suite du limogeage, par son ministre de l'Administration locale, M. Fimientel, de maires et de gouverneurs de province favorables à M. Marcos.

La présidente a, cependant, laissé entendre que, pour éviter des tensions supplémentaires, des élections prévues en mai pourraient être reportées.

#### Un rapport de l'ONU dénonce les horreurs de la guerre en Afghanistan

##### De notre correspondante

Genève. — Chargé par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, de rédiger un rapport sur la situation en Afghanistan, M. Felix Ermacora, éminent juriste autrichien, avait présenté l'an passé, à la commission des droits de l'homme de l'ONU un document accusant pour Moscou et pour le gouvernement de Kaboul (le 14 mai 1985) des 3 et 4 mars 1985).

Le mandat de M. Ermacora ayant été prolongé d'un an, son nouveau rapport, dont vient d'être saisie la quarante-deuxième session de la commission des droits de l'homme, qui siège jusqu'au 15 mars au Palais des Nations, à Genève (le Monde du 5 février), n'est guère plus réconfortant.

Comme par le passé, l'occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques ne figure pas à l'ordre du jour de la commission. Cependant, le rapport pourra être examiné sous son point 12, intitulé : « Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales où elle se produise dans le monde ». M. Ermacora n'a, pour sa part, toujours pas été autorisé à se rendre en Afghanistan par les autorités de Kaboul, en dépit de demandes répétées.

Son rapport repose sur les constatations qu'il a pu faire au Pakistan, où sont réfugiés trois millions d'Afghans, et sur la somme de témoignages concordants qu'il a recueillis, notamment dans les hôpi-

Entre-temps, Manille poursuit ses efforts pour tenter de récupérer au moins une partie des biens placés à l'étranger par les Marcos et dont le montant pourrait être de quelque 10 milliards de dollars, selon M. Raul Daza, membre de la commission présidentielle sur la moralité du gouvernement. Déjà, la saisie de tous les biens mobiliers et immobiliers, aux Philippines, de l'ancien président a été ordonnée.

En outre, la Banque centrale des Philippines va recevoir un inventaire des vingt-deux caisses que M. Marcos a emmenées avec lui à Hawaï, qui sont sous la responsabilité des douanes américaines et dont la valeur serait estimée à plus de 1 milliard de dollars.

Une délégation du Congrès américain, dirigée par M. Stephen Solarz (président du sous-comité de la Chambre des représentants pour la Paix et l'Asie), est arrivée mercredi à Manille pour aider les autorités locales à récupérer les biens « volés au peuple philippin ».

A ce propos, on indiquait mercredi, à Sydney, que des tonnes de lingots d'or auraient été évacués des Philippines à bord d'appareils de la compagnie aérienne australienne Quantas à la veille de la chute de M. Marcos. — (AFP, AP, Reuters.)

taux de Peshawar et de Quetta, auprès de diverses sources indiscutablement dignes de foi, sans rejeter pour autant toutes les informations d'origine gouvernementale.

Ces enquêtes ont été menées à deux reprises, l'une au cours de l'été dernier et l'autre s'étant terminée le 8 janvier de cette année, parallèlement à l'examen de nombreux documents irrefutables dont ceux de la commission internationale humanitaire sur les personnes déplacées en Afghanistan. Il a prouvé le zèle jusqu'à disséquer la fraude.

#### Toutes les formes de répression

M. Ermacora souligne que la guerre a changé de visage, qu'il ne s'agit plus de zones rurales de guérilla, mais de « confrontations directes ». Dans les villes, pour lutter contre les opposants ou présenter les formes de répression sont admises, y compris tortures et exécutions, que les dernières soient arbitraires ou ordonnées par des tribunaux spéciaux condamnant sans appel.

L'armée régulière ignore les principes humanitaires, massacre et pille la population civile, utilise des mines dissimulées sous terre ou larguées par air, bombarde des villages à l'aveuglette. Le sinistre stratagème des jouets et de divers objets piégés est toujours de mise. M. Ermacora affirme avoir vu de nombreuses petites charges explosives imitant la forme de papillons, de stylos, de savonnettes et même de petites liasses de billets de banque.

Quant aux prisonniers, ils ne bénéficient pas des conventions humanitaires de la Croix-Rouge. Dans les deux camps en présence, reconnaît le rapporteur.

La Croix-Rouge internationale devrait pourtant avoir sa place en Afghanistan, puisque, comme l'indique encore le rapport, on y déplore, pour la seule année 1985, pas moins de 35 000 victimes civiles. Quant aux détenus politiques, ils sont soumis à des conditions qui, M. Ermacora juge, contraignent aux règles minimales de traitement des prisonniers prévues par le droit humanitaire international.

Le rapport (« Omnie » oblige) n'attaque jamais de front les Soviétiques, mais parle de « troupes étrangères » et rappelle à cet égard que l'expression officiellement admise par Kaboul est « un petit contingent de forces soviétiques ».

ISABELLE VICHNIAC.

## EUROPE

### Suède

#### APRÈS L'ASSASSINAT D'OLOF PALME

#### Le gouvernement et l'opposition mettent l'accent sur le « rassemblement autour des valeurs démocratiques »

La police suédoise a offert, mardi 4 mars, une récompense de 500 000 couronnes (autant de francs français) à quiconque fournira des informations susceptibles de faciliter l'arrestation de l'assassin d'Olof Palme. Les enquêteurs ont la conviction que celui-ci, son crime commis, a commis plusieurs centaines de meurtres avant de s'engouffrer dans une automobile à la place du passager. Il avait donc un complice. On s'efforce à Stockholm de que toutes les sorties routières de la capitale n'aient pas été barrées aussitôt après l'assassinat.

##### De notre correspondant

Stockholm. — Les deux figures marquantes de la vie politique suédoise depuis 1970 ont quitté la scène. Olof Palme vient de disparaître tragiquement et l'ancien premier ministre, M. Thorbjörn Fälldin, s'est retiré en novembre dernier. Son Parti centriste (ex-agricole) avait essuyé deux mois plus tôt un échec cuisant aux législatives. Personnellement, il avait soif de revanche et était bien décidé à continuer, mais il fut victime d'un « putsch » au sein de sa propre formation. Ses « amis » estimaient qu'il n'était pas le mieux placé pour sortir le parti du creux de la vague et qu'un rassemblement de la direction s'imposait avant les élections de 1988. Différentes tendances s'opposent toujours et l'issue de la bataille pour la succession ne sera connue qu'à la fin de printemps, lorsque le congrès centriste dési-

gnera officiellement un nouveau leader.

En dehors de leurs divergences idéologiques, O. Palme et M. Fälldin ne s'appréciaient pas particulièrement et beaucoup considéraient que leurs règlements de comptes personnels étaient dans une large mesure responsables du durcissement du débat politique en Suède au cours des quinze dernières années, avec deux blocs de force sensiblement égaux : la gauche social-démocrate et communiste, et le camp bourgeois avec les conservateurs, les centristes et les libéraux.

Tout séparait les deux hommes : les origines, les intérêts, la façon de parler, de gouverner et de vivre. Pour simplifier, on peut dire que Olof Palme représentait la Suède des villes, une certaine élite intellectuelle, la politique professionnelle, l'engagement permanent, le souci de développer le prestige et l'influence dans le monde d'un pays qui ne compte que quelques huit millions d'habitants. M. Thorbjörn Fälldin symbolisait, lui, le terroir, la Suède « profonde » qui n'estime pas nécessaire de se projeter à l'extérieur, sur tous les grands problèmes internationaux mais qui doit d'abord s'attacher à régler les siens. « La politique n'est pas tout dans la vie », disait-il souvent, lorsqu'il était premier ministre (de 1976 à 1978 et de 1979 à 1982). Chaque week-end, il retournait dans sa ferme du Norrland, alors que le leader social-démocrate faisait des discours en province.

En fait, M. Fälldin était sans doute plus près du peuple que son adversaire. Il avait habilement so-

gué l'« image » du semi-professionnel face au professionnel hautain, ce qui avait le don d'émouvoir et de désorienter Olof Palme. Pendant quinze ans, méfiance et affrontements ont ainsi marqué la politique intérieure. L'incompréhension entre le chef de la gauche et le leader centriste était considérée comme le principal obstacle à un rapprochement entre les blocs.

##### « L'unité du peuple »

Le drame qui vient de transpirer la Suède crée brusquement une situation nouvelle. Les responsables du gouvernement et ceux de l'opposition mettent dans tous leurs discours l'accent sur « le rassemblement du pays autour des valeurs démocratiques » et il est clair, d'ores et déjà, que les querelles vont s'apaiser pendant un certain temps. M. Ingvar Carlsson, ancien chef de Olof Palme, déclarait au début de la semaine : « Les citoyens ont découvert combien ils étaient proches les uns des autres en dépit de leurs divergences politiques. Après cette tragédie, ils ne comprendraient pas que les dirigeants des partis se perdent dans des disputes inutiles. Je crois que nous devons tous y réfléchir. Il est normal dans une démocratie que l'opposition critique durement le gouvernement et que chacun défende ses idées et sa politique. Mais il faut éviter les propos excessifs ».

Dans la presse, les commentateurs, libéraux ou sociaux-démocrates, expriment aussi l'espoir que « l'unité du peuple » qui s'est dégagée depuis la mort du premier

ministre s'exprime aussi, d'une façon pratique, dans les travaux parlementaires et dans les négociations en cours sur les salaires. « La communauté et l'unité devraient signifier davantage dans les mois qui viennent que le combat politique », écrit le quotidien indépendant Dagens Nyheter. M. Carlsson va sans aucun doute bénéficier d'un « état de grâce ».

Les deux grandes questions discutées en Suède actuellement, et qui divident les partis, sont le financement de la hausse des allocations familiales et le budget de la défense nationale pour les cinq années à venir. Sur le premier point, les socialistes et le gouvernement social-démocrate minoritaire et l'opposition ont tourné court. Sur le second, les « bourgeois » veulent accorder davantage de crédits que la gauche aux forces armées et les positions paraissent figées. La poursuite des discussions sur ces deux sujets indiquera rapidement si un nouveau climat de consensus va s'installer en Suède. Le futur chef du gouvernement, M. Ingvar Carlsson, est un « réalisateur », un homme qui recherche avant tout des résultats concrets. « Il tient sa parole », disent de lui plusieurs représentants de l'opposition qui ont d'assez mauvais souvenirs de « l'époque Palme » et des promesses non tenues sur la réforme fiscale convenue entre les sociaux-démocrates, les centristes et les libéraux. De l'avis général, la Suède va changer après la tragédie qui l'a frappée et certains affirment que « rien ne sera plus comme avant ».

ALAIN DEBOVE.

### Portugal

#### Trois candidats briguent la succession de M. Soares à la tête du Parti socialiste

##### De notre correspondant

Lisbonne. — Trois candidats briguent la succession de M. Mario Soares à la tête du Parti socialiste portugais : M. Jaime Gama, ancien ministre des affaires étrangères, M. Victor Constancio, gouverneur de la Banque centrale, ancien ministre des finances et personnalité de grand prestige dans les milieux de la CEE, et M. Almeida Santos, ministre d'Etat, adjoint au premier ministre dans le dernier gouvernement présidé par M. Soares. Chacun d'eux tente déjà de réunir des appuis en vue du congrès du parti prévu pour l'été prochain.

Au départ, M. Constancio semble le mieux placé. La façon dont il a négocié l'accord de 1978 avec le FMI ainsi que certains chapitres plus délicats du processus d'adhésion du Portugal à la CEE a sans doute contribué à forger l'image de sérieux et de compétence qui est la sienne dans le pays. Leader de la tendance socialiste qui, en 1980, s'est battue pour la réélection du général Eanes à la présidence de la République, M. Constancio serait en outre qualifié pour diriger le vaste mouvement de réconciliation qui se développe au sein du PS.

Tous les socialistes qui, lors de l'élection présidentielle, ont soutenu des candidatures autres que celle de M. Soares ont été en effet invités à reprendre leurs fonctions dans le parti. Ainsi, parmi les membres de la commission nationale du PS qui s'est réunie samedi 1<sup>er</sup> mars figurent plusieurs personnalités qui avaient participé directement aux campagnes de M. Salgado Zenha et de M. Lardes Figueiredo. S'étant toujours tenu à l'écart des vieilles querelles entre socialistes et communistes, M. Constancio serait enfin tout désigné pour concrétiser un des projets qui mobilisent aujourd'hui le PS : la reprise du dialogue avec toutes les autres forces politiques, y compris avec le PCP.

En dépit des qualités qui lui sont généralement reconnues, M. Constancio suscite néanmoins des réactions négatives dans un parti profondément marqué par la personnalité de son leader historique, M. Soares. Il est mauvais orateur et à plusieurs reprises a révélé un tempérament hésitant. Aussi beaucoup

de dirigeants du PS estiment que M. Constancio « manque de la fermeté nécessaire pour les grandes luttes politiques qu'il s'annonce ». L'élection de M. Soares à la présidence de la République a provoqué d'autre part de grandes modifications dans les relations entre le gouvernement et le Parlement. Mercredi 26 février, le Parti social-démocrate convoquait d'urgence une conférence de presse pour dénoncer une « convergence d'efforts » entre socialistes et communistes visant à provoquer la chute du gouvernement.

##### Le gouvernement menacé ?

A l'appui de sa thèse, le PSD soulignait le rôle joué par les députés du PS et du PCP dans l'approbation d'un certain nombre de mesures qui représenteraient « une claire ingérence du Parlement dans le domaine de l'exécutif ». Tel serait été le cas, par exemple, de la décision prise par l'Assemblée la semaine dernière de baisser le prix des combustibles et de nommer directement les membres des conseils de gestion des organes d'information dépendant de l'Etat.

Ces mêmes arguments ont été repris par le premier ministre, M. Cavaleiro, qui s'est publiquement insurgé contre un « projet » qui se développerait par étapes. Il s'agit tout d'abord de créer des difficultés à son cabinet pour ensuite faire apparaître l'opportunité d'une alternative au sein du Parlement. Celle-ci consisterait en la formation d'un gouvernement PS-PRCD (Parti républicain démocratique du président Eanes) avec l'appui du PCP.

Dans ce climat, où les signes de confrontation s'accroissent, M. Soares garde une attitude empreinte de prudence. « Je maintiens ce gouvernement », insiste-t-il, tout en bénéficiant d'un appui majoritaire à la Chambre. La même prudence est d'ailleurs exprimée quant à la situation régnant au sein de son parti : « Tous les candidats à la direction sont bons, dit-il. Aux militants de faire leur choix car nous ne sommes pas dans un régime monarchiste où le désignera moi-même mon successeur ».

JOSÉ REBELO.

### Belgique

#### Le scandale des diamantaires d'Anvers prend désormais une dimension politique

##### De notre correspondant

Bruxelles. — Intervention du premier ministre, demande par le parti socialiste flamand d'une réunion de la commission de la justice du Parlement, mise au point du procureur du roi... L'affaire des fraudes fiscales, mettant en cause le monde des diamantaires d'Anvers (le Monde du 1<sup>er</sup> février), a pris mardi 4 mars, une dimension politique.

Au départ : les révélations d'un journal de gauche flamand, De Morgen, qui établissent un lien entre un des principaux inculpés — le financier Hilaire Bommen — et le parti libéral. M. Bommen, président d'une section PVV (parti libéral flamand) et membre du comité financier de ce parti, serait aussi directeur d'une firme luxembourgeoise — Immo Invest — dont les intérêts étaient défendus en Belgique par l'ASBL (l'entraide), directement liée au parti libéral.

Immo Invest aurait ainsi fait connaître, à Herbeumont, dans le sud des Ardennes belges, un « château » — en fait, une ferme coloniale — qui aurait coûté la bagatelle de 500 millions de francs belges (environ 75 millions de francs français), avec piste d'hélicoptères, système de surveillance vidéo, chemin, caves (où sont déjà remises pour près de 10 millions de francs belges — 1,5 millions de francs français — de vins des meilleurs crus).

A quoi et à qui pouvait servir ce lieu ? M. Hilaire Bommen ne répond pas sans doute pas, du moins dans l'immédiat, à cette question puisque, libéré contre une caution de 7,5 millions de francs belges (1,1 million de francs français), il a fustigé la justice à la justice belge, avec l'aide inespérée de François Leter. Tous deux étaient les patrons de la firme d'agents de change Leter-Bommen, accusés d'avoir effectué des transactions illégales au profit notamment de nombreux industriels du diamant.

L'inspection spéciale des impôts leur avait imposé, le 19 février, une « rectification » fiscale de 2,3 milliards de francs belges (plus de 300 millions de francs français), ce qui laisse entrevoir l'importance

colossale des sommes en jeu. Les dossiers de vingt-trois clients de l'agent de change, essentiellement des diamantaires, étaient aussi transmis au parquet général d'Anvers. Une première vague seulement, puisque la comptabilité « noire » de Kirschbaum mentionnait près de huit cents noms.

Le scandale financier est donc évident. Se double-t-il d'un scandale politique ? C'est toute la question. Le parti socialiste flamand demande, pour faire toute la lumière, la réunion de la commission de la justice de la Chambre. Le premier ministre Wilfried Martens a déclaré mardi qu'il fallait « d'abord se fier à la justice ». « J'insiste », a poursuivi M. Martens, pour que l'enquête soit menée avec diligence. « Mais son intervention témoigne en elle-même de l'importance du dossier. Quant au procureur du roi, s'il a reconnu que les deux inculpés avaient « rompu la justice », en quittant la Belgique, il a indiqué que rien, en l'état actuel de l'enquête, ne permettrait de déceler un scandale politique ».

Pendant ce temps, à Anvers, était inauguré, en présence des principaux hommes politiques de la région, un nouveau bâtiment devant abriter la quatrième bourse des diamantaires. Mais l'ambiance n'y était pas vraiment


JOSÉ ALAIN FRALON.

##### RFA

« Disparition d'un journaliste de Radio-Liberté ». — Un ancien transfuge soviétique, journaliste à la station de radio américaine Radio-Liberté, Oleg Toumanov, quarante-deux ans, a disparu sans donner de nouvelles depuis le 25 février, a annoncé mardi 4 mars la radio à Munich. Oleg Toumanov, engagé dans la marine de guerre soviétique, était passé à l'Ouest en 1965 en sautant d'un bateau soviétique en Méditerranée et en rejoignant la côte libyenne à la nage. Il avait été condamné à mort par contumace en URSS comme déserteur. — (AFP.)

**Americas**  
Le mensuel latino-américain  
N° de mars : le dernier Gerardo MARQUEZ interview de MATIA  
La dette en Amérique latine.  
Le 5 mars dans vos kiosques  
Abonnement : brest 47.47.48.11

**EXPOSITION DE CULTURE**  
« ESPACE ET MATIÈRE »  
Dans le cadre des Universités Paris 6 et 7, une exposition en plein air aura lieu du 20 mai au jeudi 12 juin 1986  
Demande de dossier de candidature :  
CENTRE CULTUREL  
Universités Paris 6 et 7  
2, place Jussieu, Paris 5  
Tél. : 43-36-25-25, poste 52-09  
Date limite d'envoi du dossier : JEUDI 20 MARS.

30 000 pieds, température extérieure - 45 °C, 900 km/heure...  
Bienvenue à bord, sourire, silence, long drink, petit coussin. Tranquille...  
La lune n'est pas si loin.  
123, Champs Elysees, 75008 PARIS - Tél (1) 47 20 88 15, Paris Hôtel PD 679, 6, Avenue de Suède (66) 20 NICE - (06) 53 20 82.  


Paris, H...  
akarta, Séoul, J...  
la lune c'est pour...







# EUROPE

## Un entretien avec le général Jaruzelski

(Suite de la première page.)

Dans la période de l'après-guerre, ces relations se sont, en général, développées favorablement. Dans les années 70, elles ont atteint un niveau véritablement très élevé.

Cependant, ces dernières années, elles ont enregistré une nette régression. Les contacts politiques ont été bloqués. La coopération économique s'est sérieusement amoindrie. Le résultat est que la France est tombée de la deuxième à la sixième place - pas moins - dans nos échanges commerciaux avec les pays occidentaux. Des difficultés ont également affecté notre coopération scientifique et culturelle, dont le niveau était traditionnellement élevé.

Inverser cette tendance défavorable, donner de nouveau, durablement, un caractère constructif à nos relations et contacts est dans l'intérêt de nos deux pays et dans celui de la coopération et du dialogue en Europe. C'est avec cette conviction que je suis venu à Paris. J'ai été heureux de constater que les intentions du président Mitterrand allaient dans le même sens.

Quels ont été, de votre point de vue, les résultats principaux de cette visite ? Ont-ils répondu à votre attente ?

Ce fut une visite brève, une visite de travail. J'en garde un bon souvenir, surtout de ma conversation d'une heure et demie avec le président. Le plus important est que nous nous sommes trouvés d'accord pour développer et resserrer nos relations dans l'intérêt de nos deux nations, dans celui de la paix en Europe et dans le monde. Il serait singulier que la France, qui a de bonnes relations avec tous les pays socialistes, ne soit pas intéressée à améliorer ses relations, précisément, avec la Pologne. Il est compréhensible aussi que la Pologne, dont les relations avec les pays occidentaux s'améliorent constamment, cherche à rétablir des relations normales avec un pays qui nous est traditionnellement proche, comme la France.

Les résultats ? Le dialogue a été entamé. Un début a été donné à d'utiles contacts, ce qui a confirmé la récente visite à Varsovie du secré-

taire d'Etat aux relations extérieures, M. J.-M. Boylet. Evidemment, il nous faudra déployer encore de nombreux efforts, expliciter patiemment nos intentions et nos positions. Mais nous sommes sur la bonne voie. J'ai confiance que nous ne manquerons pas cette chance.

Les résultats de cette visite sont aussi, pour moi, l'un des éléments du climat plus favorable qui naît dans les relations Est-Ouest. Ils constituent un apport au développement de la coopération pacifique sur notre continent.

Devons-nous nous attendre, dans les semaines et les mois à venir, à de nouveaux développements dans les relations franco-polonaises et, dans l'affirmative, lesquels ? Un calendrier s'est-il déjà arrêté ? Pourrons-nous espérer des progrès sensibles en ce qui concerne les investissements français ? L'enseignement de notre langue sera-t-il au moins maintenu à son niveau actuel ?

Nos intentions sont claires. L'évolution des événements ne dépend cependant pas que de nous.

Nous avons dans notre langue cette expression bédine : « Le plus difficile, c'est que les deux le veulent à la fois ». Son auteur est Tadeusz Boy-Zelenski, éminent publiciste, écrivain et traducteur. C'est à lui que les Polonais doivent de connaître les œuvres les plus précieuses de la littérature française.

La bonne volonté des deux parties a une importance fondamentale. Mais le processus de restauration de relations bénéfiques entre nos deux pays ne s'accomplira pas automatiquement. Des points obscurs, des contrariétés, se sont accumulés.

Mais le plus important est que nous n'en sommes plus au point mort. J'envisage donc l'avenir en principe avec optimisme. Cela vaut aussi pour les questions concrètes que nous m'avez posées.

La République populaire de Pologne est ouverte à tout ce qui conduit à la normalisation et à l'amélioration des relations avec la République française, à tout ce qui favorise la recherche d'une nouvelle qualité, durable, dans la coopération entre nos Etats, et le rapprochement entre nos peuples.

réalités territoriales et politiques d'après-guerre.

Lorsque vous étiez à New York pour l'Assemblée des Nations unies, vous n'avez rencontré aucun officiel américain. Constatez-vous une évolution de la politique des Etats-Unis depuis lors ?

Pendant mon séjour à New York, je n'ai pas rencontré de représentant officiel de l'administration américaine. Ce n'était pas, du reste, le but de mon voyage.

### « Nul en Pologne n'est puni pour ses opinions »

Les Français ont toujours suivi avec beaucoup d'attention les événements de Pologne, et vous avez vous-même parlé avec M. Mitterrand du problème des droits de l'homme. Vous avez, d'autre part, évoqué la possibilité d'une amnistie avant les élections législatives. Depuis lors, des libérations ont eu lieu, mais les prisonniers les plus connus n'ont toujours pas été relâchés. Avez-vous l'intention de le faire dans un avenir rapproché ?

En ce qui concerne ces questions, maints jugements simplistes, des incompréhensions et même des mythes ont couru dans les pays occidentaux.

Je tiens à affirmer qu'en Pologne nul n'est puni pour ses opinions.



Portrait de J. JARUZELSKI.

Mais, s'il y a infraction à la loi, les auteurs, même les plus connus, comme vous le dites, doivent être punis. Il n'en va pas autrement dans votre pays. J'ai évoqué cette question avec le président Mitterrand en mentionnant certains articles du code pénal français, concrètement les articles 86, 97, 104 et 209 (2).

A l'occasion, je rappellerai également l'article 222, qui prévoit, pour autant que m'en souviens, pour outrages envers les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire une peine allant jusqu'à cinq ans de prison. L'affaire des « trois de Gdansk » a fait dernièrement grand bruit à l'Ouest. Or c'est précisément

Nous nous prononçons invariablement pour la normalisation des relations avec les Etats-Unis. Il serait avantageux pour les deux parties qu'elles associent leurs relations sur le principe du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures. Malheureusement, pour le moment, il serait difficile de déceler une quelconque évolution notable dans la politique américaine envers la Pologne. L'impasse, en principe, se maintient.

Dobraczynski, auteur de plusieurs dizaines d'ouvrages, dont certains ont été traduits en France. Dernièrement, il a écrit un ouvrage sur Jeanne d'Arc. Nul ne contestera qu'il est profondément croyant. Il appellerait que son le primate de Pologne, le cardinal Stefan Wyszyński, lui témoigne toute son amitié. Et, dans le Mouvement patriotique pour la renaissance nationale, les associations de catholiques et de chrétiens laïcs qui ont leurs représentants au Parlement et au Conseil d'Etat sont non moins actives. L'un de leurs représentants est l'actuel ambassadeur de Pologne à Paris. Et j'ajouterais encore que nous avons bon nombre de croyants au sein de notre parti. Ce n'est donc pas entre croyants et incroyants que passe la ligne de division politique.

Les négociations sur la Fondation pour l'agriculture proposée par l'Eglise durent depuis assez longtemps. Où en sont-elles aujourd'hui ?

Le problème de la Fondation pour l'agriculture, que la loi sur les fondations a créé, est un problème juridique, est à l'étude des experts.

Nous sommes d'avis que la mise en marche de cette fondation ne devrait pas engendrer de conflits, mais qu'elle devrait au contraire favoriser la coopération entre l'Etat et l'Eglise. Cela est pleinement possible si l'on part d'une telle intention.

Malheureusement, les pressions, les spéculations et les émotions à l'étranger créent un climat équivoque autour de cette question. Le « faible » que certains milieux et pays occidentaux expriment de cette manière pour notre agriculture est en flagrante disproportion avec l'importance de l'aide matérielle que l'on déclare vouloir lui apporter. Qui plus est, ce sont précisément ces milieux qui ont contribué à nous imposer des restrictions, causant à notre agriculture, à notre économie alimentaire et à notre industrie des engrais chimiques des pertes se chiff-

### « Quatre membres de notre bureau politique sont d'authentiques ouvriers »

La crise de l'économie polonaise est au point de départ de beaucoup de difficultés qu'a connues votre pays. De vastes réformes ont été projetées. Où en est leur réalisation et comment caractériseriez-vous aujourd'hui l'état de l'industrie et de l'agriculture ?

C'est un fait : la situation au départ n'est pas au plus haut point désastreuse. Les conséquences des erreurs commises se sont accumulées. Vous en connaissez la nature. Vous permettez que je m'en tienne aujourd'hui à ce commentaire lapidaire : les Polonais sont romantiques. Le romantisme est bon en poésie. Dans la vie économique, par contre, on ne peut rien imaginer de plus mauvais. Nous en avons tiré les conclusions qui s'imposaient.

Il y a quatre ans, nous avons commencé à réaménager le système de fonctionnement de notre économie. Malgré des conditions difficiles, aggravées de surcroît par les restrictions appliquées par certains pays occidentaux, nous réformons notre économie. L'autonomie de nos entreprises a été largement étendue. Elles peuvent, entre autres, coopérer directement avec des firmes étrangères. Les mécanismes économiques jouent un rôle plus important, les méthodes et les instruments de la planification centrale ont été perfectionnés. L'antagonisme ouvrier est devenu le cogérant réel de l'établissement de travail.

Nous estimons que la réforme nous a aidés à surmonter la récession économique. Elle a engendré des tendances à la croissance, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture.

Néanmoins, notre économie est encore en proie à de sérieuses difficultés, et sa réforme n'est pas encore achevée. Nous avons conscience de l'imperfection de certaines solutions, ainsi que des limitations, barrières et vieilles habitudes entravées que nous devons éliminer. Il nous faudra opiniâtreté et temps. Quant à l'opiniâtreté, nous n'en manquerons pas. Pour ce qui est du temps, nous voulons le réduire au minimum.

Nous pouvons affirmer que la réforme que nous avons appliquée est efficace et que nous allons dans la bonne direction.

Le dernier congrès du Parti ouvrier unifié polonais avait avancé un programme de « renouveau intensif » au sein du parti. Jugez-vous que ce renouveau a été réalisé alors que le parti se prépare à tenir prochainement son congrès ?

L'estime que s'est réalisé un grand pas vers ce qui avait été annoncé un nouveau congrès, à savoir que le parti resterait le

frant en milliards, dont nous ressentons durement les effets jusqu'aujourd'hui.

Vous avez récemment troqué vos fonctions de premier ministre pour celles de président du Conseil d'Etat. N'avez-vous pas, comme le brexit en a connu, de ressentir le stress de président de la République ?

On a dit aussi un moment qu'il était question de ne confier la dignité de maréchal de Pologne. Chacun peut, dans ce pays, comme je l'ai dit, raconter librement ce qu'il veut, même si cela est très éloigné de la réalité.

Patriotisme et internationalisme ne sont nullement contradictoires.

Vous avez dit un jour, monsieur le président, que vous aviez consacré toute votre vie à votre peuple. Mais vous l'avez consacré aussi au mouvement communiste, qui est un mouvement internationaliste. Qu'est-ce qui l'emporte chez vous : le nationalisme ou l'internationalisme ?

Je vous le dis à brûle-pourpoint : je ne vois aucune contradiction entre être un bon Polonais et être un bon communiste. Le patriotisme et l'internationalisme ne sont nullement contradictoires. Contester la vertu de patriotisme, c'est contester le droit de la nation à disposer d'elle-même. Contester la vertu de l'internationalisme, c'est contester le droit de la nation à coopérer avec les autres nations. Dans les combats contre le fascisme hitlérien ? Qui fut meilleur patriote ? L'internationaliste Maurice Thorez ou le nationaliste Philippe Pétain ?

Et je tiendrais à souligner - en tant que Polonais - que c'est au socialisme et donc aussi à l'internationalisme que la Pologne doit, depuis plus de quarante années, pour la première fois dans son histoire millénaire, d'avoir des frontières stables, d'avoir des frontières stables scellées par l'amitié de ses voisins. Cela a pour nous une valeur d'autant plus inappréciable que l'on cherche constamment dans certains milieux à l'Ouest - en RFA - à remettre en question notre frontière occidentale.

### « Je ne puis rien au trouble du premier ministre »

L'opinion française a réagi diversement à votre venue, et le premier ministre lui-même s'en est déclaré « troublé ». Comment avez-vous accueilli ses déclarations ?

Vous m'excuserez, mais je ne puis rien au trouble de M. le premier ministre. Je ne peux que lui souhaiter de ne pas avoir de préoccupations plus importantes que ma visite à Paris.

J'ai accueilli les réactions - pour la plupart nerveuses, voire théâtrales - de la presse sans grande surprise, avec même un certain humour. Combien de temps peut-on vivre dans un monde de fiction ?

Je voudrais être bien compris. Nous n'avons rien contre la critique - serait-elle la plus sévère, - rien contre des appréciations et des jugements différents des nôtres. Néanmoins, nous ne pouvons accepter que l'on déforme, voire que l'on « prépare » des faits, que l'on présente une image de la Pologne sous un jour tendancieux, avec parti pris.

Je suis heureux de relever ces derniers temps dans la presse française davantage de prises de position et de déclarations lucides au sujet de notre pays.

La presse polonaise a situé votre venue à Paris dans le cadre d'une recherche générale de la détente entre l'Est et l'Ouest. Envisagez-vous d'autres déplacements de « mains armées » ? Ou n'y a-t-il un lien entre cette initiative et le rétablissement de certaines relations avec Israël ?

J'ai des plans pour l'avenir, aussi pour ce qui est de mes visites. Mais je ne voudrais pas anticiper sur les faits. Leur réalisation ne pourra, je pense, qu'en profiter.

La position de la Pologne au sujet de la situation au Proche-Orient et sur les relations avec Israël est conséquente et n'a pas subi de changements ces derniers temps.

Nous considérons que le problème du Proche-Orient ne pourra être résolu de façon équitable et durable que lorsque cessera l'occupation par Israël des territoires arabes et que sera rétabli le droit du peuple palestinien à l'autodétermination par le biais d'une conférence internationale avec la participation de toutes les parties intéressées.

Notre récente décision de nouer des contacts consulaires limités avec Israël procède de considérations humanitaires.

Comment accueillez-vous la perspective d'une visite de M. Honecker en République fédérale d'Allemagne ? N'espérez-vous aucune amélioration dans les relations franco-allemandes ?

Je n'ai pas l'habitude d'émettre de jugement sur les perspectives des visites d'autres dirigeants, ni de me livrer à des spéculations sur le but de ces visites et sur leurs incidences éventuelles.

Un tournant historique durable dans les relations entre Polonais et Allemands est possible et réalisable. En témoignent nos liens d'amitié avec la République démocratique allemande. C'est aussi une question de confiance.

En revanche, ce qui est d'actualité, c'est la question de la crédibilité historique, mise en cause par les incorrigibles forces de RFA qui cherchent à faire de la « question allemande » la « troisième corbeille » - pour employer ici le langage de la CSCE (1) - de la nouvelle phase de gestation de la détente en Europe. Nous craignons que ces tentatives n'aient négativement sur l'état et les perspectives de la sécurité de notre continent, basée sur le principe du respect des

### « Les catholiques sont actifs dans le Mouvement de renaissance nationale »

L'Eglise a souvent fait valoir que le principal problème du pays est celui du dialogue politique, sans quoi, dit-elle, les prisons se remplissent toujours. Qu'en pensez-vous ?

Nous avons été et unis sommes, sans discontinuer, pour le dialogue. Nous l'avons maintes fois prouvé, également dans les années 1980-1981. Evidemment, il y a des gens avec lesquels le dialogue s'est avéré impossible.

Ce dont il s'agit, c'est de savoir comment on conduit ce dialogue. A notre avis, le dialogue, c'est un large forum où se rencontrent des hommes de diverses opinions et conceptions philosophiques, avec l'intention de s'entendre sur les questions vitales pour la République populaire de Pologne. Dans un dialogue ainsi conçu, la consultation de la société est un élément important, que nous pratiquons largement. Nous faisons appel à l'opinion de la classe ouvrière, des travailleurs, de toute la société. Le forum fondamental de ce dialogue, c'est le Mouvement patriotique pour la renaissance nationale, avec ses millions de participants, représentant toutes les tranches sociales et politiques.

Je rappellerai en cet endroit ce qu'a dit au de vos compatriotes, Jean-François Revel : « Le consensus ne signifie pas que tous soient d'accord sur une certaine politique, mais que tous soient d'accord sur les règles constitutionnelles à suivre pour déterminer la politique du gouvernement » (3). Cette constatation renferme le principe indéniable du respect de l'ordre juridique constitutionnel. C'est l'un des principes fondamentaux du fonctionnement du Mouvement patriotique pour la renaissance nationale.

Monsieur le président, tout donne à penser, et notamment le succès impressionnant des visites du pape, que la population de votre pays est très majoritairement catholique. Ce n'est absolument pas le cas en revanche de la direction de l'Etat. Et maintenant vous parlez de consensus. Comment expliquez-vous cela ?

Les croyances religieuses, la foi, sont l'affaire privée du citoyen, ce que nous respectons pleinement. Nous n'avons pas établi et nous n'avons pas l'intention d'établir un fichier des croyants et incroyants dans notre pays.

On sait cependant très bien que le Mouvement patriotique pour la renaissance nationale regroupe des sympathisants de diverses opinions et conceptions philosophiques. Le président de ce mouvement est l'éminent écrivain catholique Jan

POINT DU JOUR

autres Couples!

POINTS ACTUELS SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT

Barre et Paris

La

Avec la so

vous la



Le Monde

# politique

LE MEETING DE SOUTIEN A M. DOMINATI

## « Entre Barre et Paris, le courant passe... »

A l'invitation de M. Jacques Dominati, député et maire du 3<sup>e</sup> arrondissement, qui conduit à Paris la liste UDF pour les législatives et les régionales, M. Raymond Barre est allé, mardi 4 mars, au stade Pierre-de-Coubertin apporter aux candidats de la capitale un « message de sympathie et de soutien ».

« Sans équivoque », a-t-il souligné. Le 12 mars, ce sera au tour de M. François Léotard, secrétaire général du PR de venir soutenir les listes UDF.

M. Jacques Dominati n'a pas gagné son pari : le stade Pierre-de-Coubertin n'était pas plein et comptait plutôt trois mille personnes que quatre mille espérées. Il pouvait toutefois être satisfait : au moment où les sondages ne donnent que deux, voire trois députés UDF à Paris, M. Barre n'a pas ménagé sa peine, et Alain Delon a pu faire franchir la salle en arrivant aux côtés du maire du 3<sup>e</sup> arrondissement.

Pour M. Barre cette réunion publique à Paris était une grande première, rendue possible par la stratégie des listes séparées mais complémentaires adoptée dans la capitale par l'opposition, trois ans après que M. Jacques Chirac, soutenant d'abord le RPR et l'UDF, eût réalisé, aux élections municipales, le grand chèque. (Les vingt arrondissements acquis par l'opposition, dont six par l'UDF).

Engagée aujourd'hui seule dans la bataille, l'UDF-Paris était bien aise de pouvoir compter sur le soutien de l'ancien premier ministre afin que soit préservé ce « pluralisme » indispensable, selon M. Barre, à l'équilibre politique dans notre capitale comme dans tout le pays.

Attention, a averti M. Dominati, en évoquant le risque de dispersion des voix sur des listes marginales, l'essentiel c'est de montrer qu'il y a une majorité cohérente pour gouverner la France : il ne peut y avoir de majorité sans une UDF forte, une voix en moins pour l'UDF à Paris, c'est une voix de plus pour le Parti socialiste.

Une thèse à laquelle n'a pas manqué de souscrire l'ancien premier ministre levant avec la plus grande fermeté les éventuelles ambiguïtés.

sur le soutien qu'il pourrait accorder parallèlement à d'autres candidats (1) « quelles que puissent être les convergences existant entre [leurs] positions et les miennes », a-t-il affirmé.

Une fois clairement précisée cette « solidarité » à l'égard des candidats UDF de Paris, M. Barre s'est plu à livrer aux Parisiens venus entendre un véritable discours de présidentiable (mais M. Dominati n'avait-il pas déclaré que les Français avaient besoin très vite de se trouver un nouveau président de la République ?) ; traçant les grandes lignes d'un dessin pour la France et réaffirmant son hostilité à la cohabitation.

L'ancien premier ministre a notamment décrit en quelques mots la France d'aujourd'hui : « Une France qui stagne et qui recule (...) une France appauvrie (...) inquiète (...) rongée par le cancer du chômage (...) une France qui a perdu beaucoup de promesses et qui veut pouvoir de nouveau croire à quelque chose, faire confiance à ceux qui ne lui mentent pas... »

« Il nous faut convaincre les Français, a expliqué M. Barre, que nous sommes décidés à agir, et pas seulement leur faire des promesses pour demain... »

Manifestant une certaine prudence face à ceux qui se réjouissent de la baisse du prix du pétrole et de l'amélioration de l'environnement international, il a tenu à rappeler que nous vivons malgré tout, dans « un monde incertain... »

« Le prix du baril de pétrole, a-t-il remarqué, baisse à une telle vitesse qu'on peut se demander si dans quelques mois on pourra faire marcher l'économie internationale à un tel niveau de baisse... »

« Il faut garder à l'esprit, a-t-il ajouté, que cette baisse avantage aussi nos concurrents et ne suffit pas à faire disparaître les handicaps que nous avons accumulés ces dernières années... »

« Profitez en donc intelligemment, a-t-il suggéré, sans remettre en cause les assainissements entrepris... »

M. Barre s'est ensuite livré à un long avertissement pour une « application ferme des lois de la République » qui « assurent la sécurité des biens et des personnes », un « dynamisme démographique », une « action efficace contre le chô-

mage » dont on ne viendra pas à bout par une « politique de relance ». Il a souligné que « la jeunesse de France puisse bénéficier d'une réforme profonde de notre système éducatif » et estimé qu'« une tâche indispensable devra être l'œuvre d'une législature : réformer profondément notre système fiscal ».

La salle a paru conquise et n'a pas ménagé ses applaudissements. M. Dominati pouvait dire : « Entre vous et Paris, désormais, le courant est passé ». Paris qui, un soir, n'était plus en équilibre. Restait à évoquer la cohabitation ! L'accord pouvait être trouvé sur le thème de la démission du président de la République. Demandée exprimée dans les termes les plus vifs par M. Roger Chénard, président de l'UDF Paris, par M. Dominati et par M. Barre.

« Pour mener une politique de redressement et de progrès, il faudra que la France soit gouvernée dans la stabilité et la durée », a-t-il remarqué avant d'expliquer : « Rien ne pourra nous convaincre qu'une telle politique pourra être menée rapidement avec une dyarchie au sommet de l'Etat, avec le président de la République qui du moment qu'il peut échapper au verdict du suffrage universel ne manque pas une occasion de rappeler qu'il ne sera pas inerte (...) qui a clairement fait savoir, au nom de la cohésion sociale, qu'il était là pour conserver les acquis du socialisme... »

« Rester, conserver, préparer, voilà comment sa stratégie a été définie », a résumé M. Barre qui a toutefois redit qu'il avait noté avec satisfaction les propos de M. Mitterrand selon lesquels « un président de la République ne se soumet pas mais qu'il se démet... »

« Il y a une chose qui compte, a assuré M. Barre, c'est le peuple. Le peuple qui a voté la Constitution de la 5<sup>e</sup> République... Le peuple qui a toujours le dernier mot... »

CHRISTINE FAUVET-MICIA.

(1) M<sup>me</sup> Marie-France Garaud qui conduisait la liste à Paris avait fait état le 11 février d'une lettre de soutien que M. Barre lui aurait adressée et affirmé « ne pas se soucier » que l'ancien premier ministre « ait dit qu'il soutenait M. Dominati à Paris » (Le Monde des 13 et 14 février).

LE MINISTRE DE LA CULTURE EN TOURNÉE

## Soixante départements aux cent actes divers

De notre envoyé spécial

Toulouse. — Vite, vite, Jack Lang a quitté les planches parisiennes. Il « tourne » en province. Soixante départements. Irévoquablement dernière quelques jours avant le 16 mars...

On commençait par Toulouse, le mardi 4 mars. Le vote juif n'existe pas mais comme on ne sait jamais, le ministre de la culture, cornaqué par le président de l'Union des étudiants juifs de France, Eric Guehaldi, et par l'écrivain Marek Halter, est allé rendre visite à des représentants de la quatrième communauté de France, autorités, adultes et étudiants.

Gros succès, empreint d'émotion, de fierté, du mélange d'enthousiasme des uns et de la prudente réserve des autres. Restauration et défense de toutes les cultures, lutte contre tous les racismes : personne n'est contre, on s'en doute.

Jack Lang a bien une demi-minute d'agacement contre « cet imbécile qui ignore » (c'est Jacques Chirac) qui tempête contre Giorgio Strehler, « italien » et « communiste », à la tête du Théâtre de l'Europe. Mais force reste à la sagesse, car Marek Halter propose une maxime du Talmud dont l'exégèse nous occupera au moins jusqu'à la prochaine élection présidentielle : « Choisis toi un maître : achète-toi un ami... »

Le « plus vieux militant socialiste juif de Toulouse », c'est lui, Prosper Nakache, qui le dit — est là. Il voudrait bien qu'on improvise logiquement, après toute cette émotion trop contenue, en allant se recueillir sur les tombes des 300 déportés juifs inhumés à Toulouse. Mais pas le temps. Vite, le parc des expositions, la science et la culture réconciliées, colloque, pas le temps vraiment, après éditeurs visités au pas de course, bravo, continuez.

Montauban : ici on joue la pièce dont Jean-Michel Baylet est le héros local. Drame avec socialistes poi-

gnardés par leurs frères. Mais l'heure est à la fête. Enfin, elle va l'être. Jean-Michel Baylet rôle : dans le journal (le sien !), on a oublié de mettre l'heure de la visite ministérielle et culturelle. C'est pas grave, dit Jack à Jean-Michel. Et à tous les absents, par radios libres interposées, il dit que c'est bien pour Jean-Michel qu'il faut voter et pour personne d'autre. Du reste, « voter François Mitterrand, c'est voter Baylet. Voter Lang, c'est voter Baylet ».

Carpe et lapin

Catherine Lara, qui a rejoint la troupe, au nom du Comité national de soutien des artistes et créateurs, pas pour chanter mais pour causer, y va gentiment de sa maxime : « Le devoir du cœur ».

Vite, Castres, où ça commence par un quart d'heure de vaudeville un peu fâcheux pour la promptitude des opérations et la ministérielle dignité. Il n'y a que le responsable des R.G. embarrassé et haïssant, à portée de pelle d'hélioptère. Puis c'est l'heure des quarts d'heure politique. Là, doucement, pour avoir le temps de taper. Fort. « Cette histoire de cohabitation est une histoire qui ne tient pas debout. Il ne peut pas y avoir de mariage de la carpe et du lapin. Il n'est pas possible que notre pays soit tiré à hue et à dia entre un président de progrès et une Assemblée de revanche... »

Faut bien que ce soit aussi un peu guignol. Sur les mêmes terres, Laurent Fabius a lancé une semaine plus tôt : si vous laissez partir Lang, vous aurez Pompidou à la place. Jack Lang propose aux quolibets Charles Pasqua ou le susmentionné. La salle, inventive lance :

« Guichard... »

« Très bonne idée... »

Ce n'est pas tout. On est attendu à Cahors. Enfin, pas vraiment. Les jeunes ont l'air de n'avoir besoin de personne pour donner leurs quatre mille enthousiasmes au groupe rock Gold, en concert gratuit. Finalement, le bain de foule et la tournée des autographes (Jack et Catherine) sont des plus payants.

ment, le bain de foule et la tournée des autographes (Jack et Catherine) sont des plus payants.

Il y a encore une table ronde bécotée au programme : culture et sport. L'ancien capitaine de l'équipe de France de rugby, Jean-Pierre Rives, qu'on n'avait pas revu en chair et en os depuis le lancement de la campagne de François Léotard (« François, c'est un copain... ») est là. Le champion de France, Europe, Monde, etc. de judo, Thierry Rey, dit qu'en retournant récemment à la base, pour le championnat de Seine-et-Marne, il s'est régalé, il s'est fait plaisir.

A méditer ? Vite, alors. Car il est minuit. Il faut encore regagner Paris. Ensuite, dodo et conseil des ministres. Là, c'est à guichets fermés.

MICHEL KAJMAN.

POINT D'EBULLITION

Le fil du temps

POINTS SCIENCES SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT

## La prospérité se déplace.

# Avec la société d'investissement Robeco, vous la suivez dans le monde entier.

L'année boursière 85 a été, en France, particulièrement porteuse et vous souhaitez que cela dure.

Mais comment dynamiser et asseoir vos placements, en 1986 ?

Au niveau international, les signes d'une relance de l'activité industrielle sont là et nous indiquent comment déjouer les aléas de placements trop localisés : diversifier votre portefeuille d'actions.

Mais dans le domaine interna-

tional comment vous orienter ?

1<sup>er</sup> investisseur d'Europe

Robeco, société d'investissement international en valeurs de rendement du 1<sup>er</sup> groupe de placement européen, constitue une de vos opportunités les plus fiables.

Depuis plus de 50 ans, le titre Robeco s'est affirmé comme une base de portefeuille de confiance pour les investisseurs qui cherchent le dynamisme dans l'équilibre

entre la plus-value et les dividendes.

Ses résultats à long terme confirment la justesse de sa sélection et l'efficacité de sa gestion.

En vue d'interroger votre banque ou votre agent de change appelez-nous au (16-1) 47.23.74.80 chez Robeco France.

Nous vous ferons parvenir un dossier gratuit que vous recevrez aussi en envoyant le coupon-réponse ci-après à Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Robeco France, 30 avenue George V, 75008 Paris.

Veuillez me faire parvenir gratuitement et sans engagement de ma part, votre dossier sur le Groupe Robeco et sa société Robeco.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
TEL : \_\_\_\_\_



Société en actions de rendement du Groupe Robeco.

مكتبة من الأصل



# POLITIQUE

## LES SIX JOURS DU FRONT NATIONAL A PARIS

### La photo du chef pour 30 F

Pour forcer le « blocus » du « boycottage » que lui infligent, selon lui, les méchants journalistes-sous-ordres du pouvoir ou de la « bande des quatre », les autres grands médias, le Front national a cherché un moyen « spectaculaire » de « créer l'événement ». Ainsi sont nés ses Six Jours de Paris.

Sous un chapiteau géant de 6 000 mètres carrés installé à l'héliport d'Ivry-la-Moutrie, les militants de M. Jean-Marie Le Pen animent donc, toute la journée, depuis le samedi 1<sup>er</sup> mars, la plus vaste permanence électorale de la campagne. Le chef de file de l'extrême droite y prononce un discours par soirée, tandis que dans la journée les sympathisants et les curieux (pas très nombreux) déambulent entre les stands des fédérations de la région Ile-de-France, du Cercle national des anciens combattants, de l'Alliance antirégime, de l'Association Jeune Pied-noir, des catholiques intégristes, bref les habitués. Une seule nouveauté : Radio-Caroline, du nom de l'une des filles de M. Le Pen, qui se charge de l'ambiance.

Parmi les matériels de propagande exposés, on trouve la photo du chef pour 30 F, la cravate tricolore pour 70 F, le caleçon aux armes du parti pour 85 F, le summum étant le modèle à cadran blanc, marque bleue et couronne rouge.

### La « hiérarchie naturelle »

En attendant le « clou » de cette « manifestation », c'est-à-dire la clôture de la manifestation par le président du Front national doit prononcer jeudi 6 mars, la journée du mardi était consacrée au monde du travail. Quatre forums ont été organisés sur ce thème. Le plus fréquenté (par une trentaine de personnes) a permis un débat sur les relations entre l'entreprise et l'Etat, conduit par deux masselans appartenant très informés, MM. Jean-Louis Guillaume et Michel de Porcins, qui ont insisté sur la nécessité de « laisser vivre et respirer l'entreprise ».

On a ainsi pris note que « les conventions collectives sont devenues quelque chose d'absolu-  
ment insupportable », car elles rendent impossibles « les rapports normaux entre employeurs et employés », d'autant qu'elles sont « trop compliquées ». On a souligné aussi qu'il serait souhaitable de supprimer le SMIC pour revenir aux critères de l'ancien SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti), parce que ce « ramède » permettrait d'avoir aujourd'hui un salaire minimum dont le niveau « serait à peine le moitié du salaire minimal actuel, ce qui représenterait moins d'inconvénients » (pour les entreprises).

On a déploré ces nouvelles lois sociales qui permettent aux patrons et à leurs représentants de multiplier les réunions et de « faire tout un plat quand il s'agit de remplacer un bouton de porte ». On a regretté surtout que ces lois aient « dépeuplé la hiérarchie naturelle des entreprises, constituée par les cadres et la maîtrise » au profit d'une hiérarchie syndicale « parallèle ». On a donc exhorté « le rôle social et humain » de cette « hiérarchie naturelle » dans l'entreprise qui ne doit pas laisser le terrain libre aux syndicats dans le règlement des difficultés que les employés rencontrent dans leur vie professionnelle mais aussi, éventuellement, dans leur vie personnelle.

Les animateurs de ce forum ont fait savoir à leurs auditeurs qu'ils se tenaient à leur disposition pour les orienter vers les offices qui aident les patrons à faire en sorte que « la hiérarchie naturelle reprenne sa place, discrètement, dans les entreprises ». On a annoncé d'autre part, si M. Le Pen accède au pouvoir, « la suppression d'un grand nombre de ministères et d'administrations - industrie, recherche, culture - qui non seulement coûtent cher mais gênent en permanence les entreprises ».

Bien entendu, il a également été question des immigrés. Leur apport économique a été reconnu mais leur présence, a-t-on répété, n'est désormais plus aussi justifiée qu'auparavant. C'est une dame qui a eu le mot de la fin : « Quand vous avez besoin d'un plombier, il vient chez vous, il fait son travail puis il s'en va. Ce n'est pas parce que vous l'appellez qu'il doit ensuite rester chez vous en pension... »

A. R.

## EN GUADELOUPE

### Le vote socialiste selon M. Rocard

#### De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — M. Michel Rocard, qui termine ce mercredi 5 mars une tournée électorale d'une semaine aux Antilles, joue moins « personnel » en Guadeloupe qu'en Martinique. L'un de ses interlocuteurs, dans une rencontre avec des socio-professionnels, fera bien un lapsus significatif en lui demandant du « monsieur le président », mais M. Rocard, pour sa part, ménage la susceptibilité des socialistes locaux qui ne lui sont pas tous acquis. Il vante davantage l'action du PS que la sienne, une plus du « nous » que du « je ». En revanche, il se passionne encore plus qu'en Martinique pour les dossiers économiques, qu'il avale avec un appétit spectaculaire.

La « mécanique Rocard » tourne à plein régime, elle produit à l'évidence une forte impression sur ses interlocuteurs et ses auditeurs dans les réunions publiques, d'autant que l'ancien ministre ne mâche pas ses mots. Devant des socio-professionnels un peu plaintifs, qui mettent sur le dos de l'administration tous leurs problèmes et en attendent toutes les solutions, il évoque les « intérêts économiques qui gagnent leur vie sur votre sous-développement relatif ».

Après la visite d'une coopérative de producteurs porcins, qui tente depuis deux ans de vendre une charcuterie « made in Guadeloupe », il souligne publiquement « l'attitude suicidaire » pour le département des professionnels de l'import-export, qui sont aussi distributeurs et préfèrent vendre des produits importés que fournir un marché aux productions locales. Il faudra - conclut-il sévèrement - « mettre de l'ordre dans ces affaires », car il s'agit là de « plus grave des goulots d'étranglement » qui bloquent le développement des Antilles françaises.

M. Rocard s'enflamme également lorsqu'il évoque l'attente du tiers-monde vis-à-vis de la France. Pour lui, les Français devraient proposer aux autres pays développés de constituer, grâce à la baisse du pétrole, une gigantesque agence internationale qui aurait pour objet de soulager le tiers-monde d'une partie du poids de sa dette. Une telle proposition serait « l'honneur de la France », et c'est notamment parce que de telles aides ne peuvent être le fait d'un gouvernement de coalition - à la petite semaine - qu'il faut - dit-il - voter socialiste.

Il le faut d'autant plus que l'application du programme de la droite pour les DOM-TOM risquerait de réveiller la violence. M. Rocard bro-

cardé à plaisir la brochure du RPR, qui préconise la suppression de « la région imaginaire DOM-TOM ». Pour lui, au contraire, « la chance d'une vraie réconciliation au sein de l'ensemble guadeloupéen, au cœur même d'une vision de l'identité collective de la République (...), sera menacée si on touchait à la région ». « Vous avez vu pendant des décennies une interdiction de développement », martèle-t-il, avant de demander : « A qui, au RPR, ont-ils promis de supprimer la région sinon à ceux dont les intérêts ne sont pas vos départements, vos régions, se développent ? »

J.-L. A.

### GRAVE INCIDENT A PETIT-CANAL

#### (De notre correspondant)

Pointe-à-Pitre. — La campagne électorale vient de donner lieu à plusieurs incidents. M<sup>me</sup> Lucette Michaux-Chevry, ancienne présidente du conseil général, qui conduit le liste du RPR, a été violemment prise à partie, dimanche 2 mars, à Petit-Canal, dans le nord de la Grande-Terre, par des militants indépendantistes qui tentaient de la dissuader de tenir un meeting dans cette localité. Des manifestants ont non seulement lancé des pierres et des billes d'acier en direction de ses partisans, mais deux cocktails Molotov avaient été jetés auparavant contre le local où devait avoir lieu la réunion. Des sources policières ont appris qu'un jeune homme qui assistait au meeting a été blessé à la cuisse par la décharge d'un fusil de chasse.

« Nous avons été encerclés pendant près de deux heures et menacés de mort », a écrit M<sup>me</sup> Michaux-Chevry au président de la République et au premier ministre. « Nous n'avons dû le salut qu'à la protection des gendarmes de l'ordre. Il nous a été déclaré que les élections du 16 mars n'auraient pas lieu et que de toute façon les électeurs de l'opposition seraient empêchés de voter ».

Dans la même localité, mardi 4 mars, les deux principaux rivaux de M<sup>me</sup> Michaux-Chevry, MM. Marcel Estrades, député indépendant UDF sortant, et José Moustache, président du conseil régional sortant, démissionnaire du RPR, ont été pris « entre deux feux », à l'issue d'une réunion, des barrières formées que de telles aides ne peuvent être le fait d'un gouvernement de coalition - à la petite semaine - qu'il faut - dit-il - voter socialiste.

Le commissaire de la République, M. Maurice Sabonin, en a appelé « à la conscience de tous ».

## DANS LE TERRITOIRE DE BELFORT

### M. Raymond Forni attend son heure

#### De notre correspondant

Belfort. — « J'apprécie à sa juste valeur la trahison dont j'ai fait l'objet », en lançant cette phrase, le 29 septembre 1985, en congrès de la fédération socialiste du Territoire de Belfort, M. Raymond Forni a pris date. Ses camarades ont alors compris que l'obligation de réserve du tout nouveau « sage » de la Haute-Autourne n'était que la communication audiovisuelle ne le contraindrait pas à observer un silence monacal.

Victime de la proportionnelle, l'ancien député de Belfort-campagne ne bénéficiera pas pendant neuf ans d'une retraite dorée. Il a trop le goût de l'action sur le terrain et le besoin de la politique pour se pas espérer un changement de système électoral, il lui permet de mener à nouveau bataille contre la droite et, si besoin est, contre ceux de ses camarades qui espéraient bien s'être débarrassés pour longtemps du turbulent avocat, fidèle entre les fidèles de M. Mitterrand.

Sa philosophie est claire : « J'attends des jours meilleurs et dès que l'occasion se présentera, je resurgirai sur le plan politique », affirme l'ancien député éliminé de son département - et du Doubs où il avait espéré un moment un (demi) parachutage - par la proportionnelle... et M. Jean-Pierre Chevènement.

Tandis que le microcosme belfortain a peine à s'agiter faute d'enjeu véritable le 16 mars, l'ancien député mène tranquillement et discrètement campagne. Privé d'attaché parlementaire, il n'en continue pas moins de répondre à tous les courriers et d'intervenir à chaque fois qu'on le lui demande.

Il participe aux réceptions communales et aux inaugurations et n'a pas abandonné la présidence du syndicat mixte des transports en commun du département, non plus que son poste d'administrateur de l'office HLM. Il est présent. Il se fait voir.

Le 16 mars prochain, deux députés seront élus dans le Territoire de Belfort : MM. Jean-Pierre Chevènement (PS) et Jacques

Bichet (PR). Au moment de la constitution des listes socialistes, M. Raymond Forni a quelque peu guerroyé avec ses nouveaux amis du courant A, contre le cumul des tâches de listes législative et régionale par le maire de Belfort. Il a surtout lancé ses flèches contre le dauphin du ministre de l'Éducation nationale, M. Christian Prost, président du conseil général et, qui sait, candidat futur à une députation.

Ces escarmouches réglées sur sa gauche, l'ancien député a pu constater sans déplaisir que, sur sa droite, son adversaire potentiel le plus sérieux, le RPR Michel Bideux, était, lui aussi, resté sur la touche. Les états-majors parisiens lui ont prêté M. Jacques Bichet, conseiller général de Belfort, pour conduire la liste unitaire de l'opposition. Cette décision a du même coup anéanti la longue campagne d'influence engagée par M<sup>me</sup> Claude Bourg, présidente d'une société de travail temporaire, native de Giromagny et candidate à la candidature pour le compte de l'UDF.

Faute de suspense véritable quant à l'issue du 16 mars, droite et gauche en sont réduites à compter les points. Forte d'un léger avantage numérique en regard des deux renouvellements cantonaux de 1982 et de 1985, l'opposition prétend que le scrutin majoritaire lui aurait donné deux députés en mars. Le PS qui détient l'écrasante majorité des mandats locaux voudrait bien éviter une démonstration aussi embarrassante.

Le PCF, en mettant en avant M. Jackie Drouot, maire de Fontaine et ami de M. Raymond Forni (conseiller municipal dans la même commune jusqu'en août dernier) guigne un des dix sièges régionaux mais dénonce à l'avance le mauvais coup de M. Jean-Pierre Chevènement, coupable, selon lui, de préférer l'élection d'un candidat du Front national à celle d'un communiste.

Observant avec détachement ces péripéties, M. Raymond Forni attend son heure. Elle dépend, entre autres, d'une défaite de la gauche qu'il n'est pas sésant pour lui d'espérer.

PATRICE MALINA.

## Propos et débats

### M. Giscard d'Estaing : une émission de trop

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré, le mardi 4 mars, sur TF 1, que l'intervention de M. François Mitterrand sur la même chaîne, le 2 mars, était « une émission de trop ». Le président de la République, estime son prédécesseur, a « confirmé ce qu'il avait déjà dit, avec une nuance supplémentaire : il ne croit plus à la victoire socialiste ». « Quand le général ne croit plus à la victoire, les troupes sont sûres de la défaite », a observé M. Giscard d'Estaing.

Dans une interview publiée par le Bulletin du Parti républicain, l'ancien chef de l'Etat explique qu'il n'appartient « plus, au sens étroit, à un parti politique » et qu'il n'aura « plus que des comportements unionistes ».

### M. Fabius : M. Chirac se trompe de République

M. Laurent Fabius, venu à Agen, dans le Lot-et-Garonne, le mardi 4 mars, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que, dans les départements où les communistes « auront zéro du (...) » on peut voter communiste par habitude, mais que, du point de vue de l'efficacité, c'est comme si on gardait le bulletin dans sa poche. « Dans beaucoup de départements, si on ne vote pas pour les listes que nous présentons, on vote, en fait, pour la droite », a déclaré le premier ministre au sujet des listes d'extrême gauche, écologistes et communistes.

M. Fabius a présidé ensuite, à Aiguillon, un « banquet républicain » de mille huit cents couverts, auquel ont participé M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand et quatre ministres élus de l'Aquitaine : M<sup>me</sup> Catherine Lamirande, MM. Roland Dumas, André Labarrière et Henri Emmanuelli. Le premier ministre a insisté sur M. Jacques Chirac, qui « se trompe de République », et sur M. Jacques Chaban-Delmas, qui connaît « un nouveau flot de jeunesse ». — (Corresp.)

### M. Chirac : souplesse

M. Jacques Chirac a déclaré, le mardi 4 mars, à Brive-la-Gaillarde, que « le jour où le chef de l'Etat n'est plus le chef de la majorité, il perd les pouvoirs qui s'attachent à l'autorité traditionnelle de sa majorité ». « Il lui reste, a-t-il dit, M. Chirac, les pouvoirs que lui donne la Constitution. C'est cela la souplesse dont parle le général de Gaulle ».

### M. Gaudin : un TIG pour M. Mitterrand

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a déclaré, le mardi 4 mars, à Pontivy, que si, malgré la défaite du PS, M. le président de la République veut quand même rester dans les meubles à l'Elysée, il faudra qu'il endosse l'étiquette de Pénélope et que, une à une, il enlève les pierres du changement ; en quelque sorte, qu'il fasse un TUC ou un TIG au service du Béarnais.

Au cours de la même réunion, M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré que M. François Mitterrand « est lui-même un terroriste, parce que comment appeler autrement un chef d'Etat qui a donné l'ordre d'exterminer l'opération Greenpeace ? ». Pour M. Poniatowski, « un acte comme celui-ci relève de la Haute Cour ».

### M. Marchais : les choses sérieuses

M. Georges Marchais a déclaré, le mardi 4 mars, devant quelques trois mille personnes réunies à la porte de Montroux, à Paris, que M. François Mitterrand avait, à la télévision, « changé de terrain ». Selon le secrétaire général du PCF, le chef de l'Etat « a souhaité bonne chance (...) au PS et a ajouté en substance : peignons des choses sérieuses ». « C'est-à-dire, a continué M. Marchais, du partage du pouvoir avec la droite, dont la victoire, de son point de vue, ne fait plus aucun doute ».

### M. Jospin : 15 à 20 sièges

M. Lionel Jospin a déclaré, le mardi 4 mars, à Limoges, que le Parti socialiste « est dans un mouvement ascendant qui s'affirme », mais que la coalition RPR-UDF n'est pas encore descendue au-dessous des 44 % à 42 % à partir desquels elle ne pourrait plus emporter la majorité absolue des sièges. « Selon le premier secrétaire du PS, « il suffirait de gagner 15 à 20 sièges dans tout le pays pour que tout se renverse ». — (Corresp.)

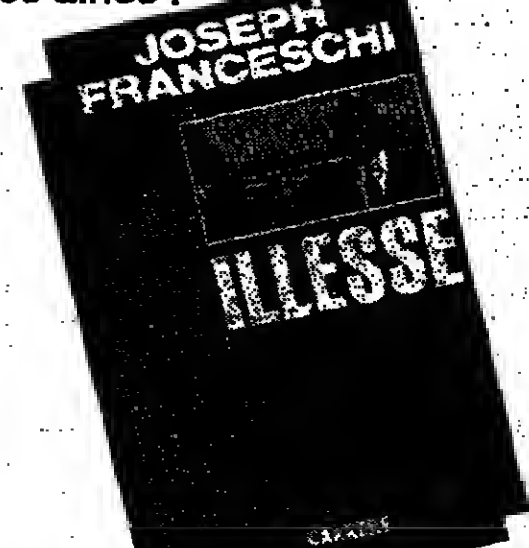
### M. Toubon : la clé du succès

M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a déclaré, le mardi 4 mars, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, que la clé du succès, pour l'opposition, c'est que la droite est, aujourd'hui, du côté des socialistes. « Ceux-ci, selon M. Toubon, « seront une minorité, qui, si elle était suffisamment forte, constituerait une minorité de blocage », à moins qu'ils ne se reconstituent l'union de la gauche ». « Les Français ont-ils envie de revenir à 1981-1984 avec les communistes au gouvernement ? », a demandé M. Toubon.

### M. Juquin : faire vite

M. Pierre Juquin a déclaré, le mardi 4 mars, à Grenoble, au cours d'un déjeuner de presse, que le débat est « urgent et vital » au sein du PCF, qui a menacé de marginalisation, ne pourra « en sortir qu'au prix d'un profond débat critique ». « Quel que soit le résultat des élections, il faudra faire vite », a dit M. Juquin. La course entre l'histoire et nous est engagée (...) mais cela sera d'autant plus facile si le PCF obtient un bon résultat ».

## «Le témoignage exceptionnel d'un grand défenseur de nos aînés»



## POINT CULMINANT

William LASQUIER  
J-SHALOM HEBDO  
93.9 FM  
(Radio J-Shalom)  
reçoit :

Mercredi  
5 mars 1986  
à 18 h 30

William LASQUIER  
J-SHALOM HEBDO  
93.9 FM  
(Radio J-Shalom)  
reçoit :

M. Alain JUPPÉ  
qui répondra aux questions des  
responsables de la Fédération  
des juifs de France :

- Pierre SLIWINSKI
- Henri GROSSMAN
- Jacques de TOLEDO
- Henri BENCHOAM
- Alain BEM
- Léon BINQUET
- Pierre LAZARUS
- Ilan SAADA
- Alexandre MOISE

## POINTS SEUIL

3 POINTS = 1 BON POINT



# société

## L'excision ritualisée

LES PROJETS DU RPR ET DE L'UDF POUR L'ÉDUCATION NATIONALE

### Les enseignants à rebrousse-poil

Après l'UDF, qui avait fait connaître, dès l'automne dernier, son projet pour « l'éducation nationale », rédigé par M. Michel Darsour, vice-président du Parti radical (le Monde du 11 octobre 1985), le RPR vient de rendre publiques ses propositions pour l'enseignement, réunies dans une brochure présentée, mardi 4 mars, par M. Michèle Alliot-Marie, secrétaire nationale à l'enseignement et à la recherche. Celle-ci a déposé, à cette occasion, les documents devant être soumis à son éventuelle nomination à la tête de l'éducation nationale, après le 16 mars.

Nulle trace de « choc éducatif » ou de décentralisation dans ces documents, où l'on peut même constater un retour à l'originalité du RPR, après avoir été, sous la présidence de M. Chevenement, la « gauche scolaire » elle-même est oubliée, les deux partis demandant cependant que le principe de la « liberté de l'enseignement » soit inscrit dans la Constitution.

Une bonne dose de réalisme politique a conduit les partis de l'opposition à assaillir leurs promesses et leurs projets à l'approche d'une éventuelle alternance.

Trois grands projets sont aujourd'hui exposés : l'autonomie des universités, la décentralisation des établissements, et le renforcement de l'autorité des chefs d'établissement.

● L'autonomie des universités. Dans ce secteur, les deux partis ont conduit l'élaboration de la loi Savary, et la création d'universités privées. L'autonomie des universités publiques se traduit notamment par la possibilité de fixer les critères d'admission et de délivrer des diplômes spécifiques, non obligatoirement reconnus au niveau national.

● La décentralisation. Plus libérale et décentralisatrice pour l'UDF, plus jacobine pour le RPR — appuierait notamment des « zones » abordées les modalités concrètes de mise en œuvre des principes.

● La désautorisation des établissements. La « liberté d'enseignement » implique le libre choix par les parents, d'un établissement scolaire public ou privé. Le RPR veut mettre en œuvre progressivement cette désautorisation : le choix s'opérerait entre trois établissements à la

reentrée 1987, d'ici l'année suivante, pour aboutir à une « liberté totale », en 1991, « compte tenu des capacités d'accueil », précise prudemment le projet.

L'UDF souhaite ajouter une autre dimension à cette « liberté », en permettant aux établissements de « fixer les conditions d'accueil des élèves », et même de refuser l'affectation de certains enseignants.

Le RPR ne suit pas non plus le parti de M. Chevenement lorsqu'il parle d'instaurer une « concurrence » dans les établissements scolaires, et de restreindre l'obligation scolaire à la notion nouvelle de « formation continue », nettement plus flexible et plus floue.

Les corollaires de la « libre école » (autonomie des établissements et renforcement de leur spécificité, évaluation publique de leurs résultats) sont retenus par l'opposition sans que quelques nuances. L'UDF pose comme principe la diminution de l'intervention étatique, et propose que les collectivités locales puissent

Notamment plus réservé sur le terrain de la décentralisation, le RPR préfère annoncer une « large déconcentration », qui transférerait certaines compétences administratives de l'État à ses représentants dans les académies, les recteurs.

● L'autorité des chefs d'établissement. Dans le secondaire, l'autonomie des établissements se traduirait par un renforcement de l'autorité des chefs d'établissement, qui interviendrait dans la nomination et la notation administrative des enseignants. Les chiraquiens veulent en effet « redonner une signification à la notation, et récompenser les efforts des enseignants » par des avantages de carrière et de rémunération.

Châtonneux sur le principe de la neutralité des professeurs, les professeurs de l'enseignement ne manqueraient pas à ce devoir. Décidément, à l'égard des choix éducatifs, les enseignants ont été chargés de dresser un palmarès des maîtres scolaires, favorisant ceux dont le contenu idéologique serait réputé pur.

Les élèves eux aussi seraient appelés à leurs responsabilités : des contrôles de connaissances déterminant le passage dans la classe supérieure seraient institués à la fin du cours élémentaire et avant l'entrée en sixième ; l'ancien brevet des collèges (fin de troisième) serait maintenu.

Dans la méthode, le RPR souhaite procéder de façon pragmatique. « Plus question de faire des réformes toutes les cinq minutes », affirme M. Alliot-Marie, qui assure qu'en utilisant « correctement » les textes existant on peut faire l'économie de nouveaux bouleversements.

Seules la loi Savary sur l'enseignement supérieur et certaines dispositions de M. Chevenement sur l'enseignement privé (procédure de nomination des maîtres et crédits limitatifs) feraient rapidement les frais d'une alternance. Même la réforme des lycées cocotés par l'actuel ministre serait préservée par le RPR, qui souhaite seulement modifier l'horaire dans certaines matières, mais conserverait les nouvelles filières.

Toutes ces orientations, et notamment celles favorables à la décentralisation et à la déconcentration, ne semblent pourtant pas faire l'unanimité dans les rangs de l'opposition. Notamment, le national autonome des lycées et collèges (SNALC), proche de l'opposition mais défenseur du service public et farouchement hostile à la FEN, qui critique violemment dans son dernier bulletin

« les propositions (...) certaines », avancées par « l'opposition », membres « de l'opposition », « bavards et incompetents (...) », saisis par la rage de décentraliser.

Le SNALC estime qu'il n'y a pas de concurrence possible entre un bon établissement et un mauvais. Et qu'un libéralisme débridé en matière scolaire aboutirait à créer des écoles pour les enfants de riches, et d'autres écoles pour les fils et les filles de leur domesticité, et de leurs électeurs.

Cette prise de position nette ne semble pas ébranler les convictions de l'opposition sur l'école, dont le programme semble davantage destiné à rassurer les parents d'élèves qu'à carter les enseignants dans le sens du poil.

PHILIPPE BERNARD.

De notre correspondante

Genève. — L'ONU estime, enfin, que le phénomène de mutilation sexuelle dont sont victimes les femmes et surtout les fillettes dans une trentaine de pays mérite d'être sérieusement examiné. Auparavant, les responsables des institutions internationales avaient tendance à se retrancher derrière le respect des traditions ancestrales pour ne rien faire. Mme Halima Warzazi (Maroc), présidente d'un groupe spécial de travail d'un groupe sur « les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants », a été créée conformément à une résolution du Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), a présenté à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie depuis le 3 février à Genève, un rapport selon lequel ces mutilations sexuelles affectent pas moins de cinquante millions de femmes.

Une opération barbare

Un des principaux mérites de ce texte est sa précision : on y reconnaît qu'en règle générale aucune anesthésie n'est pratiquée durant l'opération, que l'enfant est immobilisé de force par des adultes, que les instruments à l'usage de la chirurgie sont, en fait, des couteaux de cuisine, des lames de rasoir ou des morceaux de verre, et que l'on emploie des mélanges d'herbes, de la terre, de la boue de vache ou des cendres pour arrêter l'hémorragie.

L'opération est ainsi décrite : « La petite fille, entièrement nue, est immobilisée en position assise sur un tabouret bas par au moins trois femmes. L'une d'elles lui entoure fermement le torse de ses bras, les deux autres lui maintiennent de force les cuisses écartées afin d'exposer la vulve. Les bras de l'enfant sont attachés derrière le dos ou immobilisés par deux autres femmes. C'est alors que l'opération prend son cours et que la vulve est coupée à l'aide d'un instrument tranchant. La pratique coupe la petite lèvre de haut en bas avec le rasoir, puis scarifie la chair de l'intérieur de la grande lèvre. La symphectomie et

la scarification sont répétées de l'autre côté de la vulve. La petite fille hurle et se tort de douleur bien qu'elle soit très fermement tenue. La praticienne essuie le sang de la blessure et la mère, ainsi que les invitées, « vérifient » le travail parfois en touchant avec les doigts. »

Les effets les plus fréquents sont, outre l'hémorragie (qui peut mal se

remarquable est celle des intéressées elles-mêmes, les femmes africaines, qui luttent pour ce qu'elles considèrent comme leurs droits fondamentaux et ceux de leurs enfants.

Un premier pas vers l'abolition

De son côté, le mouvement Senti-nelles, dont le siège est à Lausanne et qui est dirigé par Edmond Kaiser, le fondateur de Terre des hommes, encourage des réunions en Afrique. Une de celles qui a porté le plus de fruits semble avoir été le congrès de Conakry, en novembre 1983, auquel ont participé des délégués du Bénin, du Burkina-Faso, du Mali, du Sénégal, du Togo, sous la présidence du professeur Mamadou Kaba Bala, ministre de la santé et de la population de Guinée. Des excisions traditionnelles y ont participé. La résolution finale déclare notamment qu'on « procédera dans une première phase à une orientation vers une formation sanitaire sensible qui stimulera l'acte ».

Ainsi, en Guinée, se pratiquent, avec l'âge et certainement destinées à ne pas choquer l'entourage, des simulations d'excision dont seules les intéressées de la famille ne sont pas dupes. Une écorchure sans gravité, un peu de sang ostensiblement exhibé, et le tour est joué. Selon Senti-nelles, en Guinée, au cours de ces dernières années, 20 % des fillettes ont pu ainsi rester intactes et éviter le calvaire sans que les traditions aient été ouvertement bafouées. Et cela, avec la bénédiction gouvernementale. Parallèlement, dans plusieurs pays d'Afrique, des jeunes médecins prennent pour sujet de thèse les méfaits de l'excision. Ils sont encouragés en haut lieu : pour ne citer qu'un exemple, le président Mathieu Kérékou, chef de l'État du Bénin, a qualifié les mutilations sexuelles de « superstitions de la féodalité » de « coutume rétrograde » d'« obscurantisme profond » en précisant que le terme « mutilation » signifiait « enlever ce qui est sain ».

ISABELLE VICHNIAC

## avec nous ça tourne rond



22 février 1986 : Ariane place le satellite Spot sur orbite. Moteurs d'Ariane, propulsion du satellite, réception des images : triple victoire SEP. Triple démonstration de la fiabilité des techniques SEP. La SEP : une richesse technologique pour les industries de l'espace.

sep les nouveaux espaces SEP - Tour Roussel Nobel F 92080 Paris-La Défense

### ÉCOLOGIE

#### Le « Vega » restitué à Greenpeace

Le volier du mouvement Greenpeace Vega, qui avait été arraisonné le 24 octobre 1985 par la marine française dans les eaux internationales de Mururoa alors qu'il menait campagne contre les essais nucléaires français, a été restitué à l'organisation écologiste. Le Vega, navire français, a été restitué à l'organisation écologiste. Le Vega, navire français, a été restitué à l'organisation écologiste.

### RELIGION

#### Le pape espère aller en Lituanie

Jean-Paul II n'a pas perdu l'espoir de se rendre l'an prochain en Lituanie, à l'occasion du centenaire de l'évangélisation de ce pays balte, devenu soviétique en 1944. C'est ce qu'il écrit dans un message daté du 4 mars, adressé à Mgr Ladas Pavlovskis, archevêque de Kaunas et président de la Conférence épiscopale lituanienne : « Nous espérons qu'il nous sera possible d'accomplir une mission parmi nos frères lituaniens. » En 1984 déjà, un tel voyage — qui serait le premier du pape en Union soviétique — avait été envisagé, mais les autorités soviétiques s'y étaient opposées. La Lituanie est considérée comme le noyau dur du catholicisme en Union soviétique, avec 85 % de baptisés sur trois millions d'habitants.

### SCIENCES

#### Du coton produit dans l'espace

Après le blé et le pois, le coton est la nouvelle plante spatiale soviétique. En juin dernier, Vladimir Djurabekov et Victor Serivnyk emportèrent des graines de coton en orbite. Ils obtinrent une vingtaine de pousses, qui furent raménées dans les serres de l'Institut de biologie expérimentale de l'Ouzbékistan. Celle-ci viennent de donner leurs premières capsules de coton.

### SPORTS

#### FOOTBALL : luttinez de finale aller de la Coupe de France

Aucune surprise notable au cours des matches aller des huitièmes de finale de la Coupe de France, le 4 mars, dont les résultats sont les suivants :

DIVISION I - DIVISION II	
Amiens B. - Brest	4-2
DIVISION I - DIVISION II	
*Paris-SG B. - Mulhouse	1-0
*Chamois et Bordeaux	0-0
Lens B. - Limoges	4-3
Rosen et Rennes	1-1

### IMMIGRATION

#### UN NUMÉRO SPÉCIAL DE « CROISSANCE DES JEUNES NATIONS »

« Immigrés, bonjour l'avenir » : sous ce titre, le mensuel de croissance des jeunes nations a consacré la parution à des jeunes journalistes issus de l'immigration. Peut-on encore parler d'immigration quand 70 % d'entre eux sont en France depuis plus de dix ans ? Quand, sur un million de jeunes de moins de quatorze ans, 75 % sont nés dans notre pays et auront de ce fait la nationalité française à leur majorité ? Pour les rédacteurs de ce numéro spécial, la vraie question est celle de la place de l'immigrant dans une société laïque, des mariages mixtes et de l'émancipation d'une nouvelle culture.

\* Croissance des jeunes nations, numéro 28, février 1986, 22 F.

### L'APEDA

demande au Ministère de l'Éducation nationale d'accorder, comme promis, aux élèves dyslexiques et dysgraphiques des bénéfices de temps de composition majoré d'un tiers pour les épreuves écrites. Les dyslexiques et les dysgraphiques présentent un trouble d'apprentissage lié à des difficultés perceptives sensorielles auditives et visuelles. Ce trouble doit être reconnu en France, comme il l'est dans d'autres pays.

Pour cela, nous demandons à nos méthodes scolaires, nos psychologues scolaires et nos instituteurs d'adopter de nouvelles méthodes d'enseignement de l'écriture, car nos enfants ont besoin de leur compréhension et de leur soutien.

APEDA, Association de parents d'enfants et d'adultes dyslexiques et dysgraphiques, 3 bis, avenue des Solitaires, 75320 Le Moutier-Saint-Denis.

### Le Monde DES LIVRES

#### DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

« Strasbourg-Tours et Laval-RC Paris auront lieu le 11 mars. Les matches retour seront joués le 18 mars. »

Afin d'éviter une grève des joueurs de basket qui aurait faussé la fin du championnat, la Ligue nationale (LNF) a décidé, le 4 mars, la mise en place d'un fonds d'aide d'urgence qui devrait permettre de verser une partie des salaires en retard.

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES

Le Monde DES LIVRES



# SOCIÉTÉ

UNE CIRCULAIRE CONTESTÉE SUR LE SECRET PROFESSIONNEL

## Effervescence chez les avocats

Le barreau est en effervescence. Objet de cet émoi : une circulaire récente de la chancellerie, recommandant aux magistrats qui perquisitionnent chez les avocats de mettre eux-mêmes le nez dans les dossiers des personnes visitées. Une atteinte inadmissible aux droits de la défense, protestent, entre autres, le conseil de l'ordre de Paris et la Confédération syndicale des avocats (modérée). Jusque-là, en effet, c'était le bâtonnier ou son représentant qui, en présence du magistrat venu perquisitionner, faisait le plus souvent le tri entre les documents recherchés par la justice et les autres, couverts par le secret professionnel.

Légitimement soucieux de garantir ce secret, les avocats, toutes tendances confondues, se mobilisent aujourd'hui pour obtenir que soit rapportée cette circulaire, signée le 22 janvier par le directeur des affaires criminelles et des grâces. Dans cette circulaire, M. Bruno

Cette demande aux magistrats du parquet et aux juges d'instruction « d'observer préalablement et par tous moyens le bâtonnier ou son représentant de la perquisition envisagée, puis de prendre connaissance [eux-mêmes] des objets et documents ». En cas de doute, ajoute-t-il, le magistrat interrogera le représentant de la profession.

Paradoxalement, c'est parce que le Parlement cherchait à renforcer le secret professionnel des avocats qu'on en est arrivé là. Le 24 octobre 1985, un juge d'instruction de Versailles, M. Guy Rippol, opérant une « descente » spectaculaire et infructueuse dans le cabinet d'une avocate toulousaine, M<sup>me</sup> Marie-Christine Etelin, a tenu le défenseur du droit d'Actu direct Jean-Marie Rouillon. Levé de boucliers des avocats qui alertent aussitôt les parlementaires. Profitant d'un débat de procédure pénale, les députés puis les sénateurs décident alors de

codifier strictement les perquisitions opérées au domicile ou dans les cabinets d'avocats.

Cependant, le Parlement s'est arrêté en chemin. En effet, texte promulgué le 30 décembre 1985 n'aborde pas la question litigieuse : qui, du bâtonnier ou du juge d'instruction, doit trier les dossiers des avocats perquisitionnés ? Cette loi du 30 décembre est ou ne peut plus s'appliquer : « Les perquisitions dans le cabinet d'un avocat ou d'un domicile ne peuvent être effectuées que par un magistrat et en présence du bâtonnier ou de son délégué ». Maigre résultat : une circulaire de 1961 ne dit-elle pas, sur ce point litigieux, la même chose ?

C'est alors qu'intervient la circulaire de M. Cotte. Elle se fonde, sans le dire, sur une décision de la commission mixte paritaire. Au cours de la réunion de cette commission, les représentants des deux Assemblées avaient écarté un amendement voté

par les sénateurs, amendement qui, de manière jargonnante mais explicite, confiait au bâtonnier le soin de trier les documents recherchés par la justice : « Après que l'autorité concernée a, en la présence du bâtonnier, déterminé les dossiers intéressant la poursuite, ce dernier a pour mission d'en retirer les documents convertis par la confidentialité ». Si l'ultima plume de la discussion parlementaire des députés et les sénateurs n'ont pas retenu cet amendement, a dû se dire la chancellerie, c'est qu'ils n'entendaient pas donner force de loi à cet aîné, qualifié au Sénat par M. Robert Badinter, alors garde des sceaux, de « témoignage d'une défiance extraordinaire vis-à-vis du magistrat instructeur ».

### Contradiction

La circulaire de M. Cotte interprète-t-elle la loi ? Le conseil de l'ordre de Paris l'affirme. Pour lui, cette circulaire « est en contradiction avec l'intention clairement exprimée par le législateur ». Et, de fait, à relire les débats parlementaires, on a le sentiment que les députés et les sénateurs n'ont pas voulu cela. M. Jean-Pierre Michel, président (PS) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, est catégorique : il fut à l'origine de l'amendement visant à réglementer les perquisitions chez les avocats et s'exprime ainsi : « La circulaire de la chancellerie ne correspond pas à ses intentions ».

Autant qu'on le sache, les parlementaires réunis à huis clos en commission mixte paritaire n'ont pas voulu non plus favoriser cette interprétation. S'ils sont finalement revenus sur le texte voté par le Sénat, c'est pour répondre aux vœux de M. Badinter. Mais il était entendu, affirme un parlementaire présent, que la pratique d'alors, favorable aux barreaux, ne serait pas abandonnée.

Tout autre est l'opinion de la chancellerie qui, profitant d'un texte muet sur un point essentiel, privilégie aujourd'hui une interprétation qui est celle de la Cour de cassation depuis un quart de siècle, et qu'un arrêt de 1975 a rappelé : « Il appartient au juge d'instruction et non au bâtonnier de l'ordre des avocats ou à son représentant, de rechercher et de saisir, dans le cabinet d'un avocat, des documents utiles à l'information ».

B. L. G.

### En Allemagne fédérale

#### L'INCULPATION DU DOCTEUR HACKETHAL A RELANCÉ LE DÉBAT SUR L'EUTHANASIE

Bonn. — La récente inculpation du docteur Julius Hackethal, pour « meurtre à la demande », a spectaculairement relancé le débat sur l'euthanasie en Allemagne fédérale. Si la grande majorité des juristes et des experts y restent hostiles, certains d'entre eux souhaiteraient voir davantage préciser la loi la frontière entre les notions d'aide à la mort et de meurtre à la demande.

La question avait déjà fait l'objet, l'année dernière, d'une série d'auditions devant la commission des affaires juridiques du Bundestag. Elle vient de provoquer une violente polémique entre le président du tribunal constitutionnel, le professeur Wolfgang Zeigler, et les Eglises. M. Zeigler a affirmé que l'interdiction de l'euthanasie était un « loi d'humanité » et que l'influence des Eglises sur notre ordre juridique.

Intervenant dans ce débat, le ministre de la justice, M. Hans Engelhard, a estimé que sa part, dans un article publié par le quotidien Die Welt, qu'il n'y avait pas lieu de modifier la législation actuelle, faisant valoir que celle-ci ne s'opposait pas à une aide passive à la mort.

### Quatre grammes de cyanure

Le docteur Hackethal avait défrayé la chronique au mois d'avril 1984 en faisant remettre à une patiente, par l'intermédiaire d'un membre de sa famille, 4 grammes de cyanure pour abréger ses souffrances. Celle-ci, Hermie Eckert, soixante-neuf ans, était atteinte d'un cancer de la face, incurable et terriblement douloureux. Le médecin avait fait filer le dernier dialogue qu'il avait eu avec sa patiente, qui l'y suppliait d'abréger son calvaire — un document qui avait été ensuite transmis à la télévision et qu'Antenne 2 avait diffusé en France.

Agé de soixante-quatre ans, le docteur Hackethal est un spécialiste du cancer, connu autant par son engagement en faveur de l'euthanasie que pour ses démêlés avec la profession médicale. Quelques mois avant d'accomplir son geste, il s'était vu confier par un homme d'affaires le soin d'ériger une clinique clinique privée à Châtenay, en Bavière, pour y soigner ses malades. Il affirme y avoir trouvé la clé de la guérison du cancer, en utilisant à forte dose un produit de la firme Behring, le « suprefact », destiné à bloquer la production d'hormones sexuelles. Résumant ses expériences dans ses six thèses antérieures, le médecin assure qu'aucune cellule de l'organisme ne peut se développer sans hormones sexuelles et donc qu'un blocage des hormones sexuelles « guérit de manière absolue certaine et sans mutilation le cancer, vraisemblablement de tous les types de cellules, au prix d'une neutralité sexuelle passagère ».

Le procès du docteur Hackethal et ses co-accusés, parmi lesquels figure notamment le président de l'association pour une mort humaine, présent lors de l'acte d'euthanasie, doit commencer dans les prochaines semaines. Il suscite déjà de nombreux débats. Le quotidien populaire Bild, qui y a déjà consacré de nombreuses pages, a publié le témoignage d'un autre médecin, Manfred Hirsch, qui affirme avoir déjà par trois fois accédé aux vœux de ses patients en leur administrant une dose mortelle de tranquillisant. Le docteur Hackethal risque de six mois à cinq ans de prison.

HENRI DE BRESSON.

### A Niort (Deux-Sèvres)

#### PLUSIEURS MALFAITEURS S'EMPARENT DE PRÈS DE 30 MILLIONS DE FRANCS AU COMPTOIR DE LA BANQUE DE FRANCE

Cumulis dans la matinée du mardi 4 mars, un hold-up contre le comptoir de la Banque de France à Niort (Deux-Sèvres) a rapporté près de 30 millions de francs à ses auteurs — cinq ou six hommes.

M. Claude Monillet, procureur de la République à Niort, a déclaré que les malfaiteurs « avaient fait un sérieux travail de repérage, car ils connaissaient parfaitement les habitudes de la banque ».

M. Monillet a indiqué que « le concierge de la Banque de France avait été neutralisé à 6 h 45, alors qu'il rentrait les poubelles. Puis, la trentaine d'employés, au fur et à mesure de leur arrivée, avaient été ligotés avant l'arrivée du sous-directeur qui, en l'absence du directeur de la banque, possédait les clés des coffres au sous-sol ».

Toutes les espèces — on ignore s'il s'agit de billets neufs ayant été répertoriés — ont été dérobées par les malfaiteurs, qui avaient fait rentrer un mini-car Toyota dans la cour de la banque. Ce véhicule, ainsi qu'une 4 L, ont été retrouvés par les enquêteurs.

### ● Arrestation des meurtriers d'une vieille dame à Paris

Les meurtriers d'une dame âgée de soixante-dix-sept ans, M<sup>me</sup> Annette Latour, tuée le 5 septembre 1985 dans son appartement, 4, rue Henri-Duchêne, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, ont été arrêtés après plusieurs mois d'enquête par les policiers de la brigade criminelle.

L'instigateur de ce crime était un familier de la victime, un homme d'origine portugaise, Fidel Gomez-Martinez, trente-six ans, dont la tante habitait le même immeuble que la victime. Les deux « exécutants » étaient deux de ses amis.

## PARIS

### DES GARAGES SONT CÉDÉS A DES PARTICULIERS POUR SOIXANTE-QUINZE ANS

## La capitale en mal de stationnement

Dès le mois de juin prochain s'ouvrira à Paris, devant la mairie du quatorzième arrondissement, un chantier comme on n'en avait pas vu depuis bien longtemps. Une firme privée va construire à ses frais et sur le domaine public cent soixante garages souterrains dont la ville lui concède l'exploitation pour trente ans. Particularité sans précédent, les futurs acquéreurs pourront conserver leur place pendant soixante-quinze ans, alors que la durée des concessions d'emplacement ne dépasse pas trente ans jusqu'ici. La ville ne touchera qu'une redevance symbolique de 10 F par place et par an.

Cette opération a donné lieu à une convention, récemment signée entre la Ville et les exploitants de parkings. Elle a été approuvée sans discussion le 17 janvier dernier par les conseillers de Paris, à l'exception des communistes, qui, par principe, votent contre toute cession du domaine public. Il est vrai que le « clause des soixante-quinze ans » ne figurait pas dans le projet qui avait été soumis au Conseil.

L'affaire a été présentée comme une relance de la politique des places de stationnement. Les rues de la capitale, les garages privés, les cours d'immeubles, les garages commerciaux et les parkings publics offrent en gros 720 000 places. Or, bien que moins de la moitié des ménages parisiens possèdent une voiture (c'est le taux le plus bas de France) et que l'on encourage les banlieusards à prendre les transports en commun, le déficit est, en semaine, d'un million 100 000 places. Malgré tous les efforts déployés depuis des années, il ne se résorbe pas, bien au contraire.

C'est pourquoi, de 1965 à 1975, une dizaine d'entreprises de travaux publics ont été autorisées à creuser le sous-sol de la capitale pour y installer les places de stationnement publiques. En contrepartie, on leur avait concédé l'exploitation de l'ouvrage pour trente ans. Une soixantaine de parkings publics, offrant 45 000 places, ont été ainsi créés dans le centre et aux portes de

### Municipalisation rampante

Pour relancer le mouvement, le maire de Paris décide en 1980 de constituer, avec la cession des Dépts, la Chambre de commerce et quelques autres investisseurs, une société d'économie mixte, la SAEMES (1). La ville prenait ainsi le relais du privé. En six ans, la SAEMES a créé ou pris en gestion plus de 3 000 places de parkings publics mais le budget municipal a dû lui verser 35 millions de francs de subvention et lui accorder environ 20 millions de francs d'avance remboursable.

M. Jacques Chirac et ses adjoints veulent aujourd'hui couper court à cette « municipalisation rampante » qui coûte cher. Poursuivant, ici comme ailleurs, leur nouvel objectif de privatisation des services publics, ils se tournent donc vers les entreprises privées pour tenter une deuxième relance de la construction des parkings publics.

En vérité, c'est un « privé » qui a soufflé l'idée. M. Pierre Léon-Dufour, président du syndicat des concessionnaires de places publiques à Paris, d'ici à la fin de son mandat, une quinzaine de places nouvelles offrant 7 à 8 000 places supplémentaires à condition que la durée des concessions soit prolongée.

Comme référence, M. Léon-Dufour cite les villes de Saint-Germain-en-Laye et de Montpellier — l'une à direction RPR, l'autre

socialiste — où des marchés de cette nature viennent d'être signés. Sédait par la formule, Jacques Chirac a donné son accord.

La première entreprise avec laquelle la ville a traité est GTM ENTREPOSE, dont M. Léon-Dufour est directeur commercial. Cette société gère seize places publiques dans Paris, totalisant 15 000 places. L'arrangement est le suivant : pour trois places existantes — Georges-V, Haussmann et Maleherbes — GTM ENTREPOSE obtient une prolongation de sa concession de vingt ans et promet de les moderniser. C'est-à-dire qu'elle est assurée d'en tirer profit jusqu'en 2015. En contrepartie, elle s'engage à construire pour 170 millions de francs cinq places nouvelles — dans les huitième, quatorzième, quinzième et dix-septième arrondissements — d'une capacité de 1 600 places. Bien entendu, l'exploitation lui est concédée pour trente ans.

### La voiture a horreur du vide

Pour être assuré de vendre rapidement ses places de garage, M. Léon-Dufour a obtenu un avantage qu'aucune autre ville n'avait accordé jusqu'à présent : la possibilité de céder les emplacements pour soixante-quinze ans (il avait même demandé quatre-vingt-dix ans).

D'autres sociétés concessionnaires de parkings publics s'engouffrent déjà dans la brèche ainsi créée et négocient, à leur tour, avec les services techniques de la Ville. En comptant les quelques places qu'envisage de créer encore la SAEMES sous contrôle municipal, ce sont près de 10 000 places de parkings publics qui seront construites à Paris dans les années qui viennent. Les places privées qui accompagnent aujourd'hui tout programme de logement, seront au moins aussi nombreuses.

Voulu donc une politique apparemment très favorable aux auto-

mobiles parisiens et à leurs visiteurs. En réalité, elle soulève autant de problèmes qu'elle en résout. Vingt mille places de stationnement supplémentaires, cela signifie 20 000 voitures en plus dans la capitale. On constate, en effet, depuis des années, que chaque place libérée dans la rue est occupée peu après par un autre véhicule, venant d'ailleurs. La voiture a horreur du vide.

Si l'on veut éviter que la politique des parkings n'entraîne une augmentation du trafic et donc des embouteillages dans la capitale, il faudrait empêcher le stationnement en surface. L'une dépend de la ville, l'autre de la préfecture de police. Pour dissuader les 800 000 automobilistes qui, chaque jour, stationnent à Paris dans des endroits interdits, les agents multiplient les contraventions et les mises en fourrière. Or les élus de Paris protestent et, au nom de leurs électeurs, orientent la répression.

Cette situation est donc incohérente et finalement fort coûteuse. Certes, les nouveaux parkings publics ne coûteront rien au contribuable puisqu'ils seront payés par les usagers. Mais, avoir attiré les voitures dans la capitale, il faudra évidemment leur permettre de circuler. Conséquence : les travaux de voirie tendant à atténuer les embouteillages coûtent déjà 100 millions de francs par an au budget municipal. La construction d'un nouveau pont à Austerlitz, le doublement du pont de Bercy et l'élargissement de la voie sur berge rive droite, uniquement justifiés par le gonflement de la circulation automobile dans ce secteur va coûter 500 millions supplémentaires en cinq ans. Or, ces factures, là, ce sont les contribuables parisiens qui les payent.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) SAEMES : Société anonyme d'économie mixte d'exploitation du stationnement dans la ville de Paris, 42, rue du Louvre, 75 001, Paris.

### UN MENSUEL SUR L'INSÉCURITÉ

## « Défendre »

Usager de l'insécurité, réjouissez-vous ! Un mensuel — enfin ! — va nourrir vos inquiétudes les plus fortes, mais aussi vous conseiller : vous guider, dans le monde féroc qui est le nôtre. Défendre, 10 francs, cent pages, est vendu depuis le 4 mars, parce qu'il y a « un vol toutes les trente-sept secondes, une agression toutes les sept minutes », rappellent ses promoteurs.

La magazine est sans précédent. Professionnel et proche, très proche, de la monnaie. C'est un voyage garanti dans le monde du fait divers et de ses victimes, auxquelles l'on suggère de se protéger. La manière est riche. La rédaction de Défendre nous propose un portrait de Roger Rayot, un commerçant (cent-douzième cambriolage), un enseignant sur le vol, un « dossier » sur les « tuteurs de vieilles dames qui frappent dans Paris », un article sur les policiers municipaux, etc.

Mais surtout, le mensuel se surpasse dans sa partie « conseils ». Notons une rubrique « shopping » de six pages illustrées, qui vante soigneusement les mérites de la marque télécopie (Même utilisation que le rouleau à pâtisserie, mais vous assurement plus loin par simple pression sur un bouton. Gastine Rattazzi, 150 francs) et signale, entre autres, la mise en vente d'un blouson « pure-balles » (Renoma Capitaine Barri) du plus grand chic (9 500 francs).

### « L'arme du mois »

La rédaction de Défendre — le journal de notre sécurité — propose également une sorte

de banc d'essai consacré aux portes blindées et livre les petits secrets de « l'arme du mois », le fusil à pompe qui a l'avantage de pouvoir « être actionné par un gaucher aussi commodément que par un droitier ». Enfin des rubriques « conseils » sont là pour « chouchouter » les victimes potentielles que nous sommes : « L'usage ! Si c'était vous ? ». L'avocat-conseil du journal s'explique sur « les limites de la légitime défense ». On nous dit tout sur l'assurance multirisque.

Défendre se veut le mensuel des « hommes hommes du XX<sup>e</sup> siècle ». Jean Nouailhac, éditeur qui a lancé dans le passé les magazines Frontière, Once, Karaté, 4 x 4 magazine, explique que son nouveau journal a « un ton de père de famille ». Oui, oui. En fait, Jean Nouailhac introduit sur le marché un produit qui n'existait pas, certain qu'il y a un créneau pour Défendre. Après s'être intéressé aux magazines sur papier glacé, il veut créer des « journaux plus journalistiques ». Il pense à un mensuel sur le chômage.

Pour le moment, il sort, en période électorale, un journal sur un sujet sensible qui s'ouvre sur un article-programme de M. Robert Pandraud (RPR) et se conclut par des extraits du livre de M<sup>me</sup> Jean-Pierre Pierre-Bloch et André Santini (UDF). Jean Nouailhac aurait bien voulu faire autrement, mais « Pierre Joxe », dit-il, à travers son cabinet, s'est refusé à nous donner un texte. Les démons de l'opposition sont déchirants.

L. G.

### LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

## Nouveau protocole d'accord entre la France, le Canada, les Etats-Unis et l'Italie

Le nouveau protocole des accords France, Etats-Unis, Canada, Italie pour la coordination de l'action préventive et répressive contre le trafic illicite des stupéfiants et des drogues dangereuses a été signé mardi 4 mars à Paris. Au bas du protocole des accords rédigés en français, en

anglais et en italien, les directeurs des polices des quatre pays intéressés ont apposé leur signature : M. Michel Guyot, directeur central de la police judiciaire, pour la France ; M. Jack C. Law, administrateur de la Drug Enforcement Administration pour les Etats-Unis ; M. Norman Vinkler, commissaire de la gendarmerie royale, pour le Canada et M. Giovanni Polio, préfet directeur central de la police criminelle, pour l'Italie.

Ces accords, qui protègent ceux qui avaient été signés le 26 février 1971 mais seulement entre les Etats-Unis et la France, prévoient un échange permanent de renseignements sur les différents aspects des enquêtes, une connaissance plus approfondie des services spécialisés pour une accélération en commun des missions opérationnelles, un échange permanent ou temporaire des policiers entre les quatre pays.

M. Joxe, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, avait tenu à marquer la naissance de ce nouveau protocole à quatre par une réception qui a eu lieu en fin d'après-midi, à la préfecture de police, en présence de M. Joe Rodgers, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, de M. Walter Gardini, ambassadeur d'Italie, de M. Fred Bild, représentant l'ambassadeur du Canada, ainsi que de M<sup>me</sup> Jean-Claude Karzeny, président de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, et Bernard Gaudillière, directeur général des douanes.

Les commissaires de police dénoncent les « aberrations du ministère de l'Intérieur ». — Le syndicat des commissaires de police vient de dénoncer, dans un communiqué, « les aberrations des directives du ministère de l'Intérieur », à la suite des récents changements intervenus dans la direction de la police marseillaise (le Monde du 28 février).

« De hauts responsables de la police nationale sont victimes aujourd'hui du fait du prince. Jamais des mesures de cette nature n'ont été prises avec une telle précipitation et au mépris des règles administratives, sans respecter la plus élémentaire équité », indique le communiqué du syndicat. « Malheureusement, l'administration n'hésite plus à « exécuter » les chefs de service, sans savoir s'ils possèdent les moyens nécessaires pour mener à bien leur mission ».

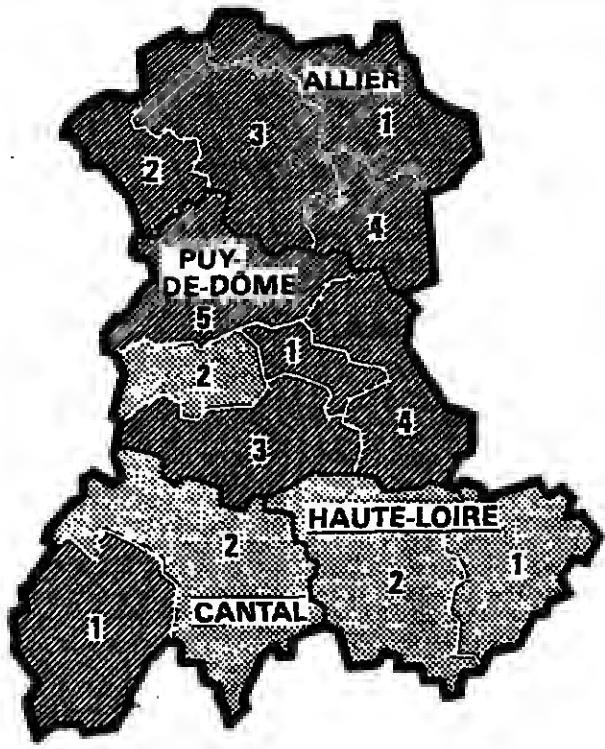
Cette déclaration intervient après que le préfet délégué pour la police à Marseille, M. Pierre Richard, ait été placé hors cadre et que M. Bernard Courroux, chef du service régional de police judiciaire, ait été nommé à Toulouse.







# Auvergne



Députés sortants :  
Droite Gauche

## RÉGIONALES

Président du conseil régional : Maurice POURCHON (PS)  
Nombre de sièges à pourvoir : 47  
ALLIER : 13  
CANTAL : 6  
HAUTE-LOIRE : 8  
PUY-DE-DÔME : 20

## LÉGISLATIVES

NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR  
ALLIER : 4  
CANTAL : 2  
HAUTE-LOIRE : 2  
PUY-DE-DÔME : 6

## DÉPUTÉS SORTANTS

ALLIER	HAUTE-LOIRE
Jean-Paul Desgranges (PS) Albert Chazotte (PS) André Lajoinie (PC) Jean-Michel Belorgey (PS)	Jacques Barrot (UDF-CDS) Jean Priollet (UDF-PR)
CANTAL	PUY-DE-DÔME
Firmin Bédoussac (PS) suppléant de René Souchon, ministre délégué chargé de l'agriculture et de la forêt Pierre Raynal (RPR)	Maurice Pourchon (PS) Valéry Giscard d'Estaing (UDF-PR) (I) Jacques Lavitelle (PS) Maurice Aderah-Pouff (PS) Edmond Vacant (PS) (I) Élu le 23 septembre 1984, en remplacement de Claude Wolff, démissionnaire.

## REPÈRES

ALLIER	HAUTE-LOIRE
<b>PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour</b> (26 avril 1981) Ins. 266 534 ; abst. 16,60 % ; suff. ex. 218 640. MARCHAIS, 49 934 (22,83) ; MITTERRAND, 52 072 (23,81) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 55 966 (25,59) ; GISCARD D'ESTAING, 55 467 (25,36) ; CHIRAC, 39 294 (17,97) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 44 059 (20,15). <b>LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour</b> (14 juin 1981) Ins. 266 716 ; abst. 25,96 % ; suff. ex. 194 897. PC, 55 087 (28,26) ; PS, 69 783 (35,80) ; UDF-RPR, 68 123 (34,95). <b>EUROPÉENNES (17 juin 1984)</b> Ins. 266 145 ; abst. 40,76 % ; suff. ex. 150 978. PC, 31 256 (20,70) ; PS, 29 073 (19,25) ; UDF-RPR, 55 554 (38,78) ; FN, 11 581 (7,67).	<b>PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour</b> (26 avril 1981) Ins. 152 741 ; abst. 18,86 % ; suff. ex. 121 979. MARCHAIS, 10 595 (8,68) ; MITTERRAND, 30 686 (25,15) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 32 390 (26,55) ; GISCARD D'ESTAING, 45 012 (36,90) ; CHIRAC, 22 028 (18,05) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 25 135 (20,60). <b>LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour</b> (14 juin 1981) Ins. 152 857 ; abst. 24,54 % ; suff. ex. 113 829. PC, 56 52 (4,96) ; PS, 40 882 (35,91) ; UDF-RPR, 66 021 (58). <b>EUROPÉENNES (17 juin 1984)</b> Ins. 154 818 ; abst. 40,39 % ; suff. ex. 88 968. PC, 48 09 (5,40) ; PS, 19 447 (21,85) ; UDF-RPR, 46 503 (52,26) ; FN, 6 966 (7,82).
CANTAL	PUY-DE-DÔME
<b>PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour</b> (26 avril 1981) Ins. 124 516 ; abst. 18,82 % ; suff. ex. 100 013. MARCHAIS, 10 596 (10,59) ; MITTERRAND, 22 108 (22,10) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 23 244 (23,24) ; GISCARD D'ESTAING, 25 924 (25,92) ; CHIRAC, 33 452 (33,45) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 35 280 (35,27). <b>LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour</b> (14 juin 1981) Ins. 124 311 ; abst. 28,98 % ; suff. ex. 67 252. PC, 6 599 (7,56) ; PS, 33 808 (38,74) ; UDF-RPR, 46 845 (53,68). <b>EUROPÉENNES (17 juin 1984)</b> Ins. 123 967 ; abst. 41,79 % ; suff. ex. 69 772. PC, 5 222 (7,48) ; PS, 14 304 (20,50) ; UDF-RPR, 39 015 (55,91) ; FN, 3 240 (4,64).	<b>PRÉSIDENTIELLE, 1<sup>er</sup> tour</b> (26 avril 1981) Ins. 387 673 ; abst. 17,04 % ; suff. ex. 317 772. MARCHAIS, 43 495 (13,70) ; MITTERRAND, 88 820 (25,99) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 94 914 (29,91) ; GISCARD D'ESTAING, 101 027 (31,84) ; CHIRAC, 46 148 (14,50) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 53 330 (16,80). <b>LÉGISLATIVES, 1<sup>er</sup> tour</b> (14 juin 1981) Ins. 388 081 ; abst. 28,57 % ; suff. ex. 272 777. PC, 31 116 (11,40) ; PS-MRG, 127 975 (46,91) ; UDF-RPR, 107 074 (39,25). <b>EUROPÉENNES (17 juin 1984)</b> Ins. 391 300 ; abst. 40,45 % ; suff. ex. 225 533. PC, 21 713 (9,62) ; PS, 55 942 (24,80) ; UDF-RPR, 99 163 (43,96) ; FN, 18 009 (7,98).

(Publiée)

PLUTOT OULINE - ÉCOLE DE COMMERCE - EN FRANCE  
**DIPLOME de USA**  
BUSINESS aux USA  
Dans une grande université de Californie ou de Floride. Durée 12 mois. Il faut avoir de 18 à 35 ans, niveau bac min. Sans anglais préalable ni expérience. Doc. contre 5 francs. U.S.A.-French Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94.

## Un tournant majeur ?

Avec ses quatre départements (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), l'Auvergne éprouve des difficultés à manifester une véritable conscience régionale entre, par exemple, au Nord, le Bourbonnais (que recouvre l'Allier) et, au Sud, le Velay, dont la préfecture du Puy est davantage tournée vers la région Rhône-Alpes, alors que l'autre partie du département de la Haute-Loire, le Brivadois (autour de Brioude), est attirée par Clermont-Ferrand, métropole régionale et capitale du Puy-de-Dôme.

La poids de ce dernier département sur l'ensemble auvergnat illustre spectaculaire-

ment ces disparités. Sous l'effet d'une activité industrielle conduite par Michelin, 45 % des habitants de la région (elle en compte 1 335 000) y sont concentrés. Ce qui n'est pas sans conséquences sur la vie politique : au sein du conseil régional, 20 des 47 représentants sont des élus du Puy-de-Dôme. Ce même département enverra cette année 6 élus, et non plus 5, à l'Assemblée nationale, contre 4 dans l'Allier, 2 dans le Cantal et la Haute-Loire.

Il abrite, de plus, le dual vedette de la bataille politique qui oppose l'ancien président

de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'ancien ministre de l'urbanisme et du logement, M. Roger Quilliot.

L'enjeu est d'importance, puisque l'hypothèse d'un renversement à droite de l'assemblée régionale est sérieusement envisagée et que le député de Chamalières brigue la succession de l'actuel président socialiste, M. Maurice Pourchon.

Cet événement constitue un tournant majeur dans la vie politique régionale, marquée par une prédominance socialiste, particulièrement dans le Puy-de-Dôme, où quatre des cinq députés sortants appartiennent au PS.

## La bataille du Puy-de-Dôme

### De nos envoyés spéciaux

Clermont-Ferrand. - Devant un carteron en fleur, M. Giscard d'Estaing, le visage bronzé, en chemise bleue discrètement frappée de ses initiales, le col ouvert et manches retroussées, la main hardiment posée sur la hanche, regard de l'Auvergne au fond des yeux et lui propose avec les listes d'union, législatives et régionales, qu'il conduit dans son département et qu'il a défendues dans toute la région, de réussir avec lui le « printemps libéral ».

Ces affiches lumineuses éclatent sur tous les murs de Clermont-Ferrand. Elles sont même apparues dans quelques grandes agglomérations de France. « Une carte postale de l'amitié que j'ai voulu envoyer », explique l'ancien président de la République. Tout à sa campagne auvergnate, il nourrit une ambition : bouleverser l'équilibre des forces dans le Puy-de-Dôme, où il est, sur cinq députés, le seul à représenter l'opposition, et plus généralement dans toute la région Auvergne, dont il espère prendre la présidence.

L'Auvergne, « terre exemplaire de l'union », depuis 1982, confie M. Valéry Giscard d'Estaing, j'ai essayé, en prenant l'initiative, de réunir deux à trois fois par an tous les élus de l'opposition de la région, de créer entre eux une solidarité personnelle pour favoriser la préparation humaine de l'union qui est entrée, aujourd'hui, affirmé-t-il, dans la culture locale.

Ce principe de l'union a été posé dès le mois de juillet. Il n'a pas rencontré de résistance si ce n'est dans l'Allier. Mais les « duyens », M. Hector Rolland (RPR) et M. Jacques Lacarré (UDF), vont finalement ensemble à la bataille, au grand dam de quelques jeunes conseillers généraux (Le Monde du 30 octobre 1985 et du 16 janvier 1986).

Tout naturellement, M. Giscard d'Estaing a pris, lui, la tête de la liste législative et de la liste régionale dans le Puy-de-Dôme. Pour les législatives, il place derrière lui M. Georges Chometon, président départemental du CDS, puis M. Pierre Pascalton, conseiller municipal (RPR) d'Issouire et, enfin, deux PR : Gérard Roche, maire d'Aigueperse, et Yves Dousset,

adjoint au maire de Chamalières.

Comme l'opposition n'est sûre que des trois premières places, le PR se sent un peu lésé, estimant que le sacrifice est « lourd ».

Aux régionales a été choisie la technique « du mille-feuille à trois étages » : (2 UDF pour 1 RPR) qui traduit, selon M. Giscard d'Estaing, l'équilibre des forces dans le département. Le RPR s'est incliné même s'il pense qu'en nombre de militants il n'a rien à envier à l'UDF. « Le département a toujours souffert, explique M. Pierre Pascalton, de l'entente tacite entre la Canal et le Puy-de-Dôme [autrefois dit Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing] à laquelle ont succédé les arrangements entre la Corbière [de M. Chirac] et le Puy-de-Dôme ».

### « Le manteau de Noé »

L'UDF, poursuit-il, a l'impression d'avoir un monopole sur le département. Les militants du RPR ne le supportent pas toujours bien, pas plus que les conseillers généraux (RPR) du département dont aucun ne figure en position éligible sur la liste régionale.

Dans la campagne, législatives et régionales sont mêlées. Elles se déclinent sur le plan national avec une critique de la gestion socialiste et une présentation de la « vérité » du bilan. Cette critique ne doit pas occuper l'essentiel de la campagne. « Si j'avais pu composer la liste idéale pour nous, j'aurais opté pour la première version », ne manque pas de soupçonner M. Pascalton.

Premier candidat du Parti communiste, M. Jean-Claude Jacob concède que l'intervention, dirigée du sénateur, maire de Clermont-Ferrand, dans la bataille électorale n'arrange pas les affaires. Mais il tempère à chacun de ses meetings contre l'idée d'une grande coalition égal des six sièges entre l'opposition et les socialistes. Chez ces derniers, certains n'écarteront pas l'idée que M. Jacob puisse être élu en raison notamment de l'écho dont peuvent bénéficier ses thèses dans le Val d'Allier où la crise économique a égal des six sièges entre l'opposition et les socialistes.

Confortablement installé au Sénat et à la mairie de la capitale régionale, M. Quilliot a cédé à une requête pressante de l'Élysée avant d'aller croiser le fer avec M. Giscard

de M. Daniel Fournier, direc-

teur de cabinet de M. Pourchon, le président de la région mais, d'avantage, la tête de liste socialiste aux régionales, M. René Chazelle, ancien député et ancien sénateur, dont l'écuménisme peut attirer l'électeur modéré.

L'opposition fait et refait ses calculs mais, mathématiquement, c'est sûr, la région se devrait pas lui échapper, la différence devant se faire dans la Haute-Loire et dans le Cantal.

M. Quilliot n'est pas loin de partager cet avis même si, prudent, il ajoute qu'« il existe trop d'inconnues dans ce vote nouveau pour se prononcer ».

La préparation des élections a été agitée du côté socialiste qui a finalement choisi, pour résoudre ses différends, de faire appel au maire de Clermont-Ferrand.

C'est le manteau de Noé pour cacher la misère ? ironise M. Giscard d'Estaing. L'espoir d'un quatrième siège de député pour l'opposition dans le Puy-de-Dôme ne s'est pas moins sérieusement estompé depuis que M. Quilliot est sorti du chapeau socialiste et qu'a été rétrogradée à la deuxième place la tête de liste initiale, M. Maurice Aderah-Pouff, député sortant, maire de Thiers. « Si j'avais pu composer la liste idéale pour nous, j'aurais opté pour la première version », ne manque pas de soupçonner M. Pascalton.

### Putsch

Premier candidat du Parti communiste, M. Jean-Claude Jacob concède que l'intervention, dirigée du sénateur, maire de Clermont-Ferrand, dans la bataille électorale n'arrange pas les affaires. Mais il tempère à chacun de ses meetings contre l'idée d'une grande coalition égal des six sièges entre l'opposition et les socialistes. Chez ces derniers, certains n'écarteront pas l'idée que M. Jacob puisse être élu en raison notamment de l'écho dont peuvent bénéficier ses thèses dans le Val d'Allier où la crise économique a égal des six sièges entre l'opposition et les socialistes.

Confortablement installé au Sénat et à la mairie de la capitale régionale, M. Quilliot a cédé à une requête pressante de l'Élysée avant d'aller croiser le fer avec M. Giscard

## Montluçon, l'oubliée

De notre correspondant.

Montluçon. - Dans l'Allier, Montluçon est l'oubliée du scrutin du 16 mars. Elle n'eura, au soir du scrutin, sans surprise de taille, aucun élu à l'Assemblée nationale et peu de représentants à la région. Pas plus à gauche qu'à droite.

L'agglomération montluçonnaise, seconde d'Auvergne au nombre d'habitants et première de l'Allier, devant celles de Vichy et de Moulins, vit pourtant à l'heure du désenclavement. Elle sera en effet, dans un avenir proche, desservie par l'autoroute A-71 qui reliera Orléans à Clermont-Ferrand ; mais déjà l'État et la région fournissent de gros efforts pour améliorer la desserte routière immédiate. D'autres aides ont été accordées au bassin de Montluçon depuis qu'il a été classé pôle de conversion au début de l'année 1984, après maints désastres économiques. Au nombre, le dépôt de bilan de l'usine Dunlop, reprise par le groupe japonais Sumitomo : quelque 1 300 emplois furent sauveés, mais autant furent perdus.

La récente élection d'Alain Clauvel, qui s'est vu reprocher d'avoir participé à l'élaboration d'un rapportage dans l'Humanité (Le Monde du 25 janvier), a fait à nouveau parler de l'entreprise Dunlop. L'affaire continue de susciter localement de vives protestations, notamment du maire de Montluçon, M. Pierre Goldberg. En deuxième place sur la liste communiste menée par M. André Lajoinie, président du groupe au Palais-Bourbon, il a

peu de chances de séder à l'Assemblée nationale.

Au Parti socialiste, la région montluçonnaise n'a pas été mieux traitée. Il n'en est pourtant allé de peu que M. Albert Chabard, député sortant de Montluçon et premier vice-président du conseil régional, ne soit placé en tête de la liste socialiste. Les militants lui ont toutefois préféré M. Jean-Michel Belorgey, député de Vichy, qui a pu grincer un moment le parachute du ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet.

Oubliée, Montluçon l'a été aussi par l'opposition. Cet oubli explique, en partie, le fronde de quelques jeunes conseillers généraux élus de l'agglomération montluçonnaise qui renonçant, en extrême, à présenter une liste contre celle menée par M. Hector Rolland, maire (RPR) de Moulins, et Jacques Lacarré, maire (UDF) de Vichy, ils n'en restent pas moins fâchés d'avoir été écartés au profit de candidats du val d'Allier qui, soulignent-ils, n'ont pas eu, comme eux, à livrer de dures batailles contre les communistes, dont le suprématie à Montluçon et dans les environs ne sera finalement contesté que par M. Albert Chabard, tête de liste socialiste aux régionales.

C'est ainsi qu'au moment où Montluçon ne fait plus figure de laissé-pour-compte du développement économique, Vichy apparaît comme la capitale politique de l'Allier, avec, vraisemblablement, deux députés à l'Assemblée nationale et près de la moitié des trente conseillers régionaux qui seront élus le 16 mars.

PATRICE ROTIG.

Patrice

Publicité pour Patrice Rotig, comprenant des images et du texte promotionnel.







"The first thing I noticed when I stepped out of the plane was the humidity. It was a warm blanket, not the sticky, oppressive kind you find in some tropical climates, but a gentle embrace. The air smelled of salt and sea, a hint of the ocean breeze that carried the scent of distant shores. I took a deep breath, feeling the moisture settle in my lungs, and knew I was home. The sun was a golden orb in the sky, casting a warm glow over the landscape. The horizon line was soft and hazy, blending into the sea. I could hear the gentle lapping of waves against the shore, a sound that had been with me since I was a child. The world felt like a familiar friend, welcoming me back with open arms. I smiled, feeling a sense of peace and belonging that I hadn't felt in a long time. The humidity was just what I needed to melt away the stress and worries of the past few weeks. It was a reminder of the simple joys of life, of being in a place where you truly belong. I closed my eyes for a moment, savoring the feeling, and knew that this was exactly where I was supposed to be. The humidity was not just a weather condition; it was a part of the story, a chapter in the journey of my life. It was a reminder that no matter how far I traveled, home was always just a breath away. And in that moment, I realized that the humidity was the perfect metaphor for the warmth of home, the comfort of family, and the peace of knowing where you belong. It was a beautiful feeling, one that I would cherish for the rest of my life. The humidity was the key that unlocked the door to my heart, and I knew that I would never leave this place without taking a piece of it with me. The humidity was the love letter I had been waiting for, and I was finally home."



# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES



### "Le Nom de la rose" au cinéma

JEAN-JACQUES ANNAUD TOURNE LE BEST-SELLER D'UMBERTO ECO

**A**U sommet d'une colline, à 35 mètres au-dessus du sol, la tour octogonale s'élève, comme une prière, au-dessus d'un marais. Ses parois de pierre lisse, ponctuées de meurtrières aveugles. C'est la nuit, c'est l'hiver, et, au pied de la tour, pénétrant dans une brume compacte, des hommes s'affairaient et s'entre-poussaient. Soudain, un ordre est crié. Et, dans le ciel noir, l'enfer se déchaine. En un instant, la tour s'embrase, des flammes gigantesques tourbillonnent, se tordent, se rabattent dans des ronronnements de fauves repus, le feu jaillit des fenêtres, des brayons bondissent sur une grange voisine, qui flambe à son tour, la paille crépite, le cœur vous bat.

Lorsqu'une voix, une petite voix paisible s'élève, prononce un mot, un seul : « Stop ». A l'instant même, la tour ravale ses flammes, l'incendie monstrueux s'éteint avec la docilité d'une lampe de chevet. « Phut ! » Et la petite foule boueuse et transie applaudit. Ce désastre défilé, cette apocalypse maîtrisée, bien sûr, c'est du cinéma, ça ne peut être que du cinéma.

A quelques kilomètres de Rome, Jean-Jacques Annaud, après le triomphe planétaire de *la Guerre du feu* (150 millions d'entrées), a entrepris une autre croisade, porter à l'écran le roman d'Umberto Eco, *Le Nom de la rose*, publié en 1980, et depuis traduit en vingt-quatre langues et vendu à quatre millions d'exemplaires.

En fait, tout est notre faute... En 1982, Jean-Jacques Annaud est à l'autre bout de la planète, aux Caraïbes, pour la promotion de *la Guerre du feu*, il lit un court article dans « Le Monde » des livres, concernant un ouvrage italien, prochainement publié en France, un polar médiéval qui se déroule dans un monastère, au quatorzième siècle. Des meurtres, deux moines enquêteurs, un autre, inquisiteur, une bibliothèque labyrinthe, un suspense théologique...

Annaud écoute son voyage, se précipite sur le bouquin. A la page 200, il appelle son agent : « Achetez les droits ! ». A la page 350, l'agent rappelle : « Les droits sont déjà pris, par la RAI (Radio-Télévision italienne) ». A la page 400, Annaud demande qu'on lui organise deux rendez-vous, l'un avec la RAI, l'autre avec Eco.

D'où lui vient cette fascination pour cette histoire belle et compliquée qui part d'une interrogation simple : « Le Christ possédait-il le vêtement qu'il portait ? ». Autrement dit, faut-il, comme les bénédictins, s'enrichir pour la plus grande gloire de Dieu ou bien faire vœu de pauvreté, comme les franciscains ? Où est la force ? Où est le pouvoir ? Par qui le monde peut-il et doit-il être gouverné ? Les riches, les pauvres ? Débat essentiel, certes, éternel. Et actuel. Dont on peut comprendre qu'il ait bouleversé Jean-Jacques Annaud.

Si l'on sait qu'il naît à Draveil, en 1943, et que les questions sur la prééminence du matériel sur le spirituel, il a pu se les poser très tôt. « Mon beau-père était tour-

neur et ma maman travaillait dans un service d'achats. Mon enfance ? Genre pavillon de meulière et fox-terrier bête. Je rêvais en tournant les pages du catalogue d'Odéon Photo, et le plaisir du dimanche, c'était la séance du Draveil Palace, le cinéma où il faisait froid... »

Mais voilà déjà la rose, en bouton : « Dès l'adolescence », dit Jean-Jacques Annaud, « j'ai eu envie de Moyen Âge, passionnément ». Il montre Aucassin et Nicolette, à Montgeron, il court

vrai bide, treize mille entrées à Paris, je n'avais plus d'argent, plus d'amis, j'avais échoué et j'étais heureux... »

Ce bonheur dans l'échec est une révélation : désormais Annaud reproduira sans cesse ce schéma ambigu, relancera ce défi paradoxal. Ainsi lorsqu'il met en chantier *la Guerre du feu* : « J'avais toutes les chances de me planter. Mais si, à treize-cinq ans, je n'étais pas capable d'assumer ce risque, mieux valait renoncer à tout.

tréize-cinq ans, qui doit sa notoriété et son assise financière aussi bien à *Moi, Christiane F.* qu'à *Hunter de Hans-Jürgen Syberberg*. Il tient les rênes. La Fox distribuera le film aux Etats-Unis et au Canada.

Trouver le ton : « Il fallait absolument que nos héros ne ressemblent en rien aux moines vendeurs de fromage des spots télévisés. Pour que les spectateurs gobent la reconstitution, l'important était de ne pas commettre d'anachronismes psychologi-

par Fedor Chaliapine junior, tous les comédiens principaux ont des visages saisissants, comme les acteurs de complément, ceux que Annaud appelle ses « Spine-moines » (moines-colonne vertébrale). Chargés d'entraîner la foule des figurants, ce sont des Bruegel ambulaots, de vrais Bosch.

Trouver le labyrinthe : le seul de toute l'équipe à ne pas être saisi d'une frénésie d'authenticité est Dante Ferretti. « *Le Goff ? Le Goff ? Mais qui est-ce ?* », sourit

le voit jamais que de l'intérieur, lorsqu'on s'y perd, ou d'en haut, de loin. » Alors Ferretti pensa à Piranesi et bâtit à Cinecittà un époustouflant dédale de 35 mètres de haut (la tour octogonale) avec des demi-étages décalés qui s'imbriquent et se séparent, se rejoignent, croit-on, et vous entraînent ailleurs... Uoe splend-

Le Nom de la rose pour Ferretti ? « Le plus riche des films paucres ». On voulait tourner dans les catacombes, à Rome. Mais le Vatican interdit l'accès « parce que le livre d'Eco est blasphématoire ». Tant pis, on reconstruit les catacombes.

Tout cela, en effet, n'est-il pas fou ? Et insolent, et désinvolte ? Comme ce petit garçon de Draveil, tout bouclé encore, à quarante-trois ans, avec ses mèches de mercure pour affronter le froid, qui n'en finit pas de conjurer le sort, surtout lorsque le sort lui est favorable. Eperdu de modestie et d'orgueil, se lançant dans des entreprises trop grandes, trop ambitieuses, trop chères, pour que l'échec - s'il survient - soit à la mesure de l'espérance qui l'a suscité. Enorme.

Emervillé d'avoir ressuscité son « Moyen Âge bien-aimé », il rêve un instant et dit : « Tournier les pages d'un antiphonaire, si vous saviez comme ça me plaît », puis annonce : « A la première ligne du générique du Nom de la rose, on lira : Sur un palimpseste d'Umberto Eco... »

Sur ce palimpseste d'Umberto Eco, il y a déjà, à l'évidence, un film de Jean-Jacques Annaud.

DANIEL HEYMANN.



Sean Connery.

partout à la recherche de chapeaux romanes qu'il photographie, il bâche l'histoire de l'art, l'archéologie médiévale. Et aussi le cinéma. Diplômé, à vingt ans, de l'IDHEC et de l'école de Vauguard, il devient le wonder boy de la pub, tourne cinquante spots par an : « J'avais honte, je gagnais en une semaine ce que les parents gagnaient en un an. » Jean-Jacques Annaud a aussi « une jolie femme, un joli bébé, une belle maison, une voiture de sport », et des problèmes de conscience. « Composer un poème en images à la gloire d'un triste yacourt, est-ce le but d'une existence ? »

Cependant qu'il fait fortune et perd son âme, Annaud mûrit le projet de son premier long métrage. Laborieusement. Durant sept ans. Tombé amoureux de l'Afrique pendant son service militaire au Cameroun, il sait que l'Afrique en sera le sujet et l'objet. Mais il ne parvient pas à l'écrire, à le produire. Enfin, sur un scénario de Georges Conchon, naît un hymne goguenard à la décolonisation, *la Victoire en chantant*. Rebaptisé pour ouvrir la barrière internationale, *Noirs et blancs en couleur*, le film remporte à Hollywood l'oscar de la meilleure production étrangère en 1978. Quel succès ! Jean-Jacques Annaud shoote aussitôt dans la légende. « Ça a été un bide, un

« Quel était le plus grand danger ? Gérer un budget de 12 millions de dollars ? Non, sombrer dans le ridicule. Les rares visiteurs admis sur le tournage se tenaient les côtes. Il faut dire que mes lions perdaient leurs fausses crinières en courant, mes éléphants-mammouths avaient toujours une défense de guingois... J'ai appris qu'il fallait s'enfermer. Ne se fier qu'à la force des faits. N'importe quel gnomme peut épouser la plus belle femme du monde, s'il le veut vraiment. »

Pour Annaud, en ce moment, la plus belle femme du monde est certainement cette rose, au nom de laquelle il a levé une armée. « Quand on songe à la qualité du mobile des crimes perpétrés dans ce monastère... Pourquoi tuer-on ? Pour un trait d'aristocratie sur le rive, quelle classe ! Cette exécutrice peut sembler obscure aux non-initiés, elle a guidé Annaud tout au long d'une quête qui a duré quatre ans, et dont le tournage actuel n'est que l'aboutissement.

Trouver l'argent, d'abord. Passons sur les avatars de l'entreprise, elle fut très américaine, puis française, autre chose, plus rien... 16 millions de dollars et se trouvent pas sous la robe d'un moine, fût-il bénédictin... Finalement, c'est un tout jeune producteur allemand qui a pris le relais, et l'a gardé. Bernd Eichinger,

« Ce petit homme calme, qui est un magicien. Il a été le décorateur de Pasolini, il est celui de Fellini, le paquebot sublime de *E lo nave va*, c'est lui, et le studio miroitant de *Ginger et Fred*, aussi. Le quatorzième siècle ? Il connaît, il l'a fréquenté grâce à Boccaccio et au *Decamerone* de Pasolini.

« La Vérité », dit-il, quelle vérité ? Nous n'étions pas là, il y a six cents ans, et moi, je ne suis pas Viollet-le-Duc. » On lui a commandé un labyrinthe. Il n'a réfléchi. « Un labyrinthe ? On ne

Parfois, on achoppe sur une question banale : « Où se tient l'abbé pendant l'office ? » D'après Le Goff, chez les bénédictins, il se tient à l'entrée, à droite. D'après le Padre Arpa, conseiller ecclésiastique de Federico Fellini : « Non, monsieur, derrière l'autel. » D'après un érudit allemand : « Non, voyons, plutôt vers le chœur. » La confusion ne s'apaise que lorsque Jean-Jacques Annaud découvre dans un monastère près de Venise une publication qui affirme que chaque abbaye assignait une place différente à son nhé durant l'office.

Trouver le cadre idéal ne fut pas ou plus une mince affaire. Durant trois mois, Annaud visita trois cents abbayes à travers l'Europe. Finalement, c'est dans le cloître d'Eberbach, près de Francfort, construit par les moines cisterciens au douzième siècle et pratiquement inchangé depuis, que seront tournées les scènes d'intérieur.

Trouver les personnages : Sean Connery en franciscain à la barbe rêche ; F. Murray - Salieri-Abraham en redoutable inquisiteur ; le Père-abbé Michael Lonsdale ; le gardien octogonaire et aveugle de la bibliothèque joué

Week-ends réalisés avec l'équipe de « Beaux Arts Magazine » : 2 à 5 jours, de 1 600 à 3 850 F.

Week-ends réalisés avec l'équipe de « Beaux Arts Magazine » : 2 à 5 jours, de 1 600 à 3 850 F.

### BEAUX ARTS

#### WEEK-ENDS POUR AMATEURS D'ARTS

DOCUMENTATION  
DÉTAILLÉE VOYAGES BEAUX ARTS  
PAR CORRESPONDANCE A  
FNAC VOYAGES, 6 BD DE SÉBASTOPOLE  
75004 PARIS - TEL. 42.71.31.25  
(Ecrire très lisiblement)

Nom et Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Week-ends réalisés avec l'équipe de « Beaux Arts Magazine » : 2 à 5 jours, de 1 600 à 3 850 F.

مكتبة من الأصل



# Cinéma du réel

PRÉSENCE DU PASSÉ

On n'a pas oublié ce vieux film de Sam Wood adapté d'une pièce célèbre de Thornton Wilder, *Our Town*, vu au lendemain de la guerre. Dans *God's Country*, qui inaugure samedi la manifestation de Beaubourg, Louis Malle renouvelle cette démarche par l'effet du cinéma direct: il tient lui-même la caméra, communique «directement» avec ses personnages, des petits provinciaux qu'il observe avec une affection minutieuse. Comme s'il avait enfin rencontré cette Amérique profonde nû il a chahuté de vivre il y a une dizaine d'années et qu'il avait un peu laborieusement décrite dans son dernier film de fiction *Alamo Bay*, alors qu'une sorte d'instinct secret le porte vers le documentaire. On se souvient de son *Calcutta* (1969).

*God's Country* (le Pays de Dieu) nous présente dans sa première heure une galerie de portraits familiers, parfois surprenants. Il y a la vieille dame enjouée qui cultive ses tomates, le policier, le gros fermier, le jeune couple venu à la terre avec des ambitions plus modestes, l'avocat progressiste et sa femme qui fait du théâtre, la juive intellectuelle ignorante des contraintes morales. Nous suivons un mariage populaire à l'américaine avec sa franche vulgarité, visitons l'Asile pour le troisième âge avec ce vieillard à l'humour noir qui répond à Malle, lui demandant où il aimerait se trouver: «Au cimetière».

Louis Malle a découvert Glencoe, sa petite ville, 5 000 habitants, une centaine de kilomètres à l'ouest de Minneapolis, en 1979, un lendemain de la guerre du Vietnam encore proche, mais qu'on veut oublier au plus vite.

Le cinéaste est revenu en août dernier, et c'est la seconde partie, une demi-heure. Il a revu la plupart de ses amis, d'abord la vieille dame aux tomates, aujourd'hui âgée de quatre-vingt-neuf ans et toujours alerte. La jeune femme libérée a quitté Glencoe pour la Floride. Mais la crise frappe durement. Les jeunes fermiers juste installés, avec leurs trois enfants, veulent les envoyer à l'école, afin

**Louis Malle à la découverte de l'Amérique profonde. Un juif et un Palestinien d'Amérique de retour à Jérusalem. La magie du Gange. Quelques films pour le cinéma du réel.**

qu'ils puissent plus tard mieux se débrouiller. Le gros fermier a 100 000 dollars de dettes...

*God's Country* illustre à la perfection la politique de plus grande rigueur adoptée cette année par les organisations de la manifestation de Beaubourg.

Un second film, hollandais par sa production, mais international dans sa conception, *Stranger at Home* (Etranger dans son pays), recule les limites de l'intervention du cinéaste dans le récit. Rudolf Van der Berg, le réalisateur, lui-même juif, décide d'accompagner

cateur de certains films militants. Il évite le double piège, l'humanisme rassurant à la Camus, la mauvaise conscience qui fausse toutes les données. *Stranger at Home*, malgré l'ostentation d'un tel sujet, reste du début à la fin un spectacle passionnant.

Mais le plus beau film montré cette année à Beaubourg est l'œuvre d'un peintre indien bien connu à Paris, où il réside depuis 1968: *Eau, Ganga*, de Viswanathan. Un des meilleurs cinéastes contemporains, Ador Gopalakrishna (*le Piège à rats*), né comme lui au Kerala, l'a assisté en tant que conseiller technique.

Deux heures durant, sans paroles, mais avec un travail extraordinaire sur l'image et la bande sonore, le peintre-cinéaste nous fait remonter le Gange de son embouchure à la source. Ici pas de contemplation béate de l'activité humaine. Viswanathan capte la matière, le travail des hommes, en un mouvement perpétuel, comme si la moindre vibration d'un filet de pêcheurs sous l'effet du vent, la foudre qui s'abat en une seconde au loin, mais semblerait-il juste à côté, participaient d'un même équilibre éternel. *Eau, Ganga* doit être vu dans le détachement total du spectateur s'abandonnant au seul plaisir des sens, quand chaque seconde semble cacher un nombre d'or, chaque paysage un mystère, chaque être humain une beauté secrète.

Le Festival du réel s'achèvera peut-être avec la présentation, en «film-surprise», du fameux «document» d'Ingmar Bergman sur le tournage de *Fanny et Alexandre* (*le Monde du 28 février*). Seront montrés également, hors compétition, *la Grande Allure* de Pierre Perrault et *Amsterdam, New York, Hong Kong*, Genève de Johan Van der Keulen, confrontation de quatre villes modernes s'agglomérant en une cité idéale prise dans «le plus grand mythe, celui de la croissance perpétuelle et illimitée» (J. Van der Keulen).

LOUIS MARCORELLES.

★ Centre Georges-Pompidou, 80 16 mars.

# Girolamo Arrigo

« LE RETOUR DE CASANOVA »

AVEC Adieu Garibaldi, Girolamo Arrigo avait, en 1972, mis le feu à l'Opéra-Comique; pour quelques déhanchements d'écclésiastiques, les Strasbourgeois lui avaient - à la lettre - craché au visage; dix ans plus tard, Garibaldi entrât à la Scala. En avril dernier, le public très smart du Grand Théâtre de Genève légalisait le *Retour de Casanova*, où le même Arrigo, sur un livret de Giuseppe Di Leva d'après Arthur Schnitzler, renouait avec la tradition du grand opéra romantique. Le *Retour de Casanova* est repris le 6 mars au Théâtre des Champs-Élysées, mais sans la mise en scène de Jorge Lavelli, comme un simple oratorio. Triste sort, lorsqu'un se réclame de Verdi et de Puccini, d'être exécuté comme du Beethoven.

« Un risò! Un risò! Madame, vous êtes heureuse, n'est-ce pas? Mais, mais, je ne peux pas chanter en risò... » Une scène, une fosse, et le mezzo aurait trouvé, bien sûr, et la note et le rire. Mais là, en jupe et pull, répétant dans un studio de la Maison de la radio, avec pour tout orchestre un piano droit, elle n'arrive pas à se prendre pour une locandiera mantovane. Y arrivera-t-elle le 6 mars quand elle chantera en public? Pas sûr. On ne rit pas vraiment quand on chante l'opéra au concert.

Jamais décor, jamais mise en scène n'auraient pourtant été plus utiles. Le *Retour de Casanova* est un opéra comme un autre, mais comme un autre, certains croient qu'on ne pourrait plus en faire. Italien (presque), Arrigo est sicilien. Librettin (comme *Don Giovanni*), Fellini (comme... *Casanova*). Transalpin jusqu'à l'Autriche (comme *Sensò*). Et crépusculaire comme tout ce qu'écrivait Arthur Schnitzler en un début de siècle où l'homme ne mourait pas seulement à Venise.

A Venise, Casanova revient. Mais vieilles, enlaidies, pervers, violents, prafanateurs, espions. Baryton-basse (comme le Don Juan de Mozart), il tue en duel le ténor, sosie de sa jeunesse. Masqué, il vole une nuit d'amour à la soprano, ribote de son hôte. Cynique, il montre son dégoût à l'autre mezzo, mère de famille rayée de son catalogue. Sans désir, il vend ce qui lui reste d'âme à la police. Et c'est lui, Casanova, qui mettra finalement la jeunesse aux Plombs!

C'est peut-être bien avoir en tête quand on est Autrichien et qu'on écrit le *Retour de Casanova*? L'Italie. Des airs d'opéra. Le genre lyrique et ses conventions. Le texte de Schnitzler croise ainsi en raccourci et presque de manière caricaturale les thèmes de l'ambit, de la trahison, de la lâcheté, de la pureté, de la haine, de la violence. Une

petite fille s'y offre à un vieillard. L'amour s'y consomme à proximité de la mort: séparé de la femme adultère, quatorze ans d'une partie de cartes, monologue de la lettre, quiproquo par une nuit sans lune, chœur de nannies, scène de foule, les ingrédients d'un bon livret y sont réunis. Mais le roman n'est pas de l'opéra.

« Schnitzler a construit le *Retour de Casanova* comme un long monologue, dit Arrigo: je tenais à ce que mon opéra comportât des ensembles et des duos. L'action, dans un roman, ça s'explique; dans un opéra, ça se chante. Avant de faire l'amour à Marceline, Casanova passe un pacte avec l'aimant de la jeune fille, Lorenzi; quand il sort de la chambre, il trouve la même Lorenzi une épée à la main. Comment voulez-vous que le public comprenne un tel revirement? Comment occuper le temps que Casanova passe au lit. Par un ballet? J'ai obtenu du librettiste qu'il m'écrive une arie pour qu'à cet instant Lorenzi exprime à la fois sa haine, sa rage, son amour et son mépris de lui-même. Il est de bonne tradition italienne que la ténor chante juste avant le sommet dramatique de l'ouvrage, au moment le plus exalté. »

Directeur artistique du Teatro Massimo (le palais, Garnier de Palerme) depuis 1975 - un record en Italie, surtout quand on n'appartient ni au PC ni au PS - Arrigo parle d'opéra comme un mécanicien: « Ça marche ou ça ne marche pas ». Ceux où « Ça marche »? Tout Verdi, miraculeusement, et Puc-

ci. Mais dans *Andreas Chénier*, ouvrage de Girolamo inscrit au répertoire un peu partout dans le monde, « ça » a « ne marche pas vraiment ». « Il y a trop de rôles secondaires et l'orchestre est souvent trop lourd pour que la mezzo puisse se faire entendre dans le grave. » Mozart? Presque la perfection. Mais où trouver une Violette (dans la *Clemence de Titus*) ou une Fiorilgi (dans *Costi*)? « On engage une chanteuse et puis on essaie de se persuader qu'elle est capable de chanter Fiorilgi. Mozart, on lui pardonne. Mais on ne pardonne pas ce genre d'erreurs à un compositeur vivant. »

« Il est de bon ton de prétendre, dans le petit monde de la musique contemporaine, qu'on ne peut plus de nos jours écrire un opéra. Il y a quinze ans, personne ne s'y risquait, personne n'en écoutait, on me disait au nez quand je parlais de Rigoleto et de la Traviata. Aujourd'hui, beaucoup de compositeurs ont un opéra en projet (1), mais ils ne vont pas davantage en écouter. Alors, ça ne sont pas les compositeurs d'opéras contemporains qui manquent, ce sont

les établissements qui refusent de monter leurs ouvrages. L'échec, le plus souvent, est assuré. On ne peut écrire pour l'opéra sans avoir vu le répertoire, sans connaître la fonction d'un théâtre lyrique, sans aimer le public et les chanteurs. »

Mais peut-on écrire une musique de son temps selon des modèles vieux d'un siècle? Composer pour voix et orchestre quand le mélodiste a rendu l'âme? Dégager le sens du texte après tant d'années passées à l'estomper?

« L'écriture mélodique est dictée par l'intonation. Une fois que vous avez tracé et rythmé la ligne mélodique, vos choix sont infinis. Rien ne vous empêche d'en profiter de la manière la plus moderne et la plus personnelle. Si le *Retour de Casanova* a eu du succès à Genève, ce n'est pas seulement que les auditeurs ont compris l'histoire: ils se sont trouvés devant un fait théâtral qui les a attirés. »

Théâtre ou musical? « L'opéra est théâtre. L'établissement où j'ai travaillé s'appelle Teatro Massimo. »

ANNE REY.

★ « Le *Retour de Casanova* » de Girolamo Arrigo par le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio France dirigé par E. Giovinetti avec, en solistes, K. Ciesinski, F. Pediconi, S. Reine, E. di Cesare, J. Bastin. Le jeudi 6 mars, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h.

(1) Dans des registres différents, Jacques Charpentier, le jeune compositeur de l'IRCAM Philippe Manory et, bien sûr, Pierre Boulez.



ODEON THEATRE NATIONAL  
Direction: Franco Battiato  
ALBERT CAMUS  
**LES JUSTES**  
Mise en scène: JEAN-PIERRE MIQUEL  
7 MARS/10 AVRIL LOCATION OUVERTE Tél. 43.25.70.32

CHAILLOT THEATRE NATIONAL  
LE PARC  
Borho Strauss - Claude Régy  
Grand Théâtre - Du 28 février au 23 mars  
MADAME DE SADE  
Yukio Mishima - Sophie Loucachevsky  
THÉÂTRE GÉMIE - Du 6 au 28 mars  
Grand Foyer  
THÉÂTRE DES ENFANTS. Rock à fil, opéra-rock pour MARIONNETTES à fils de KARINA CHÉRÉS, jusqu'au 22 mars.  
RÉCITATIONS & CONVERSATIONS. Récital de musique du XXI<sup>e</sup> siècle avec MARTINE VIARD, chant et CLAUDE LAVOIX, piano, les 9 et 10 mars à 20h30. Lecture de pièce. FANTÔMES à KITAHAHA de KOBÔ ABE, le 17 mars à 20h30. Lecture de poésie. JACQUES DARRAS, le 24 mars à 20h30.  
RENSEIGNEMENTS - RÉSERVATIONS - 47.27.81.15.

THEATRE DE LA HUCHETTE  
Création  
RHAPSODIE-BÉTON  
de Georges MICHEL  
M. en sc. MICHEL GUYEUER  
« Casanova, caricatural, plus vrai qu'on ne le pense (le Poète).  
« Le dieu d'homme est au menu » (L'Espresso).

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE  
présente  
LA COMPAGNIE DE L'ESQUISSE

LE ROYAUME MILLENAIRE  
chorégraphie  
Joëlle Bouvier-Régis Obadia  
du 4 au 8 mars 1986 à 20h30  
le 9 mars à 17h  
THEATRE DE PARIS  
15 rue Blanche 75009 Paris  
Réservations: 48.25.40.25

Tempête  
Arlette Namand  
Passions  
mise en scène  
Jean-Paul Wenzel  
LES FÈRES  
à partir du 6 mars  
43.28.36.36

CLAUDEL PAUL  
LA VILLE  
du 27 février au 20 avril  
Théâtre des Amandiers Nanterre  
Location: 47.21.18.81  
Mise en scène: Bernard SOBEL  
Coproduction: Nanterre Amandiers & Théâtre de Gennevilliers

MAU BEAU-FRÈRE A TUE MA SŒUR















# RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

## Paroles et images à Haïti

«Haïti libre» : le tee-shirt barré de rouge et de bleu est un peu la fièvre du moment. La séquence d'«Infovision» (TF1) consacrée, jeudi, à cette île des Caraïbes. Ce reportage n'est pas la première fois que l'île est au centre de l'attention. Et c'est à juste titre. Haïti est un pays tout juste sorti d'une longue période de dictature. Avant tout, des images. De superbes images. Et le récit, filmé avec une grande pudeur, de ce bouleversement et des acteurs qui l'ont permis : l'Eglise, les jeunes.

Ces plans : la vue sur la Citadelle «passé de puissance et de gloire», les manifestations — la rue de plus en plus dicte sa loi — la misère en ville et dans les campagnes... Et voici l'histoire des enfants de la première République noire. La liberté de parole toute neuve, «l'ouverture d'une voix», selon la formule de l'évêque de Cap-Haïtien (au nord de Haïti), Mgr Gayot, permet le récit d'une ancienne prisonnière de Fort-Orange, la prison politique de «Papa Doc». La scène de harcèlement d'un «tonton macoute» dans la rue en est l'aboutissement logique.

Ce reportage, fruit d'un séjour de trois semaines dans le pays, livre une part d'Haïti dans un festival de plans très soignés. Un seul regret : lorsqu'on possède des images de cette qualité, vingt petites minutes c'est court.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

\* «Infovision», jeudi 6 mars, TF1, 20 h 35.

## Mercredi 5 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 30 Football : Inter de Milan-FC Nantes. Quarts de finale (aller) de la Coupe de l'UEFA. Pendant la mi-temps, à 21 h 15, tirage du Loto.  
22 h 20 Par la force des choses : Des éléments déchirés. Série de Raoul Commen. Avec le concours d'Haroun Tazieff. Pour ce deuxième numéro d'une émission en trois parties, il est question des incendies de forêts, des avalanches, des inondations, de la pollution en mer.  
23 h 15 Football : FC Barcelone-Juventus de Turin. Coupe d'Europe des clubs champions, quart de finale (aller), en direct de Barcelone (à 20 h 10).  
0 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Téléfilm : Attendez que maman revienne. De B. Eyre et B. Pinsky. Avec P.-M. Glaser, D. Wallace. — Ou comment un papa poule « macho » se rend compte que s'occuper d'un foyer et trois enfants n'est pas de tout repos.  
22 h 10 Magazine : Mol... Je. De B. Bouthier. Au sommaire : Le téléphone rose (l'arrestation par téléphone) ; Ils vendent tout (les attachés de presse) ; La main de masseur (le « kind » des comédiens) ; Stars à mi-temps (les travailleurs qui mènent une double vie, en chantant et jouant pendant leurs loisirs).  
23 h 10 Histoire courte.  
23 h 45 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Variétés : Pollen. Émission de Jean-Louis Foulquier. Avec Michel Jonasz et Yveline Samson.  
21 h 35 Théâtre. Magazine de la mer de Georges Perouz.  
22 h 20 Journal.  
22 h 50 Cinéma : La Trappe. Film français de B. Favre (1983), avec R. Berry, B. Boivin, S. Chevalier, M. Perrone, R. Remuc.  
23 h 5 Journal.

## Jeudi 6 mars

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Infovision. Magazine d'A. Dancers, R. Pic, M. Albert, J. Decornoy, B. Laine. Au sommaire : le miroir aux sorcières ; les tuteurs du Brésil (le territoire en Belgique) ; l'après-bébé Doc en Haïti ; Liban : les chutes intégrées.  
21 h 50 Football : Malheur du jeu. De K. Couror et H. Hart, scénario et dialogues J. Nation et P. Yurich, avec D. Cannon, H. Hahn, L. Langland. Bassesse, orgueil, jalousie, tentative de meurtre, sont, décidément, les ingrédients principaux de ce feuilleton américain.  
23 h 5 Journal.  
23 h 20 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE

20 h 35 Cinéma : Pain, amour et fantaisie. Film italien de L. Comencini (1953), avec G. Lollobrigida, V. de Sica, R. Riso, M. Morini, V. Riento (N.). Un marchand de gendarmes, nommé dans un village du sud de l'Italie, courtise la sage-femme, tout en laissant la fille la plus pauvre et la plus belle de l'endroit. Comédie « italienne », satirique et sociale, qui passa, à tort, en France, pour un foliole sur le glas du « néo-réalisme ».  
22 h 5 Magazine : Planète foot. La Coupe d'Europe et la Coupe du monde ; rétrospective : l'historique des joueurs par poste.  
23 h 10 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : Parfum de femmes. Film italien de Dino Ris (1974), avec V. Gassman, A. Moio, A. Belli, M. Orlet, F. Ricci, E. Veronesi. Un ancien capitaine d'infanterie, aveugle et mutilé, obéit par les femmes, voyage en Italie avec un jeune homme qui lui sert d'ordonnance et qu'il tyrannise. Humour noir, bouffonnerie grinçante puis, peu à peu, révélation douloureuse d'une solitude morale, des secrets d'un comportement. Maitrise de Dino Ris dans le mélange des genres. Interprétation prodigieuse de Gassman.  
22 h 20 Journal.  
22 h 45 Téléfilms portugais. Série d'Yvon Bussan, réal. F. Courtremanche. Cette troisième promenade au Portugal nous emmène dans le Minho, « jardin du Portugal », situé dans le nord du pays. Un endroit très pauvre mais qui, malgré la dureté du travail, s'empare des habitants de faire la fête. Découverte d'un artisanat très riche.  
23 h 10 Prélude à la nuit. « Sérénade pour cordes » de Tchaïkovski, par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, dir. G. Armand.  
CANAL PLUS

20 h 35, Roy meeta Grl, film de L. Carax ; 22 h 28, Fabomabile De Pithon, film de R. Pouch ; 23 h 50, Un dimanche de Sicile, film de M. Visconti ; 1 h 25, Le royaume des glaces.

Un paysan du royaume de Savoie se fait colporteur l'hiver, jusqu'en Italie. Mais l'hiver 1859-1860 n'est pas comme les autres.  
0 h 30 Prélude à la nuit.

### FR3 PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h, L'Égo en fleur ; 17 h 15, A deux sur la trois (Et... ; Fragile Rock ; Bizarro, comme c'est bizarre ; Intégrité et pizza à l'ail ; Il faut le faire Croq'valdi) ; 18 h 55, Mighty Mouse ; 19 h 30, Campagne électorale.

### CANAL PLUS

21 h, Mon Dieu, comment m'a-t-on traité si bas, film de L. Comencini ; 22 h 45, Parry, film de N. Oshima ; 0 h 40, Le Dernier combat, film de L. Besson ; 2 h 30, Superstars.

### LA 5

20 h 30 Feuilleton : Flamingo Road.  
22 h 15 L'inspecteur Derriest.  
22 h 30 Big bang.  
23 h 30 Rediffusion du programme de la soirée.

### TV6

De 14 h à 2 h, programme musical.

### FRANCE CULTURE

20 h 30 Pour quel dire, avec Bruno Roy. Portrait de Robert Walser, poète, écrivain suisse.  
21 h 30 Musique : Muzurica au Carvin, œuvre électro-acoustique d'A. Savourny.  
22 h 30 Nuits magiques.

### FRANCE MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné le 28 février à la salle Pleyel) : Les Maîtres chanteurs de Nuremberg (ouverture), de Wagner, Concerto pour violon et orchestre en mi mineur, de Mendelssohn, Tableaux d'une exposition, (orchestration de Maurice Ravel), de M. Moussorgski, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlanov, sol. V. Trifunovic.  
23 h. Les sélections de France-Musique : Jazz-club, en direct du New Morning.

### LA 5

20 h 30 Jeu : Pentathlon.  
22 h 30 Météo, etc.  
23 h 30 Rediff. des programmes de la soirée.

### TV6

De 14 h à 2 h, programme musical.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 « L'Assommoir », de J.-C. Mowyon. Avec J. Mauchet et R. Coggio.  
21 h 30 Nuits en marge, ou l'actualité du livre.  
22 h 30 Nuits magiques.  
0 h 10 De jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (saison lyrique, en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : « Le Retour de Cassandre », de L. Artois, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de femmes de Radio-France, dir. R. Giovannetti, sol. K. Ciesinski, F. Podionni, R. Caselani.  
23 h. Les sélections de France-Musique : Rachmaninov ; à 1 h, Bing Crosby et les crooners.

Les programmes des trois chaînes, de France-Culture et de France-Musique avant 20 h 30 se trouvent dans notre supplément (le Monde du 1<sup>er</sup> mars).

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MERCREDI 5 MARS

— M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, est invitée au journal de 18 heures, sur RTL.

— M<sup>me</sup> Pierre Méhaignerie, président du CDS, député et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, et Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, débattent à propos de l'agriculture en France, à 18 h 30 sur RTL.

— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, est à « Face à face », sur France-Inter, à 19 h 15.

— M. Charles Hernu, ancien ministre, maire de Villeurbanne, est interviewé sur Europe 1, à 19 h 15.

### JEUDI 6 MARS

— M. Jacques Chabaut-Delmas, ancien premier ministre, député RPR de Giroude, est reçu sur RMC à 8 heures.

— M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, est invité au journal de 18 heures sur RTL.

— M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS et député UDF de Haute-Loire, participent à un « Face à face » sur la protection sociale, à 18 h 30 sur RTL.

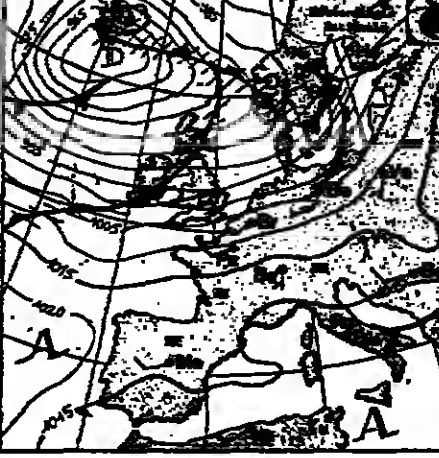
— M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, est à « Face à face » sur France-Inter à 19 h 15.

— M<sup>me</sup> Marie-France Garaud, ancienne conseillère de MM. Pompidou et Chirac, est interviewée sur Europe 1 à 19 h 15.

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 05.03.86 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 05.03.86 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 5 mars à 0 heures et le jeudi 6 mars à minuit.

Le front froid « CS » s'avance lentement la moitié sud-est de la France en s'attardant sur les Alpes, tandis qu'une traîne d'ouest modérée s'établit sur le reste du pays en s'attendant l'après-midi.

Jeuil : Dès le début de la matinée, le temps sera couvert et pluvieux des Pyrénées occidentales et centrales au Massif Central, jusqu'aux frontières du nord-est et au Jura, avec de la neige au-dessus de 1500 mètres d'altitude. Les nuages et les pluies progresseront au cours de la journée vers les Alpes et les régions méditerranéennes, avec de la neige également au-dessus de 1500 mètres sur les Alpes, puis 800 mètres la nuit.

Sur tout le reste du pays, c'est un temps instable qui s'établira, avec alternance d'éclaircies et d'averses. Les

averses seront assez fréquentes près de la Manche le matin. Elles se précipiteront parfois sous forme de giboulées de neige au-dessus de 800 mètres d'altitude sur le Massif Central, et pourront être accompagnées d'orages près des côtes bretonnes et aquitaines. Les éclaircies deviendront plus belles l'après-midi.

Les vents d'ouest seront assez forts près de l'Atlantique, forts en Manche. Les vents de sud-est se renforceront également près de la Méditerranée, où ils deviendront forts la nuit.

Quant aux températures, les minimales seront de l'ordre de 3 à 5 degrés en général et les maximales 7 à 10 degrés du Nord au Sud, 15 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 4 mars, le second le minimum de la nuit du 4 mars à 5 mars) : Ajaccio, 14 et 3 degrés ; Biarritz, 14 et

SERVICE

Service d'au

## PARIS EN VISITES

### JEUDI 6 MARS

« Le dix-huitième siècle au Musée des arts décoratifs », 13 h 45, hall (J. Angot).

« Les appartements d'Anne d'Autriche au Louvre », 14 h 15, bureau d'information, salle du Mansard (S. Rogee).

« Le feu de la boulangerie Poilane », 14 h 30, 87, rue Brancion (E. Roussin).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, métro Cité, sortie marché aux fleurs (M. Polyer).

« Treize riches hôtels et passages du Faubourg-Saint-Honoré », 15 heures, parvis de la Madeleine (M.-C. Lamine).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'Opéra, la vie montpalière au dix-neuvième siècle », 13 h 30 entrée, (P. J. Jéat).

« Moulins et vieux village de Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filles).

« Jardins et cours de Moulinsard », 14 h 30, façade Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« La Sorbonne, histoire de l'université et du Quartier latin », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (M. Raguenan).

« Port Royal intérieurement du cloître le plus poétique de Paris », 15 heures, 123, boulevard de Port-Royal (Paris et son histoire).

« Les peintures de la réalité », 15 heures, Louvre porte Desnos (Paris et son histoire).

« Les thermes de Chaux », 15 h 30. Tél. : 47-34-25-15.

« Exposition de Rembrandt à Vermeer », Grand Palais. Tél. : 42-55-58-81 (Approche de l'art).

« Hôtels du Marais (sud), place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lohas (G. Botton).

## CONFÉRENCES

Salon Franco-Américain, 9, avenue Franklin-Roosevelt, 17 h 30 : « Le roman latino-américain comme source d'inspiration du vingtième siècle ».

Institut historique allemand, 9, rue Mâcon, 18 heures : « Les causes économiques de la guerre des paysans en 1525 ».

62, rue Madame, 14 h 30 : « Le Bonheur », 19 heures : « Petrus et les Nababes ».

26, rue Bregnot, 19 h 30 : « La vie harmonique selon le Vedanta ».

5, rue Laffitte, 19 h 30 : « Cycle philosophique d'Orient et d'Occident, sociologie politique : droits et devoirs de l'individu dans la cité ».

21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, conférence-débat : « La CCFD, organisation non gouvernementale catholique de développement du tiers-monde », M. Gabriel Mère, directeur de CCFD, administrateur de l'UNESCO.

Salle Chaillet-Gallien, 28, avenue George-V, 14 h 30 : « L'origine des Etrusques ».

Centre Vercors, 18, rue de Vercors, 20 h 30 : Soirée-débat « La mort des solitaires » (M<sup>me</sup> Franco Quéré).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 5 mars :

### DES DÉCRETS

— N<sup>o</sup> 86-294 du 27 février 1986 instituant un comité interministériel relatif à l'énergie.

— N<sup>o</sup> 86-295 du 27 février 1986 fixant les conditions de l'option pour le crédit d'impôt institué en faveur de la recherche.

— N<sup>o</sup> 86-297 du 4 mars 1986 relatif à la contribution exceptionnelle de l'Etat à la création d'emplois industriels dans la région Nord-Pas-de-Calais.

### DES CIRCULAIRES

— Du 21 février 1986 relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement. Répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques accueillant des enfants de plusieurs communes. Application de l'article 23 de la loi n<sup>o</sup> 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée.

— Du 21 février 1986 relative à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement. Planification scolaire pour les écoles et les classes élémentaires et maternelles publiques.

### UN ARRÊTÉ

— Du 4 mars 1986 relatif à la taxe parafiscale sur les spectacles.

## EN BREF

### EXPOSITION

L'HOMME TRANSPARENT. — Diverses manifestations sont organisées à Chambéry sur le thème de la santé. Du 19 au 22 mars : « Regardez sur la folie » pièces, films et conférences. Du 16 avril au 16 mai : « L'homme transparent et la santé » : découverte du corps humain. Enfin, un volet historique du 15 avril au 15 mai : « L'art de soigner au fil de la mémoire savoisienne » permettra une approche de la médecine et des médecins d'hier en Savoie.

\* Association pour la Maison de la culture de Chambéry et de la Savoie (AMCCS), Théâtre Charles-Dullin 73000 Chambéry, Tél. : (06) 79-33-25-19.

### LOISIRS

CARTE JEUNES POUR VALLOIRE. — L'Association pour la diffusion de la carte jeunes et le SIVC proposent aux jeunes de plus de dix-huit ans titulaires de cette carte un week-end de ski à Valloire (Savoie), du 7 au 9 mars. Le forfait de 578 F comprend le départ de Paris le vendredi en train couchettes, la pension complète, les transferts, prêts de matériel, remontées mécaniques, et le retour à Paris par le TGV-neige le dimanche soir.

\* Inscriptions : Association pour la diffusion de la carte jeunes, tour Olivier-de-Serres, 8<sup>e</sup> étage, bureau 810, 75015 Paris. Tél. : 45-33-13-13 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

### SPORTS ET LOISIRS

VOUS POUVEZ COURIR... — La Direction départementale de la jeunesse et des sports de Paris, le

Comité départemental d'athlétisme et l'USP de Paris organisent, le samedi 8 mars, un « cross pour tous » dans le bois de Vincennes (autour du lac Saint-Mandé) et le bois de Boulogne (pelouse de Saint-Cloud). Tout le monde peut participer à cette manifestation gratuite à laquelle, déjà, 10000 enfants de l'enseignement primaire sont inscrits. Les départs s'échelonneront de 9 heures à 10 h 30, selon l'âge des participants.

\* Pour tous renseignements, s'adresser à la Direction départementale de la jeunesse et des sports, 25, rue de Ponthieu, 75381 Paris, Cédex 88. Tél. : 43-59-01-49, poste 261.

### STAGE

ECOLE D'ARCHITECTURE DE VERSAILLES. — L'Ecole d'architecture de Versailles organise, du 24 mars au 27 juin 1986, un stage de formation continue en conception assistée par ordinateur, et de dessin assisté également par ordinateur. Après par la région d'Île-de-France, cette session s'adresse plus particulièrement aux architectes, ingénieurs et techniciens du bâtiment ou de l'aménagement de l'espace.

\* Ecole d'architecture de Versailles, 2, avenue de Paris, 78000 Versailles, service de la formation continue. Tél. : 39-51-52-51.

### VIE ARTISTIQUE

CONNAÎTRE LA MUSIQUE. — Ecole Musique regroupe une quarantaine de professeurs, tous diplômés d'Etat, qui donnent des cours particuliers d'une heure, à domicile, aux enfants et adultes de tous niveaux, quel que soit le

quartier, tous les jours (même le dimanche) pour tous les instruments. Le prix des cours est fixé à 150 F l'heure. Ils peuvent être complétés par des cours collectifs de solfège et d'histoire de la musique. La formation, dispensée par l'Ecole Musique donne lieu à l'obtention de diplômes agréés par le ministère de la culture. Cet organisme propose également un stage d'été du 2 au 13 juillet, à Celles dans le Var.

\* Inscriptions et renseignements : Ecole Musique, 30 rue de la Réforme, 75028 Paris. Tél. : 43-67-54-46.

### VIE PRATIQUE

CORDON BLEU SVP 1. — Comment préparer un repas recherché, lorsqu'on manque de temps et que l'on n'est pas particulièrement doué pour la cuisine ? « Chef-Service », résout le problème. Après un coup de téléphone vingt-quatre heures avant pour composer le repas, des membres de l'organisation font les courses le jour même, et cuisinent chez vous. Il faut compter pour un menu classique pour quatre personnes, 180 F par tête, prix incluant préparation et aliments. Quelques exemples de menus proposés : entrées : soufflés aux poireaux, quiche au cresson, tourte au saumon frais, moules au chili et à la crème, etc. ; plat principal : gigiers de canard, confits, lapin à la moutarde, filet mignon aux courgettes, saucisse de bœuf aux deux choux... On peut aussi commander des repas exotiques, macrobiotiques ou végétariens. Vous serez responsables à faire le service et la vaisselle.

\* Chef-Service. Tél. : 43-62-34-42.

Publications de la Documentation







هكذا من الأصل

# COMMUNICATION

PENDANT SA PREMIÈRE SEMAINE DE DIFFUSION

## La « 5 » a pris 15 % du marché en Ile-de-France

En dépit de ses nombreux problèmes techniques, de diffusion, la cinquième chaîne a largement gagné le pari de sa première semaine de lancement. Les mesures effectuées par SOFRES-Nielsen, auprès de deux cents foyers en région parisienne, la créditent de 15 % du marché en audience cumulée et de 13 % en audience moyenne. Elle grignote les positions de TF1, Antenne 2 et Canal Plus, mais c'est surtout FR3 qui a souffert de la concurrence de la nouvelle chaîne privée. Cette redistribution des cartes entre cinq diffuseurs est compensée par une augmentation sensible de l'audience générale de la télévision. Celle-ci est passée brutalement de 80 % à 91 % en audience cumulée.

Ces premiers chiffres ne préjugent pas de la suite du feuilleton. D'une part la « 5 » va sans doute voir s'améliorer peu à peu ses conditions de réception. D'autre part, le regain d'intérêt des téléspectateurs pour le petit écran risque de s'atténuer, passé l'effet de la nouveauté. Enfin, la chaîne musicale, qui n'est qu'à ses balbutiements, connaitra-t-elle aussi la conquête des téléspectateurs. On peut donc s'attendre à de nouvelles modifications du paysage.

Quels sont les atouts de la « 5 » dans cette lutte concurrentielle ? La nouveauté d'abord, puisque après les deux premières soirées - qui totalisaient respectivement 62 % et 45 %

de téléspectateurs - l'audience cumulée de la chaîne s'est stabilisée autour de 30 %. Les films ensuite, puisque, les jours de programmation cinématographique, la « 5 » atteint 33 % à 37 % d'audience cumulée contre 26 % à 29 % les autres jours. Entre 19 h 30 et 20 h 30, en revanche, les jeux de la « 5 » ne séduisent que 6 % à 7 % des téléspectateurs, qui restent en majorité fidèles à « Cocoricochuy » ou à « La trappe », qui sont habituellement les « locomotives » pour l'audience du journal télévisé et des débuts de soirée, est un joli cadeau de naissance pour la télévision privée.

### Un début de tassement

Reste à savoir si ce rapport de forces ne va pas se modifier avec le démarrage, cette semaine, de la campagne électorale sur les chaînes publiques. La suppression pendant quinze jours de « Cocoricochuy » et de « La trappe », qui sont habituellement les « locomotives » pour l'audience du journal télévisé et des débuts de soirée, est un joli cadeau de naissance pour la télévision privée.

L'Institut Médiamétrie qui a réalisé de son côté un sondage sur

l'audience des nouvelles chaînes privées pendant le week-end dernier, note un léger tassement de l'audience de la « 5 ». Sur l'ensemble de sa zone de diffusion, l'audience cumulée de la « 5 », les 28 février, 1<sup>er</sup> mars et 2 mars, s'élève à 23 % contre 28 % le week-end précédent. La note d'appréciation des programmes reste très mitigée : 11,6 sur 20 (contre 12 la semaine précédente). Sur Paris, l'audience cumulée, quoique plus forte, connaît une chute plus importante : 30 % contre 36 % ; l'indice de satisfaction passe de 11,2 à 9,8.

Mesurée pour la première fois par Médiamétrie, l'audience de la chaîne musicale TV 6 s'élève à 16 % sur l'ensemble du réseau, à 17 % sur Paris. L'indice de satisfaction est de 11,3 au niveau national et de 10,6 à Paris. Selon Médiamétrie, les Français ont toujours tant de mal à recevoir les nouvelles chaînes. Comme la semaine dernière, 31 % des téléspectateurs qui ont essayé de capter les émissions n'y sont pas parvenus. Toutefois, le réglage semble plus aisé en région parisienne où 61 % des téléspectateurs ont réussi à trouver la « 5 » (contre 21 % qui ont échoué) et où 38 % ont obtenu les images de TV 6 (contre 30 % qui n'y sont pas parvenus).

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

### AUDIENCE CUMULÉE - 19 h 30 - 23 h 30 (1)

(En pourcentage. La base est le pourcentage de téléspectateurs ayant regardé la télévision.)

	TF 1	A 2	FR 3	C +	LA 5	TOTAL	BASE
Semaine du 20/2 au 26/2 ...	30	28	17	10	15	100	91
Semaines du 6/2 au 19/2 ....	34	32	23	11	-	100	80

### AUDIENCE MOYENNE - 19 h 30 - 23 h 30 (2)

	TF 1	A 2	FR 3	C +	LA 5	TOTAL	BASE
Semaine du 20/2 au 26/2 ...	35	33	12	7	13	100	60
Semaines du 6/2 au 19/2 ....	38	36	18	8	-	100	50

- (1) L'audience cumulée d'une période prend en compte tous les foyers ayant regardé au moins une minute de cette période.  
(2) L'audience moyenne d'une période est la moyenne des audiences des minutes composant cette période.

### M. PHILIPPE VILLIN NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DU « FIGARO »

M. Philippe Villin a été nommé directeur général de la société de gestion du quotidien le Figaro, le 4 mars. Avant de devenir directeur général, M. Villin a été administrateur général du quotidien (depuis juin 1984) et membre du directoire (depuis janvier 1985). Il était entré à la Socpresse, société mère du groupe Hersant, en mai 1984.

Doté de structures particulières, le Figaro a une double direction : la société de gestion du Figaro SA est présidée par M. Robert Hersant, qui est aussi directeur politique du quotidien ; la société du Figaro SA est présidée par M. André Audinot, directeur de la publication, et son directeur général est M. Christian Grimaldi.  
(Né le 23 octobre 1954 à Compiègne (Oise), M. Philippe Villin est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'École nationale d'administration (ENEA), inspecteur des finances de 1979 à 1983, il entre ensuite à la Direction générale des télécommunications puis à la Socpresse. Il a été maître de conférences à l'ENA, à l'École des hautes études commerciales (HEC) et à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP). Il a collaboré, en outre, à l'ouvrage Le Gaspiillage des élites signé sous le pseudonyme collectif de « Saint-Guillaume » (éditions Robert Laffont, 1984).)

• TF1 diffusera des programmes dans une vingtaine de pays francophones. - « Téléfoot », « Automoto », un magazine hebdomadaire d'actualité, certaines séquences d'« Infovision » et une sélection d'émissions « phares » de TF1 vont être désormais diffusés dans une vingtaine de pays francophones d'Afrique et d'Asie. TF1 précise qu'aux termes d'une convention signée avec le ministère des Relations extérieures, celui-ci prendra en charge les frais techniques de retransmission et les frais d'envoi de ces programmes dans les pays associés dans le réseau de « diffusion culturelle » internationale. - Gabon, Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, Congo, Zaïre, Togo, Sénégal, Centrafrique, Bénin, Madagascar, Djibouti, Île Maurice, Niger, Rwanda, Burundi, Algérie, Maroc, Tunisie, Liban, Vietnam, Haïti, réseau auquel participent également quarante-six États non francophones des cinq continents. TF1 indique, enfin, qu'elle accueille régulièrement en contrepartie, des programmes en provenance des pays du Sud.

## VIENNE ET LA MUSIQUE



L'exposition du Centre Pompidou « Vienne 1880-1938 » présente actuellement les magnificences et le déclin de cette ville mythique, carrefour européen de la création musicale, de Haydn à Webern. Le Monde de la Musique fait revivre cette époque de bouillonnement culturel et musical, notamment à travers les écrits du début du siècle du philosophe Wittgenstein, et en publiant une lettre de Hofmannsthal à Richard Strauss inédite en français. Salomé, vierge fatale porteuse de mort, inspira à Richard Strauss un opéra célèbre donné en avril au Palais Garnier. Et au musée en scène Claude d'Anna, un film qui sortira en mai.

Jacques Drillon parle de Glenn Gould à Jacques Drillon dans une auto-interview originale qui révèle des aspects insoupçonnés de la personnalité du génial interprète des « Variations Goldberg ». Le Monde de la Musique et France Musique ont organisé un débat autour de l'Opéra-Bastille, avec le concours d'éminentes personnalités et des instigateurs du projet. Le compte rendu de cette table ronde.  
Le NOP s'est attaqué à « La Tétralogie » de Wagner : enjeu difficile, pari gagné. Par ailleurs, Boris Vian fait son entrée à l'Opéra. Le Monde de la Musique rend hommage à Leon-tyne Price, qui fut l'AXA du siècle.

Le Monde de la Musique  
de mars. 22 F chez votre  
marchand de journaux

Le Monde de la  
MUSIQUE

## Havas ne détient plus que le quart du capital de Canal Plus

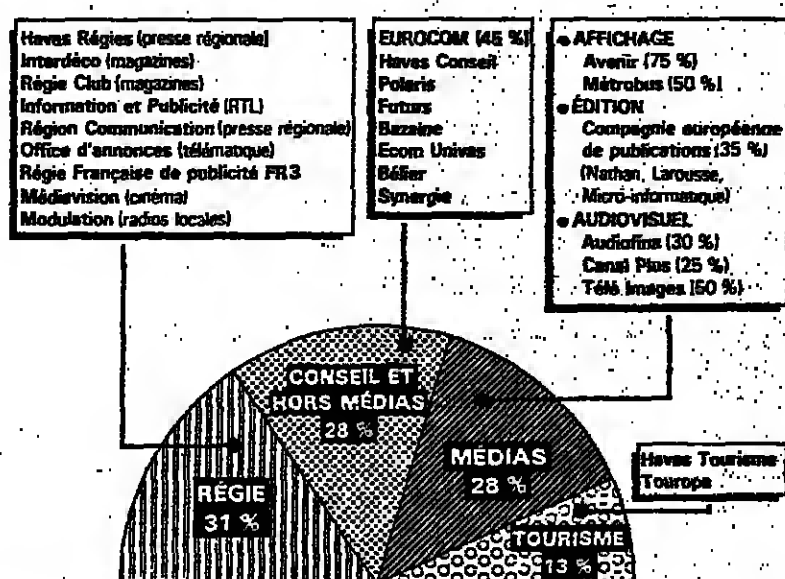
La réduction de la participation d'Havas au sein de Canal Plus, annoncée par M. André Rousselet en septembre 1985, est arrivée à son terme. A l'issue d'une double augmentation de capital, Havas était déjà passé de 42 % à 37,7 % (le Monde du 22 janvier). En vendant une partie de ses actions, le groupe publicitaire ne détient plus aujourd'hui que 25 % du capital tout en restant le premier actionnaire de la chaîne payante.

Ce désengagement se fait au profit de nouveaux partenaires. Outre Parrier, qui avait souscrit 5 % en janvier, on trouve la centrale d'achat d'espaces SGGMD de M. Gilbert Gross (5 %), déjà actionnaire de TV 6, le groupe britannique Granada (3 %) qui a une importante participation dans

la chaîne privée ITV et la Compagnie financière Saint-Germain (2 %), société de portefeuille, actionnaire majoritaire des éditions médicales Masson.

Les premiers actionnaires de Canal Plus ont suivi les différentes augmentations de capital. La Compagnie générale des eaux est toujours le premier partenaire privé de la chaîne payante avec 15,95 %. Elle est suivie par l'Oréal (10,41 %), la Société Générale (10 %), la Granada matras des fonctionnaires (5,27 %) et un ensemble de banques (12,5 %). Le solde est détenu par divers fonds communs de placement et les groupes de presse régionaux associés dès le départ à la création de Canal Plus.

## Dernier virage stratégique avant la privatisation ?



Deux chaînes, une seule ou rien du tout ? A deux semaines des élections législatives, le débat sur la privatisation des télévisions publiques lancé par l'opposition s'enlise. D'un autre côté, le retrait du holding d'Etat SOFIRAD d'Europe 1 et de Radio-Monte-Carlo, souhaité par le président de la République, tarde. Du coup, les regards se tournent aujourd'hui vers le troisième grand « dénationalisable » de l'après-mars : le groupe Havas (1). Avec 10 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1985 et plus de quinze mille salariés, Havas est de loin la première entreprise française de communication. Une situation qui suscite bien des convoitises dans l'espoir, entretenu par l'opposition, d'un transfert en bloc du

groupe au secteur privé ou, mieux encore, d'une vente par morceaux.

Dans chacun des domaines où il exerce son activité, Havas occupe en effet une position enviable. Sur le marché des agences conseil en publicité, le holding EUROCOM occupe la deuxième place européenne et se situe dans le peloton de tête avec l'agence américaine HCM. Présent en presse, en radio, en télévision mais aussi en cinéma et en télématique, Havas est le premier régisseur publicitaire français. Enfin il réalise une part de plus en plus importante de son chiffre d'affaires par investissement direct dans les médias : à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) sont venus s'ajouter Canal Plus et surtout la Compagnie européenne de publication, deuxième groupe d'édition français et troisième groupe de presse magazine, qui a quadruplé son chiffre d'affaires en cinq ans. Sur l'ensemble de ces activités, si l'on ne tient pas compte des pertes de Canal Plus, Havas annonce pour 1985 un bénéfice net social de 100 millions de francs.

### Le futur est sur le câble

Lorsque l'opposition annonce son intention de démanteler cet empire, M. André Rousselet, président d'Havas, réagit violemment : « On peut très bien envisager de privatiser Havas, mais le démanteler, c'est une absurdité. C'est à nous de nous battre pour la logique d'un groupe qui tire sa puissance, sa faculté d'explorer les nouvelles médias, de la synergie entre tous ses secteurs d'activité ». En affirmant cela, M. Rousselet vole au devant des critiques. Celles des experts de l'opposition comme d'une grande partie des professionnels, qui reprochent à Havas d'abuser de sa position dominante en cumulant sur différents médias les fonctions d'agence, de régisseur et de supports. Peut-on libérer le marché sans mettre fin à de tels monopoles ?

M. Rousselet balaise l'objection : « Ceux qui avancent ces arguments ne songent qu'à dépecer Havas au profit d'autres groupes. La France a besoin de grands groupes intégrés, comme le nôtre ou Publicis, qui la protègent contre le déferlement des entreprises américaines. En Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne et en Espagne, les agences américaines ont rafflé 90 % du marché. En France, nous avons réussi à en conserver 65 %. On ne peut libérer sans leur compte des intérêts supérieurs du marché national ».

Depuis quatre ans le patron d'Havas est hanté par ce sous-dimensionnement des entreprises françaises d'audiovisuel face à la concurrence internationale. Il plaide pour la concentration, seul moyen d'acquiescer une taille suffisante pour affronter le défi des nouvelles médias : « Lorsque j'ai cherché des partenaires pour Canal Plus, je n'ai trouvé aucun groupe de communication français capable d'investir une certaine somme de millions de francs sur un pari de ce type ».

Ce pari, M. Rousselet estime aujourd'hui l'avoir gagné. La chaîne

payante a plus de 850 000 abonnés et ne semble pas souffrir du lancement de la « 5 » et de TV 6 : les commandes ne chutent, pas et le taux de remplissage est toujours de l'ordre de 95 %. Pour le président d'Havas, la leçon est claire : « L'avenir d'Havas, c'est Canal Plus et tous les rejets de Canal Plus sur les réseaux câblés ; des chaînes thématiques cryptées sur le sport, les programmes pour enfants ou les films de club-club. Havas doit se tenir prêt pour le grand rendez-vous du câble, qui va devenir le mode dominant de commercialisation de l'information ».

Paradoxalement le patron du premier groupe publicitaire français ne partage pas l'enthousiasme de ses concurrents pour la naissance de la télévision commerciale. « Certes, les nouvelles télévisions vont stimuler l'activité publicitaire. Mais attention : la publicité n'est pas une fin en soi, seulement un moyen, une ressource trop limitée pour être gaspillée dans une concurrence sauvage. Vous voyez qu'il rebrousse du fil, l'ancien ambulant qui reste très colbertiste ».

A moins que le manque d'enthousiasme de M. Rousselet n'ait des raisons plus précises : la CLT n'a-t-elle pas été écartée du jeu par le pouvoir politique ? Sur ce sujet, le président d'Havas ne fait pas de commentaires, partagés entre ses convictions personnelles et sa fidélité au président de la République. Il soutient la candidature de la CLT à l'exploitation d'un ou deux canaux du satellite de télévision directe, au rachat de Télé-Monte-Carlo, à une fréquence permanente ; il songe également à tisser autour de la CLT des alliances internationales, mais ne cache pas qu'il craint des divergences stratégiques entre lui et le groupe Bruxelles-Lambert, l'autre gros actionnaire de la société franco-belgo-luxembourgeoise.

Les échéances politiques ne semblent pas perturber la stratégie de M. Rousselet. Engagé il y a quatre mois, la réduction de la participation d'Havas dans Canal Plus est, aujourd'hui, bouclée. « A la suite de cette cession et des augmentations de capital, l'investissement d'Havas dans Canal Plus ne s'élèvera plus qu'à 18 millions de francs. On ne pourra pas, le cas échéant, reprocher au dernier président d'Havas nationalisé d'avoir été un mauvais gestionnaire ».

Mais l'opération a sans doute une plus grande portée qu'une simple remise en ordre financier. M. Rousselet espère peut-être avoir rassemblé autour de Canal Plus des partenaires qui pourraient le maintenir à la tête de la chaîne en cas d'alternance, voire pousser plus loin leurs investissements si Havas venait à être privatisé ou démantelé.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) Les actionnaires d'Havas sont : l'Etat (50,3 %), la Caisse des dépôts (8,7 %), UAP (4,6 %), le Crédit agricole (1,4 %), AGF (3,7 %), Société générale (1,7 %), BNP (2,6 %), autres actionnaires institutionnels (4,4 %), public et salariés (22,7 %).







# économie

## REPÈRES

### Dollar : stable à 6,80 F

Les cours du dollar semblaient se bloquer à leurs niveaux antérieurs mardi 5 mars, soit 2,21 DM, 6,80 F en 179 vens, après avoir fléchi assez vivement la veille à New-York, où ils avaient touché 2,1950 DM et 6,7650 F, la yen restant inchangé toutefois. Tout le monde attend une réduction des taux en Allemagne, susceptible d'entraîner une diminution du taux d'escompte américain, qui serait plus forte, afin d'éviter de faire monter le dollar, et même de le pousser à la baisse.

### Chômage : quasi-stabilité en RFA

Taux de chômage inchangé en RFA, où le nombre de sans-emploi a été inscrit à 2 593 000 en février, contre 2 590 000 le mois précédent. Le taux de chômage reste inchangé (10,4 % de la population active, légèrement inférieur toutefois aux 10,5 % de février 1985). La président de l'office du travail, M. Franke, a souligné que la très modeste amélioration qui se dessine depuis plusieurs mois se maintient et qu'elle a été masquée par les conséquences sur l'emploi, notamment partiel, d'un hiver rigoureux.

### Croissance américaine : baisse de 0,6 % de l'indicateur composite

L'indicateur composite des principaux indices économiques a baissé de 0,6 % en janvier aux Etats-Unis, après avoir progressé durant neuf mois consécutifs, annonce le département du commerce. Censé préfigurer l'évolution de la conjoncture à court terme, l'indicateur composite avait progressé de 1,5 % en décembre et poussé certains analystes à revoir à la hausse certaines de leurs prévisions. Son recul, en février, est attribué par le département du commerce à la forte baisse des commandes industrielles de janvier. En revanche, l'indicateur n'a pas encore pu refléter la baisse des cours du pétrole, qui devrait permettre à la consommation de se déplacer vers des achats autres qu'énergétiques et alimenter la croissance économique que l'administration Reagan escompte toujours à 4 % en 1986.

### Pétrole : les cours à moins de 12 dollars

Les cours du pétrole brut sur les marchés libres sont tombés, le mardi 4 mars, au-dessous de 12 dollars, pour la première fois depuis 1976. A New-York, le cours du brut américain de référence était coté, à la clôture du marché à terme, à 11,98 dollars par baril, soit 29 cents de moins que la veille. Depuis le début du mois de janvier, les prix ont chuté de plus de moitié et de 60 % par rapport à la fin novembre. Tandis que les contrats indexés sur les cours au jour le jour se multiplient chez les producteurs, dont une large partie vend désormais son brut aux environs de 14 dollars par baril, les compagnies américaines ont réduit leur prix posé à 14 dollars. Les cours des marchés libres, valeurs extrêmes portant sur des quantités marginales, tirent, en effet, les prix de vente réels du brut. En France, le prix moyen de l'essence super est passé à 4,70 F le litre, soit 10 % de moins qu'au 1<sup>er</sup> janvier (5,24 F le litre).

## ENTREPRISES

### Cdf-Chimie : 2 milliards de pertes en 1985

Désagréable surprise, les pertes de Cdf-Chimie devraient être, en 1985, doubles de celles annoncées, il y a une semaine encore, par le gouvernement, dressant un procès bien des entreprises nationales. La filiale de Cherbourg de France avait, en effet, perdu, en 1985, non pas 1 milliard, mais 1,7 à 2 milliards de francs — les résultats officiels ne devant être publiés que fin mars. Ce dernier déficit, pour un chiffre d'affaires d'environ 25,3 milliards de francs, indique un nouvel affaiblissement du groupe chimique, dont les pertes de 2,8 milliards en 1983 n'étaient plus que de 930 millions en 1984. Les besoins en argent frais du groupe s'élevaient désormais à près de 6 milliards de francs. Cet état de quasi-faillite permanente est le résultat d'erreurs de stratégie industrielle, la groupe n'étant pas parvenu à se sortir de sa spécialisation dans la chimie de base, une activité fortement atteinte par deux chocs pétroliers successifs.

### Crédit foncier : bientôt 20 % de prêts privés

En 1985, le Crédit foncier a été autorisé à financer 93 200 logements en prêts à l'accession à la propriété (PAP), dont les deux tiers en secteur diffus, pour un montant de 31 milliards de francs, contre 130 600 en 1984. Il faut y ajouter 7 000 prêts locatifs aidés (PLA). La baisse du nombre des PAP (qui comportent une aide budgétaire à la pierre) au profit des prêts conventionnés (qui ouvrent seulement droit à l'aide personnalisée au logement ou APL) doit se poursuivre en 1986, et cela incite le Crédit foncier à diversifier ses activités, bien que les prêts aidés (PAP et PLA) restent, selon M. Bonin, gouverneur du Crédit foncier, la « rocade » de ses activités. Le Crédit foncier va ainsi développer de nouveaux produits tels que les prêts conven-

tionnés à taux ajustables, les prêts travaux, les prêts aux syndicats de copropriétaires, ou les prêts conventionnés pour la première accession (réservés aux jeunes emprunteurs).

### Banque : Paribas pourrait porter à 10 % sa participation dans la BIAT

La banque Paribas, qui vient de signer un protocole de coopération avec la Banque internationale arabe de Tunisie (BIAT), prévoyant une prise de participation de 6 % au capital de cet établissement (avec apport de 10 millions de francs frais), s'est également engagée sur une option supplémentaire de 4 %. Paribas serait alors le plus gros actionnaire non tunisien. Environ 40 % du capital de la BIAT sont détenus par des non-tunisiens, dont 25 % par des banques arabes.

## Les effets pervers de la baisse du prix du carburant

- Recul du trafic SNCF
- Bouchons routiers exceptionnels

Le ministère des transports commence à s'insérer des effets pervers de la baisse du prix du carburant. Les directeurs des administrations centrales — sécurité routière, routes, transports terrestres et aviation civile — scrutent à la loupe les statistiques de trafic qui font apparaître une modification du comportement des voyageurs.

Ce sont les vacances d'hiver qui ont sonné l'alarme. On s'attendait, certes, à une reprise des départs en vacances, et la direction de la sécurité routière avait prévu les automobilistes qu'ils seraient nombreux sur les routes des stations de sports d'hiver. Le renouveau de l'optimisme des particuliers se conjuguant pour enfler cette vague de skieurs.

Le résultat a surpris tous les spécialistes. Les week-ends de février, au cours desquels les zones 1, 2 et 3 sont parties en vacances, ont connu

une augmentation inattendue du trafic automobile. La direction de la sécurité routière a relevé, pour chaque période allant du jeudi au dimanche (7-9, 14-16 et 21-23 février) des pourcentages moyens de hausse sans précédent. Sur l'autoroute A 6 entre Paris et Lyon, le trafic a été de 6,5 % ; sur le réseau routier alpin, de 5,9 % et sur la seule nationale 90 à Levens, dans le sens Chambéry-Moutiers, de 8 %. Les variations habituelles des flux de circulation n'excèdent pas 2 %. On voit les embouteillages qu'a provoqués cet afflux de véhicules en février.

M. Pierre Denizet, directeur de la sécurité routière, estime que la baisse du prix du carburant a largement contribué à cette inflation routière. En effet, on a constaté, depuis quelques mois, un ralentissement de la progression du trafic voyageurs de la SNCF. De +4 % au premier

semestre 1985, son taux de croissance est tombé à +2 % au dernier trimestre 1985 et à 0 % en janvier 1986. Au mois de février, on note un recul : -0,6 %.

La conclusion qui vient à l'esprit des spécialistes est simple. La chute du prix du carburant a refléchi le comportement économique des Français qui ont commencé à moins surveiller leurs dépenses et qui se tournent vers leur mode de transport préféré : la voiture individuelle. A la RATP, on n'a pas encore constaté un tel renversement, car le prix du parking en centre-ville et l'augmentation des tarifs des ascenseurs pour stationnement interdit dissuadent l'automobiliste de se risquer trop loin, mais on se déclare vigilant, car le risque d'une substitution existe.

Les conséquences d'un regain de faveur pour l'automobile sont encore difficiles à apprécier. On sait seulement que le week-end de Pâques promet d'être très « rouge » sur les

routes de France et que les départs du 30 juin et du 1<sup>er</sup> août vers des bouchons impressionnants parce que les Français ont retrouvé le goût de leur voiture.

Plus inquiétante est l'évolution des comptes d'une SNCF boudée par les voyageurs. Le retour à l'équilibre d'exploitation, en 1989, de la société nationale suppose notamment une hausse annuelle de 2 % de son trafic voyageurs. Ne pas atteindre cet objectif reviendrait à creuser le déficit et nécessiterait un recours aux subventions de l'Etat.

Le prochain gouvernement sera à entendre les arguments des techniciens des transports qui plaident pour une récupération par l'Etat d'une partie de la baisse du prix du carburant afin de ne pas bouleverser l'équilibre entre les modes de transports.

ALAIN FAUJAS.

## AFFAIRES

### AU SALON DE GENÈVE

## L'automobile française se taille la part du lion

### De notre envoyé spécial

Genève. — Les constructeurs français se taillent la part du lion, au Salon de l'Automobile de Genève, qui ouvre ses portes, le jeudi 6 mars, pour dix jours. Peugeot, avec ses cabriolets 205, et Renault, avec ses 21, mais aussi avec un cabriolet Super 5, réplique réussie au lancement par la firme de Sochaux de ses nouveaux modèles, constitueront, pour le grand public, l'essentiel de l'attraction.

Le hasard veut que les stands des deux marques voisinent. L'absence d'anneaux de sécurité sur le cabriolet Renault, qui apparaît ainsi moins ramassé et moins agressif que son concurrent, fera la différence. Les inspirations à partir des modèles de base (la R 5 pour Renault et la 205 pour Peugeot) sont très proches. Les stylistes italiens n'y sont peut-être pas pour rien. Autre constat sur le stand Peugeot, il n'y a plus de 604, désormais fabriquées en quelque sorte, à la demande.

Chez Citroën, ce sont les breaks BX qui font la vitrine, une belle réalisation qui confirme la maturité du modèle. La marque attend le Salon de Paris pour présenter sa toute dernière, une voiture qui n'a pas encore de nom de baptême, mais que l'on pourrait définir comme un petit véhicule (3,50 m environ) des moteurs tout nouveaux (950 cm<sup>3</sup> et au-dessus) fabriquées par la Fran-

caise de mécanique à Douvrin. Cette Citroën sera la voiture modèle de conquête de la firme aux deux chœurs, différente des Visa et d'Alfa Romeo très loin des 2 CV, qui contiennent d'être fabriquées à 250 exemplaires-jour. Il était natu-



Am Salon de Genève, il faut aussi exposer des cabriolets destinés à des automobilistes qui n'appartiennent pas tous aux milieux populaires. La Continental de Bentley : 232 000 francs suisses, hors taxes bien sûr... soit en gros 1 400 000 francs français ou peut-être un peu plus.

rel, dans l'esprit de la direction de Citroën, que Paris, à l'automne, assure le lancement de cette voiture très attendue par le milieu automobile.

Chez les constructeurs étrangers, à part Fiat, avec sa Crona, peu de

grandes nouveautés, sinon chez Volvo, qui présente à Genève son coupé 480 ES. C'est un 1 721 cm<sup>3</sup> à injection, directement inspiré du moteur... de la Renault 21. Il s'agit d'un très élégant véhicule monté aux Pays-Bas et très étoilé des modèles

et utilisés à la fois de la marque italienne. Il s'agit chez Volvo d'une traction avant. C'est une grande première et une concurrence peut-être pour certains modèles français en ce qui concerne les prix (de 100 000 à 120 000 francs).

L'autre constructeur suédois, SAAB, dont on connaît le savoir-faire, expose la 9000 à injection. Spacieuse, moteur agissant aussi sur les roues avant, cette berline de 2 litres à 16 soupapes (130 ch) fera l'objet, dans les semaines qui viennent, d'une présentation sur route.

Ford, avec les Escort et Orion redessinées et dotées d'un antibloquage des roues au freinage, feront aussi recette.

Quant aux Japonais, ils exposent un nombre appréciable de prototypes et des cabriolets aussi. Des « proto » avec tout ce que l'on peut imaginer d'électronique, mais aussi tout ce que l'on peut tirer de la transmission intégrale (Nissan autant que Toyota), une sorte de réponse aux constructeurs européens, mais aussi un message lancé à ceux qui auraient tendance à « tanguiner » que le défi venu du Japon serait une affaire ancienne.

CLAUDE LAMOTTE.

(1) Lancia mettra prochainement sur le marché une version Thema dotée d'un moteur fabriqué par Ferrari.

## Aider les entreprises à technologies avancées

Les entreprises à technologies avancées (ETA) constituent une catégorie très particulière d'entreprises. Aussi faut-il tenter d'analyser ce qui fait leur spécificité avant de pouvoir aider à la création et au développement de ces « éléments forts importants et particulièrement efficaces dans le processus de relance économique ». C'est le sens de la mission que M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, avait confiée à M. Jacques Ragot, président de l'association Entreprise et technologie.

Son étude, remise le 4 mars, porte essentiellement sur la PME qui « constitue, à notre sens, disant les membres de la « mission Ragot », la dynamique industrielle des ETA ». Les membres de la mission ont tenté de dégager les caractéristiques propres à ces ETA et d'analyser les relations qu'elles établissent avec leur environnement (organismes d'aide à la création d'entreprises, milieux financiers, organismes

publics, grandes entreprises, etc.). Leurs conclusions ? M. Jacques Ragot, PDG de Metravib, le résume en quelques mots : les ETA françaises souffrent surtout « du manque technologique quasi nul offert aux PME-PMI », ainsi que de la « difficulté qu'elles ont de trouver des sources de financement ».

Certaines des propositions faites par le groupe de travail vont dans le sens d'une ouverture de ce marché. Il est, par exemple, recommandé qu'il soit « fait obligation » aux organismes de recherche publiques qui ont un budget d'études sous-traité à l'extérieur d'« en confier une partie aux PME-PMI ». On encourage des « clients pilotes » (les universités, EDF, les armées...) à acheter les premiers éléments de série d'équipements de technologie française. Pour aider financièrement les entreprises, le groupe propose par ailleurs

de créer « des Softtech, sociétés de financement de la technologie », et demande que la recherche et le développement puissent être considérés par le système financier « comme un investissement et, à ce titre, être reconnus comme une valeur d'actif ». Ils insistent aussi sur la nécessité « d'engager autour du signe ETA une politique volontariste de promotion », qui passerait, selon eux, par la nomination d'un responsable des ETA, véritable « avocat » de leur cause, au sein de la délégation interministérielle à la PME-PMI.

En marge de leurs dix propositions, et afin de susciter de nouvelles vocations d'entrepreneurs d'ETA, les experts émettent le souhait que la société reconnaisse le « droit à l'erreur ». « Prendre des risques », disent-ils, comme c'est le cas dans les pays anglo-saxons, devrait devenir synonyme de « tenter sa chance ».

E. G.

### N'est pas Leclerc qui veut

### MONSIEUR FRÈRE EST EN CESSATION DE PAIEMENT

Cela devait arriver. M. Michel Leclerc — pas Edouard, fondateur des centres du même nom, ni le fils de ce dernier, Michel-Edouard, devenu ses ennemis jurés — est en état de cessation de paiements ainsi que l'a constaté le tribunal de commerce de Nanterre. L'infirmité des salaires de janvier des 290 salariés du frère d'Edouard Leclerc n'ont pas été réglés, pas plus que les salaires de février, et le tribunal ajoute qu'il s'agit également de sommes importantes aux organismes sociaux, au Trésor et à son banquier.

Pour le tribunal, M. Michel Leclerc a fait preuve d'une entente déloyale dans la gestion de son entreprise. Ses entreprises, faudrait-il dire, puisque le jugement du tribunal de commerce vise aussi bien le « commerce » (780 millions de francs de chiffre d'affaires) que le « gérant » de la Société de carburants et de mécanique (60 millions de francs). Un de ses fournisseurs d'essence, SVFP, n'est pas en liquidation faute d'avoir été payé ? Chaine de pompes vendant de l'essence à prix cassés, importation d'automobiles, services funéraires cherchant à briser les monopoles des concessionnaires faites par les municipalités.

M. Michel Leclerc a touché, depuis plusieurs années, secteurs diversifiés, très protégés, et sans avoir ni l'assise financière, ni la rigueur de gestion, ni la capacité médiatique de son frère.

J. D.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les + les	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	6,8825	+ 40	+ 98	+ 325
DM	4,8806	+ 281	+ 387	+ 467
Yen (100)	2,1708	+ 82	+ 159	+ 586
DM	3,0781	+ 182	+ 238	+ 459
Flou	2,7221	+ 64	+ 128	+ 409
F.S. (100)	15,0199	+ 391	+ 594	+ 669
F.S.	3,6149	+ 143	+ 290	+ 391
L. (1 000)	4,5199	+ 457	+ 654	+ 1059
F. franc	9,5385	+ 343	+ 628	+ 1404

## TAUX DES EUROMONNAIES

	7 5/8	7 7/8	7 11/16	7 13/16	7 5/8	7 3/4	7 1/2	7 5/8
DM	4 5/8	4 7/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 3/16	4 5/16
Flou	5 7/8	6 1/8	5 9/16	5 11/16	5 1/2	5 5/8	5 7/16	5 9/16
F.S. (100)	10	11	11 1/2	11 3/4	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/4
F.S.	3	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2	3 1/4	3 1/2
L. (1 000)	15	17	17 1/2	17 3/4	17 1/4	17 1/4	17 1/4	17 3/4
F. franc	12 5/8	12 7/8	12 5/8	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 5/8
F. franc	8 5/8	8 7/8	8 1/2	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● Douze Airbus pour la compagnie Alia. — Le conseil d'administration de la compagnie aérienne jordanienne Alia a décidé, le 4 mars, d'acheter douze avions au consortium européen Airbus industries. Six Airbus A 310-300 seront livrés de 1987 à 1990 et six Airbus A 320, en 1990 et 1991. Le coût de ces acquisitions s'élèverait à plus de 300 millions de dollars, soit 3,5 milliards de francs.

### Etranger

● Aux Etats-Unis, la moitié de la population est favorable à une augmentation des aides pour les agriculteurs. — Selon un sondage agropécunier, portant sur 1 174 personnes, la moitié des personnes inter-

rogées ont répondu qu'elles étaient favorables à l'accroissement des dépenses fédérales en ce sens, contre 36 % il y a un an.

● Ten vent pour des exportations européennes de beurre à bas prix. — Les douze pays de la Communauté européenne se sont mis d'accord, le 28 février à Bruxelles, pour assouplir le système des subventions aux exportations de beurre, dans l'espoir d'éviter de grandes quantités de ce produit à bas prix, notamment vers l'Union soviétique. La Commission va pouvoir mettre en application son projet qui prévoit la fixation, au coup par coup, du montant des subventions et du prix de vente des stocks publics aux négociants. Jusqu'à présent, ces montants étaient fixés à l'avance, ce qui ne permettait pas de suivre rapidement les évolutions du marché mondial.

### Social

● La CFDT appelle à des débrayages dans les banques le 7 mars. — La fédération CFDT de la banque a appelé le mardi 4 mars les salariés à une demi-journée d'initiatives locales, de débrayages et d'assemblées de personnel pour vendredi. Elle estime que, lors de la nouvelle réunion, le même jour, de la commission paritaire avec le patronat, ce dernier « dira la même chose en matière d'emploi » que le 14 février dernier. Les adhérents de la fédération sont invités à envoyer des télégrammes à l'Association française des banques et à la Chambre syndicale des banques populaires « pour leur demander que soient ouvertes de véritables négociations sur l'emploi et ne soit pas remise en cause la convention collective nationale ».

AGRICULTURE

conflit euro-américain  
des ventes de céréales

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...

Le conflit euro-américain sur les ventes de céréales...



# AGRICULTURE

## Nouveau conflit euro-américain sur les ventes de céréales

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les Etats-Unis exercent une vive pression sur la Commission afin de pouvoir continuer à vendre sans entraves leurs céréales en Espagne, malgré l'adhésion de celle-ci au Marché commun. La CEE a refusé de souscrire à la mise en œuvre des règles de la politique agricole commune (PAC) en Espagne, c'est-à-dire à l'application, à compter du 1<sup>er</sup> mars, à la place du droit de douane de 20 % qui était jusqu'ici perçu, d'un prélèvement mobile sur les importations de céréales en provenance des pays tiers.

M. Clayton Yeutter, représentant spécial de la Maison Blanche pour les affaires commerciales, vient de téléphoner à M. De Clercq, vice-président de la commission chargée des relations extérieures, pour lui confirmer l'importance que Washington attache à ce dossier. Les représentants permanents des Douanes débattent sur la question ce 5 mars à Bruxelles.

Les Américains reprochent à la Communauté de ne pas vouloir négocier et le menacent de représailles. Ils exportent environ 4 millions de tonnes de maïs par an vers l'Espagne et craignent que, par le jeu de la préférence communautaire, ce marché ne leur échappe. La Commission explique qu'elle est tout à fait prête à négocier, mais dans le cadre du GATT (l'accord général qui régit le commerce international) et dont l'administration est à Genève. Comme cela s'est fait lors des précédents fléguements de la CEE, elle ajoute que cette négociation doit être globale, autrement dit, qu'elle doit porter sur l'ensemble des conséquences de l'élargissement industriel et agricole.

Au total, les Etats-Unis gagneront cinq fois plus qu'ils ne perdront avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, fait-on valoir dans l'entourage.

de M. De Clercq. Le tarif douanier commun sur lequel les Espagnols et les Portugais vont progressivement s'aligner est, en effet, sensiblement moins protecteur que celui qui a été appliqué jusqu'à l'adhésion des deux nouveaux Etats membres. Juridiquement, c'est-à-dire au regard des règles du GATT, la position de la Communauté paraît très forte. Il reste que l'élargissement complique les relations agricoles transatlantiques.

Le problème bien réel concerne les céréales mais aussi les grains et huiles végétales, puisque, en l'absence d'une politique européenne cohérente dans ce secteur, l'Espagne va d'un coup se voir ouvrir son marché, jusqu'ici très protégé. Les Dix n'ont pas saisi l'occasion qu'offrait l'élargissement pour combler certaines lacunes de la PAC (par exemple, l'absence totale de protection du marché des corps gras et des tourteaux) et pour remettre de l'ordre dans leurs relations commerciales agricoles transatlantiques. Faute d'avoir été traité à temps, et même si les barèmes actuels des Américains ne sont pas justifiés, le problème se pose désormais en termes conflictuels.

PHILIPPE LEMAITRE.

« Echec de la conférence internationale sur le cacao. — La conférence sur le renouvellement de l'accord sur le cacao s'est terminée le mardi 4 mars au Palais des Nations unies, à Genève, sur un échec. Cet échec était prévisible depuis l'annonce, la semaine dernière, de la décision de la Côte d'Ivoire de ne pas souscrire à un tel accord. Cette conférence, réunie sous l'égide de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) depuis le 10 février, a chargé, en dépit de la cause, le comité exécutif de l'accord de faire de nouvelles propositions lors de sa réunion qui aura lieu du 2 au 6 juin à Londres, afin de trouver, au moins, un « accord administratif ». — (AFP).

## La CFDT n'écarter pas le recours à l'épargne individuelle pour compléter la retraite

Echapper aux débats « théologiques » sur la retraite, notamment entre capitalisation et répartition, c'est ce qu'ont tenté, le vendredi 28 février en cours d'une conférence de presse, MM. Jean-Paul Jacquier et Jean-Marie Spach, secrétaires nationaux de la CFDT.

Certes, ils ont réaffirmé que « seul un système de transferts sociaux obligatoire et généralisé », donc de répartition, peut assurer aux salariés, comme le souhaite la CFDT, « un revenu proportionnel au salaire » après la fin de la période d'activité. Les cotisations s'opposent ainsi à la « propagande » en faveur d'un développement des contrats de capitalisation pour compenser la baisse de rendement des retraites — car « cette publicité contribue à l'érosion de la répartition ».

Mais ils jugent inévitable une adaptation du système, en raison de l'accroissement du nombre des retraités, de la montée en charge des régimes de retraite et du chômage. Il faudra jouer sur le financement —

notamment le niveau et la durée de cotisation — comme sur le rendement des retraites. Si le pouvoir d'achat des retraités s'est accru plus vite que celui des salariés au cours des vingt dernières années, les uns et les autres devraient maintenant évoluer parallèlement : bien que certains retraités restent défavorisés, le niveau moyen de revenu des retraités est supérieur à celui de certaines catégories d'actifs (les jeunes, les chômeurs, en particulier).

Conséquence : « La solidarité ne doit pas seulement jouer des actifs vers les retraités », a déclaré M. Jean-Paul Jacquier.

Il faudra aussi réduire les rigidités des régimes de retraite et leurs disparités pour « adapter le système à la mobilité professionnelle et au travail à temps partiel ». Enfin pour la CFDT certaines prestations doivent être financées sur l'ensemble des revenus — et pas seulement par prélèvement sur les salaires — comme dans d'autres domaines de la

protection sociale (maladie, chômage, allocations familiales).

Reste que l'on ne peut assurer à « ceux qui ont eu une carrière très ascendante » — et à la majorité des cadres — une retraite équivalente à 80 % du dernier salaire d'activité, comme c'est le cas pour les revenus les plus modestes, sans « produire une redistribution à l'envers ». Pour eux, l'épargne — un terme que les cotisés préfèrent à celui de capitalisation — garde son sens et son utilité. Cette épargne doit être adaptée aux besoins individuels et ne pas être « normalisée ». Les caisses de retraites complémentaires ont un double rôle à jouer en ce domaine : elles doivent donner une information sur les différentes formules et pouvoir elles-mêmes offrir des produits d'épargne « souples » (c'est-à-dire permettant le minimum de cotisations pour les souscripteurs) ; les syndicalistes présents dans les conseils d'administration des caisses devraient contrôler la qualité de l'une et des autres.

## Création d'un revenu minimum dans le Territoire de Belfort

De notre envoyé spécial

Belfort. — M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, a signé, le mardi 4 mars, avec M. Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort, une convention pour la mise en place d'un « minimum social » accompagné d'un programme de réinsertion à partir du 1<sup>er</sup> mai prochain, financé par l'Etat et le département. Le système prévu correspond à celui envisagé sur le plan national par le ministère des affaires sociales à l'automne 1984 au moment de la préparation du premier « programme pauvreté ». Des formules de revenu garanti existent dans plusieurs villes, notamment Besançon, Charleville, Epervain, Fougères, Nîmes, Reims et Saverne. Mais c'est la première fois qu'un tel programme est organisé à

l'échelle d'un département — petit il est vrai.

Il assurera aux personnes dépourvues de ressources suffisantes (femmes seules, avec des enfants, chômeurs sans ressources, etc.) un revenu minimum. Celui-ci sera de 1900 F par mois (montant de l'allocation de solidarité versée aux chômeurs de plus de cinquante ans ayant épuisé leurs droits), plus 30 % par personne à charge jusqu'à la troisième. Seront déduites de ce montant les allocations déjà reçues (par exemple les aides familiales). Cette allocation différentielle sera accordée par périodes de trois mois, pour une durée maximale d'un an.

Mais, c'est son originalité, cette convention est baptisée « contrat personnalisé d'autonomie ».

Le bénéficiaire s'engage en échange à tenter de retrouver son

autonomie (rechercher du travail, suivre une formation, accomplir une tâche d'intérêt collectif), de façon à éviter de pérenniser l'aide. Les modalités seront fixées au départ, et l'intéressé sera suivi par un travailleur social : la mise en place de ce minimum social sera accompagnée par une réorganisation des services sociaux départementaux sur une base géographique, afin d'assurer une meilleure coordination.

Selon le président du conseil général, un millier de personnes pourraient bénéficier de cette aide. Le financement prévu pour huit mois est de 9 millions de francs : 3 millions apportés par l'Etat, 6 millions par le département (qui devrait « économiser » 2,4 millions sur les allocations mensuelles d'aide à l'enfance versées actuellement).

GUYN HERZLICH.

# SOCIAL

## L'ASSEDIC DE PARIS EST PLACÉE PROVISOIREMENT SOUS CONTRÔLE DE L'UNEDIC

Pour remédier à des difficultés de fonctionnement, l'ASSEDIC de Paris vient d'être placée sous le contrôle du bureau et du conseil d'administration de l'UNEDIC, « l'association » des ASSEDIC qui assure la gestion paritaire de l'assurance-chômage. A compter du 25 février, le bureau de l'UNEDIC a suspendu provisoirement l'agrément de l'ASSEDIC de Paris, et ce à l'unanimité de ses membres (patronat et syndicats) pour établir « un diagnostic ». Toutefois, le directeur de l'ASSEDIC de Paris demeure en fonctions.

Cette décision a été prise pour « rendre un meilleur service aux allocataires ». Avec 14 antennes dans Paris, 800 salariés et 54 000 allocataires en janvier dernier, l'ASSEDIC de Paris est l'une des plus importantes de France. Des retards de paiements, de nombreux dossiers en instance et la qualité du service justifient cette suspension qui, selon l'UNEDIC, n'entraînera aucune conséquence pour les chômeurs. Les services fonctionneront comme par le passé et les commissions paritaires continueront de siéger.

(Publicité)

## escargot-party

Il suffit de servir nos escargots pour qu'un repas banal ait un air de fête et qu'un repas de fête soit une réussite. Une idée originale : une escargot-party où l'on déguste bourgognes et petits-pis, gros et petits, arrosés d'un vin frais. Et rien à préparer d'avance.



Les meilleurs escargots de Paris sont vendus au détail à la MAISON DE L'ESCARGOT tous les jours (sauf le lundi) de 8 h 30 à 20 h et le dimanche jusqu'à 13 h. 79, rue Fondray - 15. 575-31-09.

**LAUTRE JOURNAL**

CHAUDE LAMOTTE

N'est pas Lesclapart qu'il

**MONSIEUR FRERE EST EN CESSATION DE PAIEMENT**

C'est... (text continues in small print)

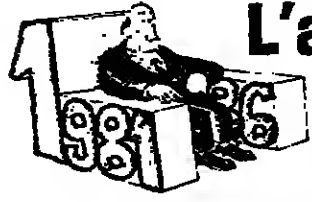
**"QUAND ON AIME ON A TOUJOURS 20 F"**

**LAUTRE JOURNAL** CHAQUE MERCREDI, UN AUTRE JOURNAL, UN NOUVEL HEBDO!

هكذا من الأصل



## CONJONCTURE



## L'autre logique de la rigueur

(Suite de la première page.)

Enfin, la durée moyenne de chômage s'est fortement allongée (de près d'un tiers, pour s'approcher d'un an) et le pourcentage de jeunes sans emploi atteint une proportion particulièrement inquiétante (25,6 % des 15-24 ans, selon l'OCDE, soit le taux le plus élevé des grands pays, si l'on excepte l'Italie).

Le déficit extérieur, en revanche, s'était creusé en 1980 (-17,6 milliards de francs pour la balance des paiements courants) et était encore négatif au premier semestre de 1981 (-5,7 milliards) : les échanges sont aujourd'hui équilibrés. Enfin, la croissance, avec 1,3 % en 1985, est très légèrement supérieure à ce qu'elle était en 1980 (1,2 %).

Mais comparer 1981 à 1986, c'est faire peu de cas du contexte international. On était alors en plein second choc pétrolier, avec une facture énergétique passée, de 1979 au début de 1981, en moyenne mensuelle de 7 milliards à 13 milliards de francs, soit en année pleine un surplus de 60 milliards de francs, avec à la clé une économie mondiale fortement inflationniste. On est aujourd'hui, avec l'érosion du dollar, des matières premières et des cours du pétrole, en plein contre-choc pétrolier, dans une période de rapide désinflation.

Se contenter des comparaisons franco-françaises, c'est, en outre, ne pas tenir compte, alors que les frontières sont de plus en plus largement ouvertes, de la compétition internationale dans laquelle le pays est engagé. Aussi nous paraît-il intéressant de poser la question de la façon suivante : la France a-t-elle mieux négocié le second choc pétrolier entre 1981 et 1986 que le premier entre 1974 et fin 1978, que ce soit par rapport à l'Allemagne fédérale ou aux six autres grands pays industrialisés ? Cela permet de mesurer une évolution relative des grands équilibres dans une période qui recoupe les cinq premières années du septennat des deux derniers présidents de la République, et dans un contexte international qui, sans être complètement comparable, avait un certain nombre de points communs.

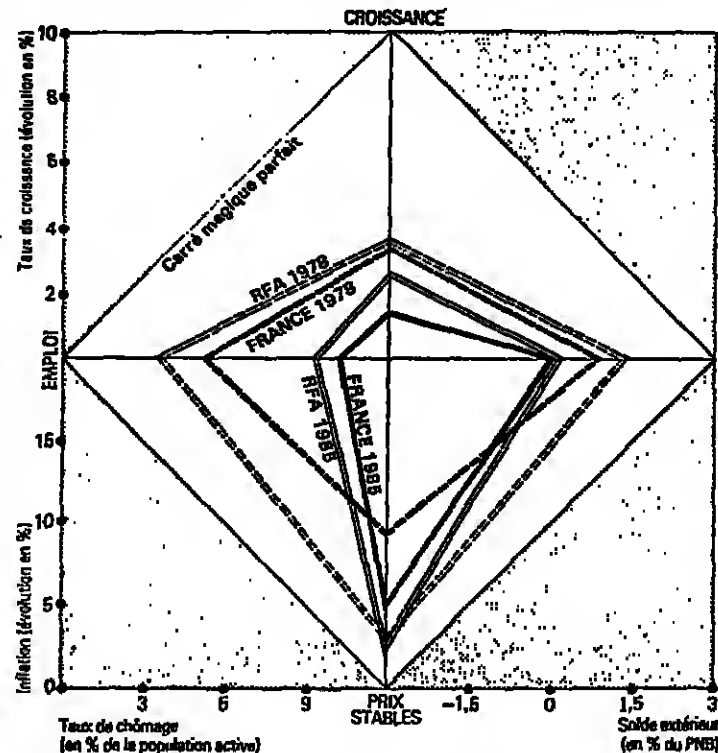
## Légère érosion

La prise en compte des quatre grands indicateurs économiques qui servent à qualifier une gestion rigoureuse - la maîtrise des coûts (l'inflation), l'activité des hommes (l'emploi), l'activité économique (la croissance) et le dynamisme relatif du pays face à l'extérieur (le solde des paiements courants) - pour la France et l'Allemagne fédérale, donne une première indication. Le « carré magique » qui en résulte (voir graphique ci-contre) permet de visualiser l'évolution : plus grande est la surface, meilleure est la gestion. De manière immédiate, on peut apercevoir qu'entre

1978 et 1985 (mais la comparaison entre 1980 et 1985 donne les mêmes résultats) la « surface » allemande s'est légèrement accrue par rapport à celle de la France.

Cette très légère érosion de la position française au regard des pays concurrents, on peut aussi la remarquer à l'intérieur du groupe des sept principaux pays industrialisés (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada). On s'aperçoit, en effet, que la place de l'hexagone dans ce classement n'a guère progressé que sur les prix (par rapport à 1978, mais pas par rapport à 1980) et qu'elle a régressé légèrement sur le chômage comme sur la croissance (voir tableau ci-dessous).

En revanche, le franc, s'il se porte bien en 1985, n'en a pas moins connu trois dévaluations dans la législature et une perte de valeur de 13 % par rapport au panier des huit principales monnaies entre avril 1981 et fin 1985 ; l'endettement extérieur net de la France, même s'il bénéficie actuellement de l'érosion du dollar, n'en a pas moins été multiplié par trois sur la période, tout comme la dette interne qui



Le carré extérieur, ou « carré magique », mesure une conjonction parfaite : inflation et chômage nuls, croissance forte, solde extérieur important. Les figures indiquées marquent les réalités, moins vives, de 1978 et de 1985.

De cette constatation, on ne saurait cependant tirer d'arguments absolus. Tout d'abord, parce que - bilan oblige - s'arrêter ainsi à un moment donné fige le jugement. Aurait-on pris 1982, et la croissance relative de la France aurait été plus forte, tout comme son inflation et son déficit extérieur. Ensuite, parce que ces grands indicateurs, pour importants qu'ils soient, ne résument pas une politique économique.

S'interroge-t-on au pouvoir d'achat du revenu disponible sur la législature, et l'on s'aperçoit que les Français n'ont pas été particulièrement défavorisés. Même si deux années durant, il a été en baisse. Cela n'a pas empêché le pouvoir d'achat du SMIC d'augmenter, de 1981 à 1986, de 12,2 %. La création d'entreprises se porte mieux, et l'investissement industriel, après avoir fortement chuté, s'est redressé spectaculairement : il est vrai que cette courbe est l'inverse de celle des charges des entreprises qui, après avoir atteint leur sommet historique en 1982, ont amorcé leur déclin. En outre, la part de l'Etat dans l'économie - les fameux prélèvements obligatoires - après avoir fortement augmenté au début de la législature, a finalement été stabilisée. Enfin, les patrons ne peuvent guère se plain-

dre, car ils ont bénéficié d'une paix sociale rarement atteinte - ce qui a permis des suppressions d'emplois sans trop de drame dans l'industrie, - et ils devraient profiter aussi de la réforme du financement de l'économie.

On le voit, il n'y a pas de jugement noir ou rose. Autant les socialistes ont été irrités par le bilan établi par la commission Bloch-Lainé au début de la législature, autant l'opposition apporterait sans doute mal un travail d'une même commission qui conclurait sans doute à l'avancée dans tel secteur, au recul dans tel autre. En outre, une vérité n'est acceptable que lorsqu'elle est partagée par le plus grand nombre. La cure de réalisme suivie par une gauche trop longtemps éloignée du pouvoir - quelle qu'elle soit - est la confusion idéologique qui en a résulté - permet désormais aux Français (si l'on fait exception des extrémistes) d'être d'accord sur l'essentiel. Ce n'est pas là le moindre des acquis de la législature socialiste.

BRUNO DETHOMAS.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant  
**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
cours avec explications en français  
Documentation gratuite :  
EDITIONS DISQUES BBC  
6, rue de Barri - 75008 Paris

1978	Prix %	Croissance %	Solde des paiements en milliards de dollars	Chômage % de la population active
ÉTATS-UNIS	6,8 (3)	4,4 (2)	-15,4 (7)	5,9 (4)
JAPON	4,5 (2)	5,6 (1)	+16,5 (1)	2,2 (1)
ALLEMAGNE	2,6 (1)	3,5 (3)	+ 9 (2)	3,6 (2)
FRANCE	9,3 (6)	3,3 (5)	+ 6,9 (3)	5,2 (3)
ROYAUME-UNI	8,3 (5)	3,3 (5)	+ 1,8 (5)	8,1 (6)
ITALIE	12,1 (7)	2,6 (6)	+ 6,1 (4)	7,2 (5)
CANADA	7,3 (4)	3,4 (4)	- 4,3 (6)	8,3 (7)
1980				
ÉTATS-UNIS	18,2 (3)	-0,2 (6)	3,7 (2)	7,2 (3)
JAPON	7,1 (2)	4,2 (1)	-10,7 (6)	2,5 (1)
ALLEMAGNE	5,4 (1)	1,8 (3)	-16,4 (4)	5 (2)
FRANCE	13,5 (5)	1,2 (4)	- 7,4 (4)	7,5 (4)
ROYAUME-UNI	16 (6)	-1,8 (7)	+ 7,4 (1)	10,5 (7)
ITALIE	20,4 (7)	4 (2)	- 9,5 (5)	8,25 (6)
CANADA	18,5 (4)	0 (5)	- 1,6 (3)	7,5 (4)
1985 (1)				
ÉTATS-UNIS	3 (3)	2,5 (4)	-128 (7)	7,25 (2)
JAPON	2,5 (2)	5 (1)	+ 4,7 (1)	2,75 (1)
ALLEMAGNE	2,2 (1)	2,5 (4)	+12,7 (2)	9,3 (3)
FRANCE	4,7 (5)	1,3 (7)	0 (4)	10,3 (6)
ROYAUME-UNI	5,7 (6)	3,25 (3)	+ 4,2 (3)	11,75 (7)
ITALIE	9,25 (7)	2,25 (5)	- 7,5 (6)	10,25 (5)
CANADA	4 (4)	4 (2)	0 (4)	9,75 (4)

(1) Estimation OCDE ou réalisation.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AURECIC

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration d'AURECIC, Sienv investie en valeurs liées à l'or, s'est réuni le 28 février 1986. Au cours de la séance, M. Renaud Segalen, président-directeur général, a fait part au conseil de son souhait d'être déchargé de ses fonctions de président et de son mandat d'administrateur en raison des obligations qu'il a par ailleurs. Il a indiqué qu'AURECIC, créée le 16 décembre 1985, a pris un excellent départ qui se traduit, fin février 1986 par une progression importante de l'actif net, qui atteint désormais 640 millions de francs, et de la valeur liquidative, en hausse de 10 % depuis sa création.

Les membres du conseil d'administration ont exprimé à M. Segalen, leur regret devant cette décision et l'ont remercié pour la part qu'il a prise dans la constitution d'AURECIC. Ils ont nommé comme administrateur et nommé président-directeur général M. Pierre Latrobe, directeur du département d'ingénierie financière du Crédit industriel et commercial de Paris.

## PEUGEOT S.A.

Obligations convertibles 6 % 1970-1975

Le dernier amortissement annuel des obligations convertibles 6 % émises en 1970 et en 1975 par la société Peugeot S.A. a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 1986.

Il est rappelé aux porteurs de ces obligations qu'ils disposent d'un délai allant jusqu'au 31 mars 1986 pour opter entre :

- le remboursement de leurs titres au prix de 382,25 F ;
- ou la conversion de ces titres en actions Peugeot S.A., à raison de 1,25 action pour une obligation.

Passé le 31 mars 1986, ils seront réputés avoir opté pour le remboursement de leurs obligations.

A titre d'information, le cours de Bourse de l'action Peugeot S.A. (cours d'ouverture, marché à règlement mensuel) a été de 500 F le 31 décembre 1985, de 686 F le 31 janvier 1986 et de 900 F le 28 février 1986.

## VOLVO

VOLVO lance une offre d'achat aux actionnaires de SONESON groupe pharmaceutique suédois

Volvo a décidé de lancer une offre d'achat concernant les actions Sonesson, de l'ordre de 190 SEK/action, sous réserve que Volvo puisse acquérir au moins 90 % des actions de Sonesson. Volvo pourrait néanmoins donner suite à son offre d'achat même si ces chiffres ne sont pas atteints.

## ACCOR

Avis concernant les obligations Convertibles 1983, 11,5 % ACCOR

Les obligations convertibles 11,5 % 1983 nominal 180 F sont remboursables en 7 tranches le 31 mars de 1986 à 1992. Pour 1986, le tirage au sort a désigné la tranche G pour être remboursée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, au prix de 191 F.

Les détenteurs d'obligations de la tranche G peuvent encore demander la conversion en actions jusqu'au 31 mars 1986 à raison de 1,08 action pour 1 obligation.

Le cours de l'action ACCOR était de 388 F le 28 février 1986 et en conséquence il est souhaitable de demander aux intermédiaires (Banque, Agent de Change) de faire la conversion avant le 31 mars 1986.



Réuni le 18 février sous la présidence d'Alain Treppoz, le conseil d'administration de la Banque du bâtiment et des travaux publics a pris connaissance des résultats provisoires de l'exercice 1985.

Le bénéfice net d'exploitation devrait s'élever à plus de 16 millions de francs, soit une augmentation d'environ 50 % par rapport à 1984, après déduction des provisions sur créances commerciales de 28 millions de francs contre 27 millions.

Le conseil a approuvé le budget 1986, qui confirme que les objectifs du premier plan de développement (1984-1986) seront largement atteints. Il n'a donc souhaité l'élaboration d'un deuxième plan de développement (1987-1989) qui devra, tout en confirmant la spécialisation actuelle de la BTP, intégrer les axes de la diversification rendue nécessaire par le nouvel environnement bancaire et financier.

Ce développement s'appuiera sur le niveau élevé des fonds propres de la BTP, encore amélioré par le dégage-ment, à hauteur de 37,2 millions de francs, d'une partie des plus-values existant sur le portefeuille de participations et de placements.

## COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ANNÉE 1985

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en 1985 par le groupe de la Compagnie générale d'électricité s'est élevé à 78 546 millions de francs hors taxes, contre 74 146 millions de francs en 1984. La progression d'un exercice à l'autre s'établit à 5,9 %. Les modifications de structures, dans les plus significatives sont l'entrée de Nyrpic et de Colvare Systems Inc. et la sortie des activités piles grand public de Saft, ont eu une incidence modeste qui s'est trouvée compensée par l'effet négatif de la variation des taux de change sur la valeur en francs du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger.

La répartition par secteurs d'activité de chiffre d'affaires total de groupe s'établit comme suit :

En millions de francs	1984	1985	Variation 1985/1984
Energie et transport	23 248	23 077	- 0,7 % (1)
Entreprise électrique et contrôle industriel	9 007	10 782	+ 19,7 %
Télécommunications et communication d'entreprise	25 197	26 118	+ 3,7 %
Câbles	8 004	9 666	+ 20,8 %
Automatismes	4 046	3 911	- 3,3 % (2)
Divers	4 644	4 992	+ 7,5 %
Total	74 146	78 546	+ 5,9 %

(1) L'activité de ce secteur étant essentiellement par des affaires à long délai d'exécution, l'évaluation d'un exercice à l'autre n'est pas significative.

(2) L'effet de la cession des piles grand public, le taux d'évolution est de + 4,6 %.

A la suite de la prise de contrôle de Thomson Télécommunications à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985, la part du chiffre d'affaires des sociétés affiliées dans le chiffre d'affaires global, qui était de 16 % en 1984, est ramenée à 7 % en 1985.



## banque centrale des coopératives et des mutuelles

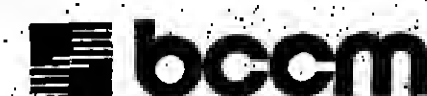
Le conseil d'administration de la BCCM, réuni le 25 février 1986, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se caractérisent par une augmentation rapide du produit net bancaire (+ 18,9 % par rapport à 1984) et une croissance moindre des frais généraux et amortissements (+ 14,9 %). L'écart de quatre points ainsi enregistré permet d'obtenir une forte croissance du résultat avant provisions (+ 25,9 % soit un résultat de 37,4 millions de francs).

Après 24,4 millions de francs de provisions, le résultat avant impôt et participation (13 MF) progresse de 34 %, niveau plus élevé encore qu'il était prévu.

Le conseil a constaté la poursuite de l'évolution satisfaisante des indicateurs d'activité soit en moyenne annuelle de 1984 à 1985 : (+ 14,7 % pour les dépôts, + 60,5 % pour les outils collectifs de placements (SICAV et fonds communs), + 25,1 % pour les crédits.

Ce développement et les efforts continus d'efficacité individuelle et collective expliquent les résultats obtenus.

La BCCM complètera sa gamme de fonds communs de placements et SICAV, débuts marqués par une nouvelle SICAV spécialisée dans les placements à court terme des entreprises et un nouveau fonds commun réservé aux particuliers, distributeurs des revenus trimestriels.



Sigla social :  
12, place de la Bourse  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-33-44-71

## Banque Vernes &amp; Commerciale de Paris

Le Conseil d'administration, réuni le 25 février 1986 sous la présidence de M. Gilbert Lasfargues, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.

Le total du bilan s'élève à 13 914 millions de francs contre 14 843 millions de francs au 31 décembre 1984, cette variation ne correspondant pas à une diminution de l'activité mais à l'incidence comptable de la baisse du dollar.

Le produit net bancaire a atteint 469,7 millions de francs contre 430,6 millions de francs en 1984, soit une progression de 9,1 %, imputable tant aux produits nets d'intérêts qu'aux commissions.

Le résultat brut bancaire courant progresse de 32 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Après amortissements, provisions, charges et produits exceptionnels, le bénéfice net est de 2 millions de francs contre une perte de 369,8 millions de francs en 1984.

Le président, dans son intervention, a souligné la signification du résultat de cet exercice, qui doit marquer une étape importante dans l'évolution de la Banque.

Il a également rappelé que, conformément aux accords initiaux, la Compagnie Financière de Suez détendra, dès le 5 mars 1986, 100 % du capital de la Banque Vernes & Commerciale de Paris, après approbation par son Assemblée générale de l'appartenance qui lui a consenti l'état de son bilan.







# Le Monde

هكذا من الأصل

## A LA BOURSE

### L'affaire Radar : un conflit juridique embarrassant

Un contrat sous seing privé est-il supérieur à une réglementation d'ordre public ? C'est tout le problème posé par l'affaire Radar, problème qui risque d'embarrasser les autorités boursières, notamment la Commission des opérations de Bourse (COB).

Il y a plusieurs mois, un groupe d'actionnaires de la société Radar, parmi lesquels les Galeries Lafayette (28 %), l'IDF (18 %), le groupe Cora (22 %) et le Crédit commercial de France (12 %), qui détenaient au total 80 % du capital de cette société, s'engageaient, par un protocole d'accord, à céder leurs titres à la société Primistères, représentée par ses principaux actionnaires, MM. Amar et Gaith Pharaon, au prix de 190 F l'action.

Pour faire respecter les droits des actionnaires minoritaires de Radar, la COB contraignait la société Primistères à lancer une offre d'achat en règle (OPA) au prix de 210 F sur les actions Radar, dont les principaux actionnaires, s'estimaient toujours liés par leur protocole d'accord, s'engageaient à livrer les titres dans le cadre de l'OPA.

La-dessus, M. Maurice Bidermann lance une contre-OPA sur Radar à 230 F et vient même de surenchérir à 250 F. Assurant que ses offres, à un prix supérieur à celui de l'offre des Primistères, rendent caduc le protocole d'accord, il a demandé au tribunal de commerce, par référé, de rendre publie les termes du protocole d'accord. Le tribunal a refusé en renvoyant à la COB, qui a pris connaissance de ce protocole, lorsqu'elle a examiné et autorisé les projets d'OPA successifs. De leur côté, les actionnaires de Radar réaffirment leur volonté d'apporter leurs titres à l'OPA de Primistères à 210 F.

#### Un précédent

C'est à la question de la corse et qu'il convient d'évoquer un précédent. En 1975, la société belge Petrofina avait lancé une OPA à 80 F l'action sur le capital de la société Ripolin, après s'être entendue, au préalable, avec le groupe familial, majoritaire dans Ripolin. Ce dernier s'était engagé à irrevocablement à livrer ses titres à l'OPA dès son lancement. La Société chimique des Charbonnages (CDF chimie) ayant lancé une contre-OPA à 95 F, Petrofina se retira et CDF chimie l'emporta.

A cette occasion, la COB, dans son rapport annuel de 1975, relevait la « contradiction entre les conséquences indirectes de l'engagement pris et le jeu libre et complet des procédures d'offre publique, telles qu'elles sont définies par la réglementation du marché, qui est d'ordre public ». La COB ajoutait qu'un tel engagement déterminé par avance le succès d'une future OPA, rendant impossible une surenchère susceptible de faire bénéficier les actionnaires minoritaires d'un prix plus avantageux. Elle estimait qu'une telle situation pourrait justifier, quant à la validité des engagements pris, les contestations les plus sérieuses, notamment de la part des actionnaires minoritaires.

Pour « éviter ces difficultés », la COB « recommandait » aux initiateurs d'une offre publique et aux actionnaires majoritaires, qui souhaiteraient s'entendre en vue d'assurer le succès d'une OPA, de ne le faire que « sous réserve d'une offre concurrente ». Ajoutons que l'article 195 du règlement de la chambre syndicale des agents de change, d'ordre public, stipule que le dépôt d'une surenchère annule les livraisons de titres à l'offre précédente.

Le plus piquant est que, parmi les actionnaires de Radar, certains comme Cora, au d'autre, seraient fort aises de pouvoir bénéficier de l'offre plus avantageuse de M. Bidermann si l'engagement qu'ils ont pris pouvait être frappé de caducité. Une belle affaire, qui pourrait connaître des rebondissements inattendus.

FRANÇOIS RENARD.

## LE RAPPORT SUR L'AFFAIRE DES IRLANDAIS DE VINCENNES

### Précisions

A la suite de la publication dans nos éditions du 5 mars des principaux passages classés « secrets défense » du rapport sur l'affaire des Irlandais de Vincennes remis le 13 juin 1983 au ministre de la Défense par le général Boyé, inspecteur général de la gendarmerie, le Figaro, dans son numéro du 5 mars, fait état d'un commentaire de l'« entourage » de M. Christian Prouteau, conseiller technique auprès du président de la République depuis juillet 1982 et qui, selon le rapport du général Boyé, a donné le « feu vert » au capitaine Barril pour l'opération de Vincennes.

« Dans son entourage », écrit notre confrère, « on nous a précisé que le Monde n'avait publié que des extraits du rapport du général Boyé (...). En fait, le quotidien du soir ne fait état que de la première partie de ce rapport, qui, dans sa deuxième partie, établit les responsabilités réelles et demande des sanctions contre des officiers de gendarmerie. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, du capitaine Barril ni du commandant Prouteau. »

En fait, une seule citation, celle qui insiste sur le rôle du commandant Prouteau dans le déclenchement de l'opération, est extraite de la première partie, intitulée « Chronologie des événements ». Toutes les autres citations sont extraites de la seconde partie, où le général énumère les mesures nécessaires concer-

nant aussi bien les structures (le GIGN) que les hommes.

Tous les acteurs-gendarmes de cette affaire sont passés en revue dans la seconde partie - classée « secret-défense » - du rapport : ceux de la brigade de Vincennes, qui, responsables de l'opération, furent d'ailleurs sanctionnés ; des membres du GIGN, des subordonnés du commandant Beau ; le major Windels, inculpé comme lui de subornation de témoin.

#### Un seul absent

Mais, pour le général Boyé, il s'agit clairement de seconds rôles. Les principaux passages, les plus longs et les plus précis, sont bien ceux que nous avons cités et concernant les rapports du GIGN et de l'Elysée (deux feuillets sur un total de seize), le rôle du commandant Beau et la responsabilité du capitaine Barril. Un seul absent - et non deux - dans la liste du général Boyé : le commandant Prouteau. Bien qu'ayant souligné son rôle dans l'affaire, le général Boyé ne fait aucune recommandation à son sujet. La raison est simple : détaché comme conseiller technique auprès de M. François Mitterrand, le commandant ne relève plus de la hiérarchie de son arme.

Y.-M. L.

## Canard d'honneur

Le Canard est moins enchaîné que jamais : à soixante-dix pages, le plus célèbre des hebdomadaires continue d'éclore - depuis 1916 - les bobards de la classe politique, à décerner ses « noix d'honneur » aux confrères qui se mélangent les plumes (sans s'oublier, avec sa rubrique « par sur le bec ») et à attribuer les honneurs politiques de différents sobriquets ou noms d'oiseau.

Le célèbre volatile a ainsi popularisé les surnoms maintes fois célèbres de M. Michel Dauterive (« l'amar »), M. François Mitterrand (« l'ortolan ») ou de M. Valéry Giscard d'Estaing (« Monsieur-Ex... »). Ses coups de plumes académiques ont aussi enrichi la langue française d'expressions familières

comme « de quoi se marrer » ou « à se taper la dernière par terre », ainsi que de mots comme « éliminatoire » ou « éliminable », créés par le journaliste Pierre Bérard. La deuxième est même entrée au dictionnaire de l'Académie française en 1978.

Très lu sous la droite (le tirage record du Canard enchaîné, lors du second tour de l'élection présidentielle de 1981, est de 1 229 574 exemplaires), le Canard a connu une érosion de sa diffusion sous la gauche, mais à l'approche du 16 mars, il se trouve déjà les parties. L'hebdomadaire satirique a été aussi très accueilli : en 1973, des micros de la DST sont découverts dans ses nouveaux locaux.

Fête cette semaine, l'anniversaire du Canard enchaîné est l'occasion de retracer, dans un numéro spécial encarté, toutes les grandes affaires où il a plongé bec et ongles de l'affaire Stavisky aux diamants de M. Valéry Giscard d'Estaing, sans oublier sa spécialité, la publication des feuillets d'impôt, dont MM. Marcel Dassault et Jacques Chaban-Delmas ont fait les frais. Imparant, parfois gauchiste, mais toujours au bord de la mare (politique), le Canard enchaîné a souvent eu un ramage d'avance sur le reste de la presse.

## Maroc

### Le monarque et le roi-citoyen

De notre envoyé spécial

Marrakech. - Étonnant spectacle que celui offert ici par le roi à un autre roi, mardi 4 mars. En fin de journée, un vent frais vent de l'Atlas fait onduler les burnous et les djellabas des milliers de Marocains rassemblés au Mécabour, à l'entrée du palais pour la traditionnelle cérémonie d'allégeance. Sur la tribune officielle, les épouses des quelques professeurs de médecine français invités personnels du souverain trônent dans leur tailleur d'été. Une vaste limousine conduit le roi d'Espagne au pied de la tribune. Accueilli par une ovation, Juan Carlos IV, en complet-veston, attend quelques minutes à la place d'honneur la majestueuse apparition d'Hassan II.

Tout de blanc vêtu sur son étalon noir dont les sabots sont passés à la poudre d'or - comme l'exige un rituel séculaire - le Commandeur des émirats, maîtrisant avec adresse sa monture, passe par le portique principal de palais et avance vers ses sujets qui se prosternent par vagues successives. Un carrosse rouge roule derrière le cavalier, suivi par une grosse voiture décapotée du service de sécurité qui donne une touche de modernité incongrue à cette cérémonie hors du temps.

Longues et puissantes acclamations. Le « roi-citoyen » des Espagnols applaudit lui aussi.

Le numéro du « Monde » daté 5 mars 1986 a été tiré à 470 446 exemplaires.

**LA BOURSE DEVOILÉE...**

LA BOURSE 30 F

Tout ce qu'il faut savoir sur son fonctionnement.

HATIER

A B C D E F G

## Sur le vif

### Avantages

« Elle a vraiment de la chance, la reine d'Angleterre. Partout où elle va, là, en ce moment, elle ne voit que des défilés. Tenez, hier encore, en Australie, devant l'Opéra de Sydney, elle arrive en grand train avec son mari et sur quoi elle tombe ? Sur une belle paire de femmes blanches et potelées offertes à sa curiosité par une excitée, une nana genre Women's Lib qui accuse Sa Majesté de donner une image trop conservatrice de la femme. »

Pauvre Elizabeth ! On ne peut pas plaire à tout le monde et à son père. On en Nouvelle-Zélande des Maoris teigneux lui aient balancé des coiffes, que des jeunes gens en coliers aient voulu s'asperger à grands jets sa belle robe du soir - on les a arrêtés juste à temps - bon, ça, c'est normal. Ce sont les risques du métier.

Mais ce que je ne comprends pas, c'est cette soudaine manie qu'ont les gens en Occident de se faire à poil sur son passage. Des postérieurs, elle en aura dévié de toutes les couleurs, noires et brunes, roses et grise-soufflets, étalés entre deux

bonnes robes des routes suivies par le cortège royal, exposés entre deux plantes en pot sur des marches d'escalier. Curieux, quand même, non ?

Vous me direz : Allez, allez, jouez pas les naïfs, les étonnés ! C'est pour le choc, la Queen, qu'il faut ça, pour la scandaleuse, la secouer, pour flatter son attention. C'est un truc, quoi. Un bon truc puisque juste la presse s'en fait l'écho, à commencer par vous. Oui, bon, ça, je m'en doute. Et c'est justement ce qui me donne à réfléchir, n'y a pas de raison pour que ce soit elle. Elle est pleine d'avenir, cette technique. Au lieu de se balancer des venises à la télé, nos candidats à Matignon et à l'Elysée feraient mieux de balancer culotta. Ça en dirait plus long que tous les discours sur ce qu'ils pensent de la concurrence. Certains seraient étonnés, bien sûr. Léonard risque d'être moins étonné que Bismarck. Lui, il occupe tout l'écran. Et puis pensez au débat politique, il trouverait enfin là un solide fondement.

CLAUDE SARRAUTE.

## «BABY DOC» SUR LA COTE D'AZUR ?

L'ancien président à vie de Haïti, M. Jean-Claude Duvalier, pourrait quitter prochainement l'hôtel de l'Abbaye, à Talloires, où il réside depuis près de trois semaines. Selon certaines sources bien informées, il pourrait trouver refuge sur la Côte d'Azur, dans une propriété située du côté de Grasse, que « Baby Doc » louerait. Cette résidence isolée et climatisée permettrait un minimum de surveillance et offrirait un certain confort. L'opération est matériellement préparée, précise-t-on de même source, même si aucune mesure juridique n'a encore été prise.

Cette solution aurait l'avantage d'avoir l'aval de l'ancien dictateur et d'éviter ainsi une nouvelle bataille juridique au moment où le tribunal des référés de Paris doit, ce mercredi 5 février, rendre son jugement dans l'affaire qui oppose M. Jean-Claude Duvalier au gouvernement français concernant ses conditions de résidence. D'autre part, l'action intentée par le propriétaire de l'hôtel où séjourne actuellement « Baby Doc », qui doit être jugée jeudi, pourrait connaître à l'expiration de l'hôtel de l'ancien président à vie.

On précise, de source officielle, qu'un pays d'accueil est toujours recherché pour M. Jean-Claude Duvalier. Mais les résultats d'une telle démarche semblent de plus en plus aléatoires.

## Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

- à Paris (88 Mts)
- à Lyon (100,3 Mts)
- à Bordeaux (101,2 Mts)
- à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 Mts)
- à Limoges (102,1 Mts)
- à Toulouse (88,6 Mts)
- à Caen (103,2 Mts)
- à Brive (90,9 Mts)
- à Saint-Étienne (86,5 Mts)
- à Montpellier (88,5 Mts)
- à Strasbourg (100,9 Mts)
- à Dijon (87,1 Mts)
- à Valenciennes (87,1 Mts)
- à Lens (87,1 Mts)

MERCREDI 5 MARS

Allé « le Monde »

47-20-52-97

LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE : UN BILAN GLOBALEMENT POSITIF

avec ELIZABETH GORDON

Emission préparée par FRANÇOIS KOCH

JEUDI 6 MARS

« le Monde » reçoit MICHEL BUTEL

directeur de « l'Autre Journal »

avec PHILIPPE BOUCHER

**A PARAÎTRE**

le 30 avril 1986

**LE CATALOGUE DE LOGICIELS**

réserve aux établissements scolaires et collectivités sociétaires

**camif**

79045 NIORET

La CAMIF a réalisé la distribution des logiciels et le catalogue INFORMATIQUE POUR TOUS.

**SOTHEBY'S**

FOUNDED 1744

**GENEVE**

Importante Vente de

**BIJOUX ET OBJETS PRÉCIEUX**

12-15 MAI 1986

Broche en diamants et diamants du XIX<sup>e</sup> siècle vendue à Genève, novembre 1985 : 59 000 Francs Suisses (soit 365 000 F.F.)

Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de ces ventes pourront rencontrer notre spécialiste, Nicholas Rayner, sur rendez-vous à : Paris jeudi 6, vendredi 7, lundi 10 et mardi 11 mars

Monaco mercredi 12 et jeudi 13 mars

Veuillez contacter :

Sotheby's Paris, 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

Sotheby's Monaco, Sporting d'Hiver, Place du Casino, Monte-Carlo (Monaco). Tél. : 93.30.88.80

Sotheby's Genève, 24, rue de la Cité, Genève. Tél. : (22) 21.33.77

**QUEL MICRO CHOISIR ?**

300 micros de 650 à 65 000 F

**ORDINATEUR INDIVIDUEL**

Mars 86 - 25 F chez votre marchand de journaux

**VOUS ÊTES AU COURANT ?**

**LE NOUVEAU CHEQUE DÉJEUNER PASSE À 30 F !!!**

**chèque déjeuner**

**C'EST UNE INVITATION À DÉJEUNER ?**

Le chèque déjeuner passe à 30 F. Pour l'entreprise cela équivaut maintenant à une économie annuelle de 1 650 F par salarié. Pour chaque salarié c'est un avantage de 3 300 F par an totalement net d'impôt. Voilà 3 bonnes raisons pour déjeuner chèque.

**déjeunez chic, déjeunez chèque.**

DÉCOUVREZ LES NOUVEAUX AVANTAGES DU CHEQUE DÉJEUNER ! Documentation gratuite sur simple demande. Pour en savoir plus sur le CHEQUE DÉJEUNER, RP 555, 75001 Paris Cedex 17, Tél. (1) 47.44.94.56

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**prend au sérieux**

**No 1**

**chèque déjeuner**

**de**